

EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan
« Le Mas »
40320 MIRAMONT-SENSACQ

***Demande d'autorisation d'exploiter
un élevage avicole***



Janvier 2017

Constitution du dossier
EARL LES COLLINES – Miramont-Sensacq

- I - Demande d'autorisation d'exploiter**
- II - Engagement**
- III - Changement d'échelle**
- IV - Résumé non technique**
- V - Résumé étude des dangers**
- VI - Etude d'impact**
- VII - Etude des dangers - Hygiène et sécurité des travailleurs**
- VIII - Notice d'incidence Natura 2000**

Maître d'œuvre



Chambre d'agriculture des Landes
BP 279
40005 Mont de Marsan cedex

Tél : 05 58 85 45 25

**EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan
Le Mas
40320 MIRAMONT-SENSACQ**

**Monsieur le Préfet des Landes
DDCSPP
Service Santé et Protection
Animale et de l'Environnement
1 place St Louis
40000 MONT DE MARSAN**

Objet : DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER UN ELEVAGE AVICOLE

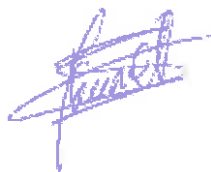
Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de solliciter l'autorisation d'exploiter un élevage avicole de **216 000 emplacements volailles - rubrique 3660** : Élevage intensif de volailles qui sera implanté sur la commune de **Miramont-Sensacq** lieu-dit **Loucouartou**

Cet établissement est classé sous la **rubrique 2111-1** de la nomenclature des Installations Classées soumis à **autorisation**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

A Miramont-Sensacq
Le 25 janvier 2017



**EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan**

EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan
Le Mas
40320 MIRAMONT-SENSACQ

ENGAGEMENT

Je soussigné MOUNET Jordan, gérant de l'EARL DES COLLINES, m'engage à payer les frais d'affichage et le montant des frais relatifs à la publication dans la presse, d'un avis annonçant l'enquête publique et, si la demande fait l'objet d'une décision favorable, d'un avis concernant l'arrêté d'autorisation.

A Miramont-Sensacq
Le 25 janvier 2017



Earl des Collines
M. Mounet Jordan

**EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan
Le Mas
40320 MIRAMONT-SENSACQ**

**Monsieur le Préfet des Landes
DDCSPP
Service Santé et Protection
Animale et de l'Environnement
1 place St Louis
40000 MONT DE MARSAN**


Objet : MODIFICATION D'ECHELLE DU PLAN DE MASSE

Monsieur le Préfet,

Par le présent courrier, je sollicite l'autorisation de dresser un plan de masse au 1/1000^{ème} au lieu de 1/200^{ème} au minimum compte tenu de l'éclatement du site. Ce plan concerne la création d'un élevage de volailles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

A Miramont-Sensacq
Le 25 janvier 2017



**EARL LES COLLINES
M. MOUNET Jordan**

Résumé non technique

1. Présentation du demandeur

Nom : EARL DES COLLINES
Administration de la société : M. MOUNET Jordan
Adresse : Le Mas – 40320 MIRAMONT-SENSACQ
Statut juridique : Exploitation A Responsabilité limitée
N° de Registre du commerce : 794 726 794 RCS Mont de Marsan (09/08/2013)
Code APE : 0147 Z
Téléphone : 06 48 60 60 91

Le présent dossier concerne la création d'un atelier avicole (caille) par l'Earl des Collines.

Cet atelier sera soumis à autorisation sous la rubrique 3660 et se situera sur la commune de MIRAMONT-SENSACQ

M. Mounet exploite actuellement au sein de l'Earl des Collines une salle de gavage au lieu-dit Loustaou (proximité du siège d'exploitation). Cet atelier est soumis à déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Récépissé de déclaration n° 4295 en date du 2 août 2013 pour 12 096 animaux équivalents.

Les sites (situés à plus de 1 km 500 l'un de l'autre) seront gérés en totale indépendance.

Les surfaces étudiées dans le cadre du projet, sont réparties sur deux zones distinctes qui correspondent :

- aux parcelles où sera localisée l'activité d'élevage (zone 1)
- aux parcelles d'épandage (zone 2)

Au sein de la zone, les parcelles sont relativement regroupées.

Les différentes communes concernées sont les suivantes :

Commune concernée par le site d'élevage	Communes concernées par le rayon d'action de 3 km (élevage)	Commune concernée par l'épandage des effluents	Communes concernées par le rayon de 3 km (épandage)
	Zone 1		Zone 2
MIRAMONT-SENSACQ	<u>Landes</u> MIRAMONT-SENSACQ LATRILLE LAURET SAINT AGNET SARRON <u>Pyrénées Atlantiques</u> BOUEILH BOUEILHO LASQUE GARLIN	LESPERON	LESPERON ONESSE ET LAHARIE RION DES LANDES GAROSSE SINDERES

2. Présentation sommaire des productions de l'élevage

M. MOUNET possédera 2 bâtiments au sol sur litière accumulée de copeaux de 1200 m² chacun, pour l'élevage de volailles type claustration (cailles, poulets).

L'exploitant s'approvisionnera en volaille auprès d'un groupement. Les bâtiments

seront remplis en fonction du planning mis en place avec le groupement.
Il est prévu d'élever :

Nbre de bandes	Vf1	Vf2	Total
Cailles	3	4	7
Poulets	4	3	7

Le bâtiment Vf1 permettra l'élevage de 3 bandes de 108 000 cailles par an et de 4 bandes de 27 000 poulets par an. Le bâtiment Vf2 quant à lui permettra l'élevage de 4 bandes de 108 000 cailles par an et de 3 bandes de 27 000 poulets par an.

A chaque fin de bande, les bâtiments seront nettoyés, désinfectés et maintenus en vide sanitaire pendant 7 jours.

Le tableau ci-après donne le volume prévisionnel d'animaux produit par bâtiment de 1200 m². Il servira de base aux calculs.

	Vf1	Vf2	Total
Cailles	324 000	432 000	756 000
Poulets	108 000	81 000	189 000

3. Nomenclature des installations classées

Le régime auquel est soumis l'élevage de l'exploitation est défini par le nombre maximum d'animaux susceptibles d'être présents simultanément sur l'exploitation.

Compte tenu des fluctuations du marché, il se peut que les 2 bâtiments soient remplis en poulets, en cailles ou en cailles et poulets.

Ces effectifs sont récapitulés dans le tableau suivant :

Nbre de bandes	Vf1	Vf2	Emplacement	Ax équivalents
Cailles - Cailles	108 000	108 000	216 000	27 000
Poulets - Poulets	27 000	27 000	54 000	54 000
Poulets - cailles	27 000	108 000	135 000	40 500

Rubrique 3660 : Élevage intensif de volailles et de porcs

a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles : Autorisation

b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de + 30 kg : Autorisation

c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies : Autorisation

Rubrique 2111 : Volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, vente, etc.)

2111-1 : Installations dont les activités sont classées au titre de la **rubrique 3660** : Atelier soumis à **Autorisation**

2111-2 : Autres installations que celles visées au 1 et détenant un nombre d'emplacements pour les volailles et gibier à plumes supérieur à 30 000 : Atelier soumis à **Enregistrement**

2111.3 : Autres installations que celles visées au 1 et 2 et détenant un nombre d'animaux équivalents supérieur à 5 000 : Atelier soumis à **déclaration**

Avec un effectif de 216 000 emplacements volailles le projet de M. Mounet est une installation dont les activités sont classées au titre de la **rubrique 3660 : Élevage intensif de volailles**.

Cet établissement est classé sous la rubrique 2111-1 de la nomenclature des Installations Classées soumis à autorisation.

L'ensemble des prescriptions techniques auquel est soumis l'Earl des collines est donné en annexe (arrêté du 27 décembre 2013).

Prévention et réduction intégrées de la pollution dite Directive IED Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10

La présente directive énonce des règles concernant la prévention et la réduction intégrées de la pollution due aux activités industrielles et agricoles. Elle réunit en un seul texte sept directives préexistantes distinctes relatives aux émissions industrielles. Elle prévoit également des règles visant à éviter ou, lorsque cela s'avère impossible, à réduire les émissions dans l'air, l'eau et le sol, et à empêcher la production de déchets, afin d'atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement considéré dans son ensemble.

Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD),
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation,
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui décrit dans un « rapport de base » qui décrit l'état du sol et des eaux souterraines avant la mise en service.

4. *Emplacement des Installations*

Les bâtiments d'élevage en projet se situeront sur la commune de Miramont-Sensacq au lieu-dit Lourcouthau. Les installations d'élevage se situeront à plus de 100 m des tiers et 35 m des cours d'eau conformément à la réglementation en vigueur. Ces éléments seront étudiés lors de l'instruction du permis de construire par les services de l'administration.

5. *Mode de collecte et de stockage des effluents*

Un seul type d'effluent sera produit sur l'exploitation : du fumier de litière accumulée issu des bâtiments d'élevage. En fin de bande le fumier extrait des bâtiments sera stocké sur la fumière couverte Fu permettant l'équivalent de stockage de 2 bandes.

Les eaux de lavage seront générées par le nettoyage des bâtiments. La majeure partie des eaux de lavage sera récupérée sur la litière avant enlèvement de celle-ci, les eaux de rinçage seront quant à elles collectées dans une fosse de 6 000 l puis épandues sur le fumier sec.

6. *Valorisation des effluents*

La valorisation des effluents sera effectuée par épandage sur les terres cultivées en utilisant la capacité épuratrice du sol. Ces apports viendront se substituer à une partie des engrais minéraux.

Dans le cas de l'EARL des COLLINES, les terres utilisées pour l'épandage sont les terres mises à disposition par deux prêteurs.

La filière de gestion des effluents retenue (fumier) permettra de gérer la totalité des effluents de l'élevage sur un plan d'épandage suffisamment dimensionné.

Elle comprend les étapes suivantes :

- stockage sur la fumière couverte (Fu),
- transfert vers les parcelles d'épandages avec stockage au champ,
- épandage à l'automne ou au printemps suivi d'une façon superficielle pour assurer un enfouissement dans les 24 heures.

L'ensemble des opérations d'épandages sera suivi par la tenue à jour d'un bordereau de livraison d'effluents pour les terres mises à disposition.

7. Plan d'épandage

Toutes les parcelles proposées pour la surface d'épandage ont été cartographiées à partir de l'orthophoto PAC. Le plan d'épandage est présenté dans la partie « plan d'épandage du dossier autorisation » ; les surfaces exclues y ont été reportées. La liste des références des parcelles est également fournie. Un plan d'ensemble des îlots de l'exploitation est présenté.

La surface du plan d'épandage est de 158 Ha 79 dont 158 Ha 27 sont potentiellement épandables.

Les effluents provenant de l'activité élevage de l'Earl des Collines représenteront annuellement un apport azoté de **11 340 kg N** et de **7 371 kg P₂O₅**.

La surface moyenne épandable sous condition d'enfouissement sous 12 h est de **158,27 ha**. En tenant compte de l'assolement, la pression moyenne en azote et en phosphore liée à l'épandage des effluents sera donc de **71,7 kg N / ha** et de **46,5 kg P₂O₅ / ha**.

Les apports d'effluents constitueront la seule source de matière organique sur ces parcelles.

La dose moyenne d'azote maîtrisable à l'hectare sur la surface épandable est donc bien inférieure à la dose maximum recommandée dans le code des bonnes pratiques agricoles de 170 kg N d'origine organique / ha.

Dans la pratique, les agriculteurs devront chercher à ajuster l'ensemble de leurs apports en fonction des exportations en azote et en phosphore par les cultures. Le bilan global à l'échelle de l'exploitation, prenant en compte les entrées et les sorties d'azote et de phosphore, sera un outil permettant d'apprécier cet équilibre.

8. Gestion des déchets

Les filières de traitement des déchets utilisées sont les suivantes :

- Cadavres d'animaux

Les animaux morts en cours d'élevage sont évacués rapidement hors des bâtiments puis seront stockés à température négative en attendant le passage de l'équarrisseur. Cette organisation offre des avantages sanitaires évidents : conservation hygiénique des cadavres, diminution du nombre de passages de l'équarrisseur.

- Les déchets cartons, papiers

Ces produits sont collectés par le réseau de ramassage des ordures.

- Les déchets verre

Après utilisation des produits, les bouteilles, les flacons sont récupérés et portés dans les conteneurs communaux réservés à la récupération des verres.

9. Maîtrise des nuisances

Le site d'élevage est éloigné des grands axes et zones urbaines, ce qui limite les risques de nuisances.

Toutes les solutions techniques proposées dans cette étude concrétisent la volonté de l'Earl des Collines de mettre en place des installations aux normes environnementales en vigueur et de réduire les impacts de l'élevage sur l'environnement.

Résumé Etude des dangers

EARL DES COLLINES

Mounet Jordan

Miramont-Sensacq

L'activité agricole comporte, du fait de son exploitation, un certain nombre de risques pour « l'environnement » de l'exploitation.

Ces risques sont de deux ordres :

- Risques internes liés à l'activité d'élevage
- Risques externes à l'élevage

I - Risques internes liés à l'activité d'élevage

Dans le cas de l'activité d'élevage de l'Earl des Collines, quatre dangers majeurs ont été mis en évidence :

- 1) Fuite accidentelle d'effluent par rupture des cuves, débordement de celles-ci ou d'un accident lors du chantier d'épandage. Les conséquences sont une pollution possible de l'eau, du sous-sol.

Les mesures prises par l'exploitant (cuve de rétention, entretien du matériel, formation de l'exploitant) permettent de limiter ces dangers.

- 2) L'incendie (avec comme principale origine une défaillance du système électrique ou du chauffage au gaz). Les conséquences seraient une destruction partielle voire totale des bâtiments en cause et de leur environnement immédiat (5 - 10m).

- 3) L'explosion : ce risque (rattaché au risque incendie) pourrait provenir principalement des cuves de gaz, voire des machines agricoles suite à un dysfonctionnement ou à une fuite de gaz.

Les mesures de prévention mises en œuvre par l'Earl des Collines contre un incendie ou une explosion sont :

- l'entretien du matériel et des abords,
- l'affichage des consignes,
- la dispersion des bâtiments.
- la facilité d'accès au site
- la présence d'extincteurs sur l'exploitation

- 4) Les accidents corporels peuvent être provoqués par :

- les engins agricoles
- le matériel électrique
- l'explosion ou l'incendie d'un bâtiment agricole
- l'asphyxie par des fermentations ou, due au monoxyde de carbone généré, notamment par une mauvaise combustion du gaz du système de chauffage ou une défaillance de la ventilation

Les conséquences pour les salariés présents sur les sites sont des blessures ou des traumatismes plus ou moins graves.

Les mesures prises sont la sécurisation des installations, l'information des personnes sur les risques et les précautions à prendre par l'affichage des consignes.

II - Risques externes à l'élevage

Les risques identifiés dans l'étude des dangers sont essentiellement d'ordre climatique (foudre, tempête).

Les mesures mises en œuvre par l'exploitant devraient limiter ces risques (entretien des bâtiments et des abords, installations de gaz et électriques régulièrement vérifiées).

A MIRAMONT-SENSACQ

Le 25 janvier 2017

EARL DES COLLINES

M. MOUNET Jordan



EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan
« Le Mas »
40320 MIRAMONT-SENSACQ

Etude d'impact

Etude d'impact : Sommaire

I - OBJECTIFS DE L'OPERATION	1
II - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	2
2.1 Présentation générale	2
2.2 Environnement	2
2.3 Hydrographie - Pollution de l'eau	12
2.4 Pollution de l'air	14
2.5 Bruits - Vibrations	14
2.6 Les effluents d'élevage	14
2.7 Déchets	14
2.8 Transports - Approvisionnements - Risques	14
III - PRESENTATION DE L'INSTALLATION D'ELEVAGE	15
3.1 Historique de l'élevage	15
3.2 Volume d'activité et systèmes de production	15
3.3 Nomenclature des installations classées	16
3.4 Emplacement des installations	18
3.5 Description des installations	18
3.6 Description de la filière de gestion des effluents	19
IV - ANALYSE DE L'ORIGINE, LA NATURE ET LA GRAVITE DES INCONVENIENTS SUSCEPTIBLES DE RESULTER DE L'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION	20
4.1 Intégration dans le paysage ou le site	20
4.2 Impact sur les écosystèmes	21
4.3 Impact sur la santé humaine	21
4.4 Impact sur la protection des biens et du patrimoine culturel	23
4.5 Impact sur la qualité de l'eau	23
4.6 Impact sur la qualité de l'air	25
4.7 Impact sur les sols	28
4.8 Impact cumulé	29
4.9 Le bruit et les vibrations	29
4.10 Déchets	29
4.11 Transports et approvisionnements	30
4.12 Rongeurs et insectes	30
4.13 Impact lié aux travaux nécessaires à la mise en exploitation	30
V - MESURES ENVISAGEES POUR SUPPRIMER, LIMITER OU COMPENSER LES INCONVENIENTS DE L'INSTALLATION.	31
5.1 Intégration dans le paysage ou le site	31
5.2 Ecosystèmes	31
5.3 La protection des biens et du patrimoine culturel	31
5.4 Pollution de l'eau	31
5.5 Utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau	38
5.6 Pollution de l'air	39
5.7 Sols	39
5.8 Bruit et vibrations	40
5.9 Déchets	40
5.10 Transport - Approvisionnement	40
5.11 Rongeurs et insectes	40
5.12 Travaux nécessaires	41
5.13 Remise en état du site	41
VI - JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS :	41
Meilleure technique disponible (MTD) en matière de prévention et de réduction des pollutions	41
6.1 MTD : Conduite générale et entretien de l'exploitation	42
6.2 MTD : Technique nutritionnelle	42
6.3 MTD : Utilisation efficace de l'eau	42

6.4 MTD : Utilisation efficace de l'énergie	43
6.5 MTD : Gestion des effluents	43
VII - ESTIMATION DES COUTS ASSOCIES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET ECHEANCIER DE MISE EN PLACE	43
VIII - CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	44
CONCLUSION	44

ANNEXES

- I - Extrait du registre du commerce et des sociétés
- II - Récépissé de déclaration
- III - Estimation des rejets (GEREP)
- IV - Etude économique
- V - Attestation de capacité financière
- VI - Permis de construire
- VII - Diagnostic DexeI
- VIII - Notice chauffage par le sol - Degré confort Pro
- IX - Zonage environnementaux
- X - Plan d'épandage
 - Bordereaux de livraison
 - Etat récapitulatif des parcelles d'épandage
 - Cartographie des parcelles d'épandage
 - Convention d'épandage

I - OBJECTIFS DE L'OPERATION

Le présent dossier concerne l'extension de l'élevage avicole de l'Earl des Collines situé sur la commune de MIRAMONT-SENSACQ.

Les principaux objectifs de la démarche exposée dans ce dossier sont pour M. MOUNET gérant de l'Earl des Collines :

L'autorisation d'exploiter un atelier de volailles soumis à autorisation vis à vis de la réglementation des installations classées.

Suite à l'évolution progressive de la réglementation sur les installations classées, les effectifs présents simultanément seront supérieurs au seuil d'autorisation. Il s'avère donc nécessaire d'établir un dossier de demande d'autorisation prenant en compte la situation de l'exploitation.

L'amélioration de la protection de l'environnement

L'étude pour la création est aussi l'occasion de faire un état des lieux de l'ensemble des installations d'élevage et d'effectuer, le cas échéant, leur mise en conformité. Des solutions concernant la gestion des effluents seront proposées et notamment le stockage, le transport, l'épandage et la valorisation des déjections animales. C'est également l'occasion d'identifier les nuisances éventuelles occasionnées par l'élevage et de définir les moyens à mettre en œuvre pour y remédier.

L'objectif de l'Earl des Collines est bien d'associer au souci d'amélioration de la qualité du produit, le respect de la réglementation et une réduction de l'impact de l'installation sur son environnement.

Plan de situation - échelle 1/25000

EARL DES COLLINES

Zone 1 - Elevage



II - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Le présent dossier concerne la création d'un atelier avicole (caille) par l'Earl des Collines.

Cet atelier sera soumis à autorisation sous la rubrique 3660.

L'élevage des cailles sera réalisé dans 2 bâtiments de 1200 m² qui seront situés sur la commune de Miramont-Sensacq.

Les techniques d'élevage seront celles d'un élevage de volailles en claustration. Le fumier issu de la litière accumulée sera préalablement stocké sur une fumière couverte puis épandu sur la commune de Lesperon.

2.1 Présentation générale

Présentation du demandeur (extrait du registre du commerce présenté en annexe 1)

Nom :	EARL DES COLLINES
Administration de la société :	M. MOUNET Jordan
Adresse :	Le Mas – 40320 MIRAMONT-SENSACQ
Statut juridique :	Exploitation A Responsabilité limitée
N° de Registre du commerce :	794 726 794 RCS Mont de Marsan (09/08/2013)
Code APE :	0147 Z
Téléphone :	06 48 60 60 91

M. Mounet exploite actuellement au sein de l'Earl des Collines une salle de gavage au lieu-dit Loustaou (proximité du siège d'exploitation). Cet atelier est soumis à déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Récépissé de déclaration n° 4295 en date du 2 août 2013 pour 12 096 animaux équivalents.

Les sites (situés à plus de 1 km 500 l'un de l'autre) seront gérés en total indépendance.

2.2 Environnement

- Aire d'étude

Les surfaces étudiées sont réparties sur deux zones distinctes d'une surface qui correspondent :

- aux parcelles où sera localisée l'activité d'élevage (zone 1)
- aux parcelles d'épandage (zone 2)

Au sein de la zone, les parcelles sont relativement regroupées (Cf. localisation sur l'extrait de carte IGN présenté page ci-contre - Carte 1).

Les différentes communes concernées sont les suivantes :

Commune concernée par le site d'élevage	Communes concernées par le rayon d'action de 3 km (élevage)	Communes concernées par l'épandage des effluents	Communes concernées par le rayon de 3 km (épandage)
Zone 1		Zone 2	
MIRAMONT-SENSACQ	<u>Landes</u> MIRAMONT-SENSACQ LATRILLE LAURET SAINT AGNET SARRON <u>Pyrénées Atlantiques</u> BOUEILH BOUEILHO LASQUE GARLIN	LESPERON	LESPERON ONESSE ET LAHARIE RION DES LANDES GAROSSE SINDERES

- Renseignements d'urbanisme

Documents d'urbanisme existants :

Il existe sur la commune de MIRAMONT-SENSACQ concernée uniquement par l'activité d'élevage un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) en cours de validation.

Sur la commune de LESPERON où sont localisées les parcelles destinées à l'épandage des effluents, les documents d'urbanisme ne présentent pas de préconisation particulière en ce qui concerne l'épandage d'effluents sur des terres agricoles.

Lieux d'implantation des unités d'élevage :

Le siège d'exploitation se situe au domicile de M. Mounet sur la commune de MIRAMONT-SENSACQ non loin des bâtiments d'élevage qui se situent au lieu-dit Lucourtaou à 1 km 850.

Références cadastrales (bâtiments d'élevage)

Celles-ci sont rappelées dans le tableau ci-après :

Installation	Commune	Section	Parcelles
Bâtiment d'élevage	MIRAMONT SENSACQ	E	40b - 384

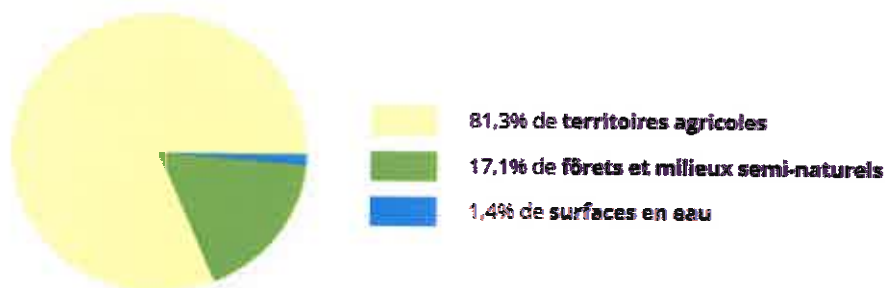
- Description des sites

Zone 1 d'élevage

Située dans la région naturelle du Tursan, MIRAMONT-SENSACQ est une commune agricole. Le bâti se compose d'un bourg ainsi que de bâti épars. L'essentiel de son territoire est consacré à la culture. Le Tursan est un espace rural dont l'économie repose principalement sur les activités liées à l'agriculture, et aux services à la population.

L'agriculture occupe plus des deux tiers de la superficie du territoire (70%). Elle repose sur la culture du maïs, la vigne, et des cultures légumières sous contrats. On trouve de nombreux élevages hors sol (canards, poulets, des élevages de porcs, de bovins viande et lait). Les surfaces en prairies sont importantes (plus de 20%) ainsi que l'espace forestier (plus de 15%).

OCCUPATION DES SOLS



Répartition de l'occupation des sols sur la commune de Miramont-Sensacq (40)

Zone 2 : Epandage

Située dans la région naturelle de la Grande Lande, LESPERON est une commune sylvicole. Le bâti se compose d'un bourg. L'essentiel de son territoire est consacré à la sylviculture.

La sylviculture occupe près de 90 % de la superficie du territoire. Elle repose sur la culture du pin maritime.

OCCUPATION DES SOLS



Répartition de l'occupation des sols sur la commune de Lesperon (40)

- Environnement naturel

Les bâtiments d'élevage seront installés au Sud-Est du village de Miramont-Sensacq. Cet environnement se compose :

- de terres agricoles,
- de bosquets,
- d'une retenue collinaire.

Les parcelles d'épandage sont des parcelles cultivées en maïs. A proximité directe de ces parcelles, on trouve également de nombreuses forêts de pins.

- Environnement bâti

Pour localiser les bâtiments suivant la numérotation, se reporter au plan de situation et au tableau légende bâtiment l'accompagnant, présentés au paragraphe 3,4.

Zone 1 : Elevage

Conformément à la réglementation, les tiers ont été identifiés dans un rayon de 300 mètres autour des bâtiments d'élevage. On ne trouve pas de constructions dans un rayon de 300 mètres autour des bâtiments d'élevage en projet.

Aucun espace architectural, urbain et paysager de la commune ne bénéficie d'une protection réglementaire issue du code du patrimoine.

La commune de MIRAMONT SENSACQ n'est pas concernée par des sites inscrits ou classés.

Un seul monument est inscrit ou classé comme historique sur la commune : l'Eglise Saint-Jacques de Sensacq qui se situe dans le centre bourg à l'écart du projet.

Zone 2 : Epandage

Certains espaces naturels de la commune bénéficient de protections réglementaires nationales ou régionales : un site est inscrit en tant que monument naturel (sous surveillance) : Château et ses abords (LESPERON), celui-ci est situé à l'est de la commune.

- Le milieu physique

. Le climat

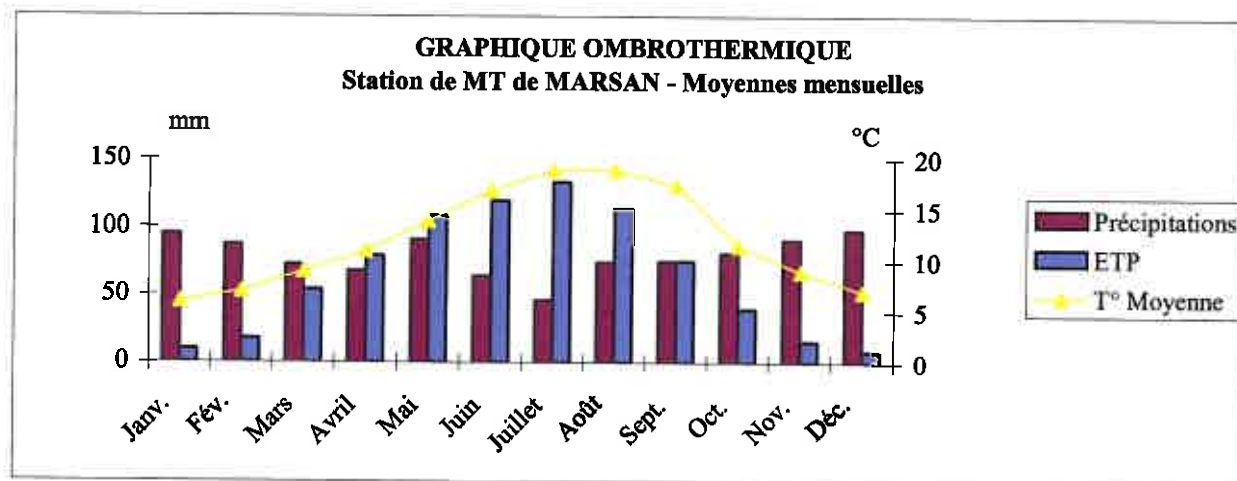
Placé sous l'influence directe des masses d'air humide venant de l'Océan Atlantique, le climat des Landes est de type tempéré océanique. Il se caractérise ainsi globalement par des étés relativement frais et des hivers doux et humides. Les précipitations y sont modérées et se répartissent sur les quatre saisons.

Nous disposons des données météorologiques de la station de MONT DE MARSAN (pluviométrie : moyenne mensuelle sur 30 années ; ETP moyenne mensuelle sur 46 années).

. Températures

A la station météorologique de Mont de Marsan, les températures moyennes minimales et maximales sont respectivement de 6 et 19° C tandis que la pluviométrie annuelle moyenne est de 942 mm (moyennes calculées sur la période 1946-2005).

La moyenne annuelle des températures est de : 12,2 C°.



Les mois d'été sont habituellement chauds. Les mois les plus froids sont décembre, janvier et février mais les hivers sont plutôt doux (influence océanique).

Le nombre de jours de gelées sous abri (températures minimales inférieures ou égales à 0°C) est en moyenne de **55**.

. Précipitations

Le cumul annuel des précipitations est de : **942 mm**

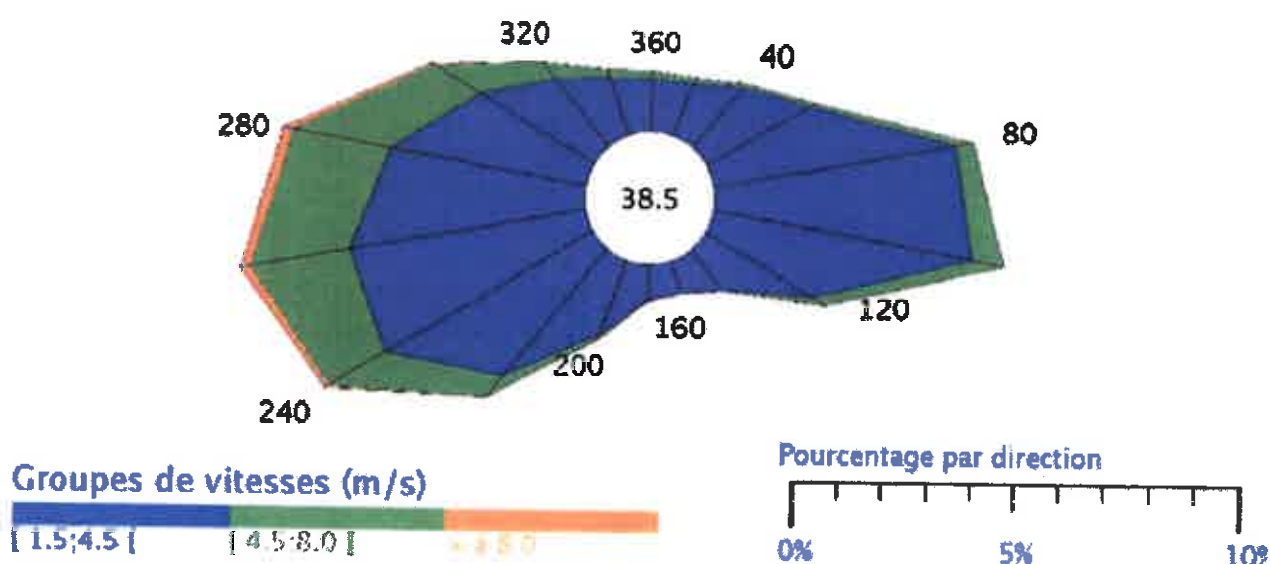
Les mois d'automne sont pluvieux, ainsi que le mois de mai. Les dernières années ont cependant été plus sèches et éloignées de ces valeurs moyennes.

. Ensoleillement

La durée d'insolation quotidienne est de **5,3 heures**. La durée d'insolation est de **1 924 heures** (moyenne annuelle).

. Vents

Les vents dominants sont de direction Ouest (Voir Rose des vents page ci-dessous).



La présence et la direction du vent devront être prises en compte de façon à limiter les éventuelles nuisances olfactives vis à vis des zones habitées.

L'étude des facteurs climatiques (températures, précipitations, vents) conjointement avec celles des sols fournit des renseignements sur :

- les risques d'entraînement des éléments solubles (percolation, ruissellement, lessivage)
- les possibilités d'accès aux parcelles avec un matériel lourd.

Ces données météorologiques sont des moyennes et indiquent des tendances qui ne décrivent pas les conditions d'une année donnée.

- Relief (se reporter aux données topographiques de la carte 1)

Zone 1 : Elevage

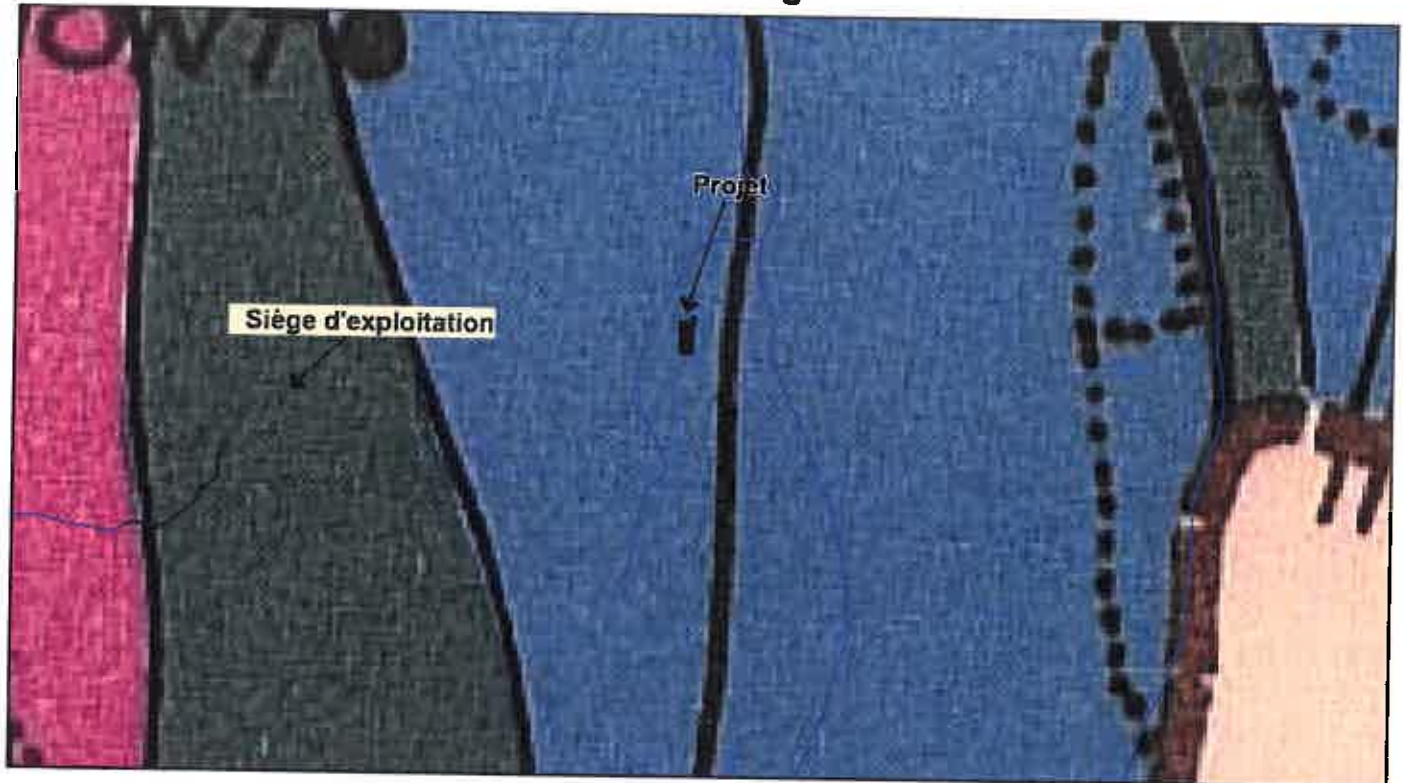
Situé entre le plateau landais et les Pyrénées, le Tursan appartient à la Gascogne, entre Adour et Pyrénées, et fait partie d'une unité géographique : **l'Eventail gascon**.

Le Tursan se trouve à l'extrémité occidentale de cet éventail gascon :

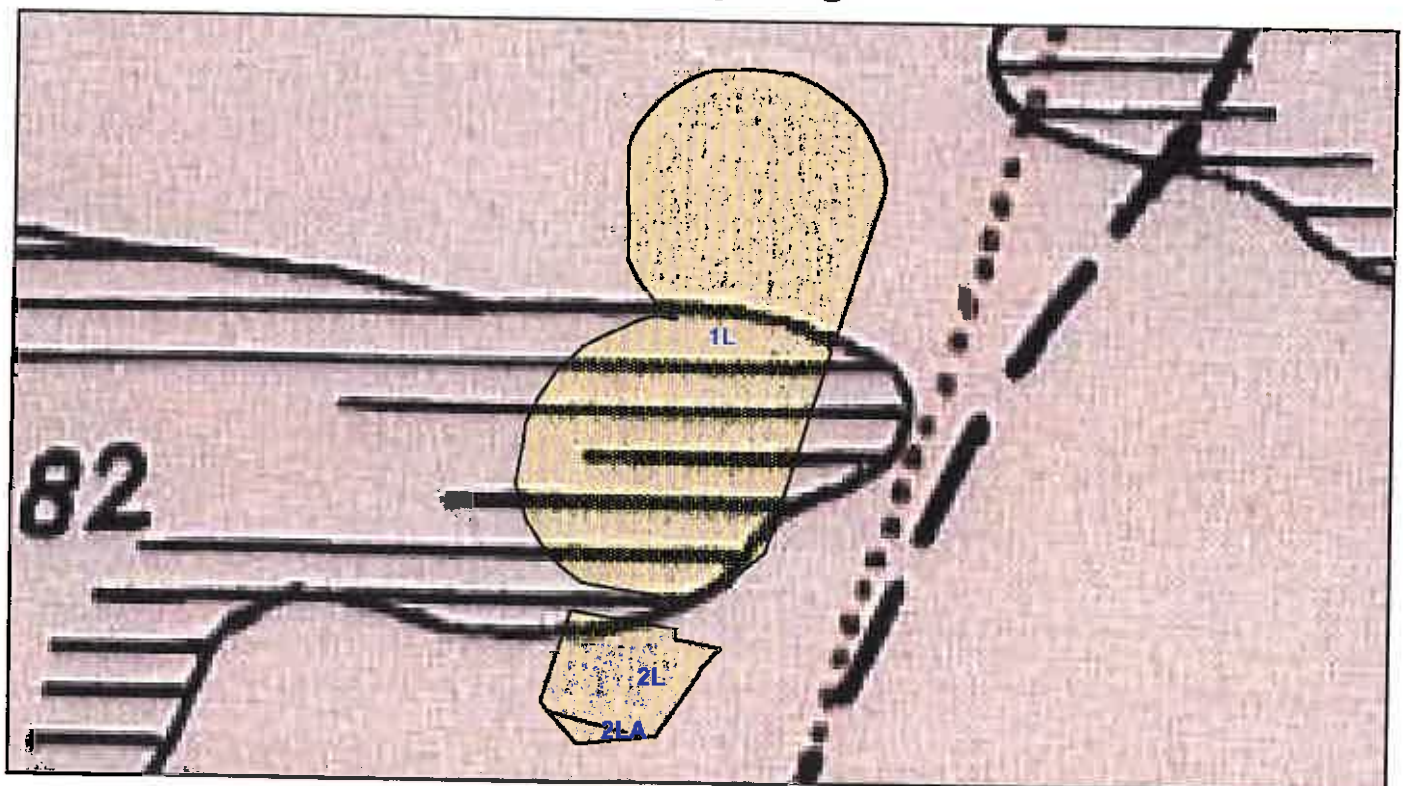
- Les coteaux correspondent à un relief vallonné isolé par les vallées et les hautes plaines. Les coteaux sont très escarpés et s'allongent en « serres » dépassant parfois 200 mètres d'altitude (point culminant du Département à Lauret lieu-dit Mérolles 234 mètres) ;



Zone 1 - Elevage



Zone 2 - Epandage



Les rivières dessinent des fonds de vallées alluviales parallèles qui entaillent les reliefs de coteaux et de plateaux (point le plus bas du territoire 71m NGF dans la vallée du Gabas, à l'extrémité Nord-ouest du territoire).

Le Gabas, le Bas et le petit Bas ont creusé le long de ces rides des vallées pouvant s'enfoncer d'une centaine de mètres par rapport aux zones d'interfluvies. Les pentes les plus accentuées peuvent atteindre 40 %.

Zone 2 : Epandage

Le relief de la commune de Lesperon où se situeront les parcelles d'épandage est très peu marqué avec des altitudes basses comprises entre 37 et 99 m.

- Géologie – Agro pédologie

La géologie est une caractéristique importante à connaître car elle conditionne notamment, pour partie, l'apparition de nombreux phénomènes naturels (glissements de terrain, chutes de blocs, éboulements,...), regroupés sous le terme générique de « mouvements de terrain ». Le territoire du Tursan appartient à l'Eventail gascon et est donc ancré dans l'histoire géologique de ce territoire.

Sur les secteurs étudiés, la carte pédologique (INRA 1987) identifie trois principaux types de sols :

Zone 1 : Elevage

- **Les sols de type "Coteaux Pyrénées Atlantiques"** : ce sont des sols bruns, limono argileux, sensibles à l'érosion, plutôt calcaires sur le secteur étudié.

Ces sols présentent un bon potentiel agronomique sous réserve de maintenir voire améliorer le taux d'humus.

- **Les sols de type "Touyas sur alluvions anciennes"** Leur nature est limono-argileuse-humifère.

Ces sols profonds et riches en humus sont bien adaptés à la culture du maïs à condition de maîtriser le régime hydrique (drainage).

La **carte géologique** éditée par le BRGM (feuille Hagetmau) donne les précisions suivantes quant aux différents substrats géologiques du périmètre retenu :

Les coteaux du Tursan sont constitués majoritairement d'une série argilo-carbonatée continentale, épaisse d'une trentaine de mètres (Eocène supérieur-Miocène moyen). Il s'agit de molasses argileuses gris-bleu, présentant parfois des passées gréseuses ou silteuses. Elles sont localement interrompues par des bancs de calcaires lacustres blancs et durs, épais de 0,5 à 4 mètres. Au Miocène moyen (Serravallien), ces molasses sont recouvertes par des sables fluviatiles de couleur ocre-jaune (formation des Sables fauves). Epais de 5 à 35 mètres et facilement érodables, ils se sont essentiellement maintenus sur les plateaux, lorsque les pentes sont peu accentuées (notamment au nord du territoire de la communauté de communes du Tursan). Les Glaises bigarrées, formation argileuse issues du Miocène, sont surtout présentes sous forme de buttes résiduelles qui surplombent les sables fauves (crêtes de Lauret, Pimbo, Miramont-Sensacq, Mauries, Sorbets, Clèdes, Pécorade et Castelnau-Tursan). L'ensemble du relief a été, au Pliocène et au Pléistocène inférieur, ennoyé par de vastes nappes alluviales. Une première nappe, dite de Maucor, est constituée de graviers et de galets avec une matrice argilo-sableuses rougeâtre. Très érodée, elle ne subsiste plus que très localement (Geaune, Philondenx, Mauries, Lauret et Miramont-Sensacq).

Zone 2 : Epandage

-**Les sols de type "Sables noirs de la Lande"**, c'est-à-dire d'une couche sableuse recouvrant un substratum d'alluvions anciennes argilo-sablo-caillouteuses.

Ces terres desséchantes, une fois irriguée en période estivale, constituent néanmoins un support facile à cultiver et bien adapté à la culture du maïs.

La **carte géologique** éditée par le BRGM (feuille Morcenx), identifie deux types de formation géologique sur la zone d'épandage. Il s'agit :

- la formation IV : Formation d'Onesse.

Cette évolution sédimentaire est en général constituée par des sables et graviers blanchâtres à lydiennes et galets mous de kaolinite, surmontés par des sables organiques ou localement par des argiles grises ou lignites. Cette séquence est elle-même surmontée de sables grossiers à moyens, blancs, micacées sous des dépôts organiques.

Le sommet de la séquence d'Onesse se charge généralement d'argile ce qui détermine une imperméabilité relative provoquant à la surface du sol de petites zones humides plus ou moins marécageuses.

➤ la formation NF2 : Formation de sable des Landes.

Cette formation est composée de sable moyen à grossier à la base, gris-jaune, fluviatile pouvant présenter des stratifications obliques, surmonté parfois de passées de matière organique mais la plupart du temps en continuité directe avec des sables éoliens.

- Hydrogéologie

L'utilisation agricole des effluents est soumise à certaines règles et contraintes vis à vis de la protection de l'eau, qu'il s'agisse de captage d'eau de cours d'eau ou de nappe.

Le bassin Adour-Garonne dispose de nombreuses couches géologiques d'inégales extensions dont certaines sont poreuses ou fissurées et perméables. Elles contiennent toutes de l'eau en circulation. D'autres, moins perméables, les séparent, isolant ainsi localement une ou plusieurs nappes superposées.

D'une manière générale, les nappes sont alimentées par des pluies qui s'infiltrent dans le sol, puis circulent dans le sous-sol sous l'influence de la gravité, à travers les interstices ou les fissures de roches. Dans les plaines alluviales, ces nappes sont alimentées par les pluies mais également par les rivières qu'elles accompagnent. Elles sont donc sensibles aux pollutions véhiculées par les rivières et les eaux de ruissellement provenant principalement des routes et des champs environnants. Pendant l'été, les nappes des plaines alluviales alimentent les rivières. Les nappes superficielles peuvent être en connexion avec des nappes profondes. Cependant, les nappes profondes bénéficient d'une protection naturelle par le biais de toits imperméables à base d'argile, qui limitent les transferts verticaux de pollutions vers ces nappes.

Les nappes présentes sur la zone étudiée qui sont sollicitées pour l'alimentation en eau potable, sont les suivantes :

Nappes superficielles

- **Nappes pliocènes.** Ces nappes perchées sont drainées naturellement, au toit des Glaises bigarrées, à cause de leur position haute au flanc des interfluvies. Elles ne possèdent que de faibles capacités aquifères.

- **Nappes alluviales.** Alimentées par les cours d'eau, ces nappes font l'objet de captages à usages agricoles

- **Nappe des Sables fauves.** Le drainage du réservoir que constitue la formation des Sables fauves s'effectue naturellement au contact avec les molasses sous-jacentes imperméables. Certaines des multiples sources qui jalonnent ce contact, sont captées (Samadet). Cet aquifère fait aussi parfois l'objet de forages (978-7-3) qui obtiennent des débits de l'ordre de 15 m³/h. La couverture de Glaises bigarrées, lorsqu'elle existe, assure une protection efficace de la nappe, mais la qualité des eaux peut être sérieusement amoindrie lorsque la terrasse alluviale du Pléistocène inférieur terminal (Fu), par érosion, vient en connexion avec les Sables fauves. Alors, la vulnérabilité est totale, comme le montre le captage de Samadet, contaminé par les venues de nitrates et *Escherichia coli*.

Nappes profondes

Les réservoirs aquifères profonds peuvent être divisés en quatre grands systèmes : Éocène inférieur, Paléocène, Crétacé supérieur, Jurassique.

- **Éocène Inférieur.** Les relations de l'aquifère contenu dans les Sables de Lussagnet avec les formations sous-jacentes, en particulier le Paléocène et le Sénonien, sont difficiles à appréhender au Nord du fait de la couverture. Les connections ne doivent présenter une grande surface mais peuvent exister au niveau du flanc oriental de l'anticlinal. Au Sud, les marnes présiniennes bloquent les possibilités de communications. Au-dessus les épisodes molassiques assurent une protection parfaite.

- **Paléocène.** Les capacités aquifères de ces niveaux n'ont été testées que par un faible nombre de forages.

- **Crétacé supérieur.** Le système aquifère contenu dans le Sénonien est surtout connu par les sondages à vocation agricole qui le captent ou par les importantes sources qui le drainent.

- **Jurassique.** Les horizons jurassiques sont susceptibles de contenir un aquifère non minéralisé mais n'ont pas pour l'instant fait l'objet d'investigations.

Captage pour l'alimentation en eau potable

Zone 1 : Elevage

La présence de nappes à profondeur moyenne a entraîné une sollicitation de celles-ci qui s'expriment par un nombre de forages (souvent privés) pour l'alimentation en eau potable dans les secteurs non desservis par les réseaux collectifs et d'autres usages tels que l'agriculture ou la défense incendie. Pour ces forages, il n'y a aucun périmètre de protection rapproché ou éloigné pour l'épandage des effluents.

Dans un rayon de 3 km autour des zones d'élevage, il n'existe pas de forage pour l'alimentation en eau potable connu par les services de l'ARS.

On trouve néanmoins à plus de 4 km 500 des parcelles où seront implantés les bâtiments le forage de Campistron.

Zone 2 : Epandage

La commune de Lesperon possède un forage pour l'alimentation en eau potable : Forage F3 Charlot.

On trouve également sur la commune de Rion des landes un forage : Forage F1 du bourg.

Aucune parcelle du plan d'épandage n'est concernée par les périmètres de protection (voir annexe).

Les coupes lithologiques des forages mettent en évidence la présence d'épaisses couches d'argiles et de sables argileux qui les isolent des sables supérieurs qui contiennent la nappe libre. Ces couches imperméables protègent ces aquifères des pollutions par lixiviation ou lessivage.

Le projet (épandage - construction) n'aura pas d'impact sur la qualité de ces masses d'eau.

Les mares, étangs et plans d'eau

Plusieurs plans d'eau et étangs artificiels sont présents sur la communauté de communes du Tursan (zone 1).

Les étangs artificiels concernent essentiellement des retenues collinaires dont celle réalisée par l'Institution Adour : la retenue collinaire de Miramont-Sensacq.

Cette retenue collinaire d'une capacité maximale de 1,9 million de m³, a été aménagée dans la vallée du Bahu. Cette rivière qui draine un bassin versant de près de 17,1 km² connaît des étiages assez marqués dans sa partie aval, contribuant ainsi aux étiages très sévères de l'Adour. Ce phénomène est aggravé par l'importance allant croissante des prélèvements à fin d'irrigation. L'objet de cette retenue est donc de renforcer le débit d'étiage du Bahu, réalimenter l'Adour et satisfaire les demandes d'irrigation locales.

Les zones humides

Les zones humides élémentaires (ZHE) correspondent aux zones humides recensées par l'Agence de l'eau du bassin Adour-Garonne.

La zone d'élevage n'est concernée par aucune zone humide élémentaire recensée par l'Agence de l'eau Adour-Garonne. Les zones humides élémentaires les plus proches se situent au niveau de la commune d'Aire-sur-l'Adour. Bien qu'aucune zone humide élémentaire ne soit présente sur le territoire de la Communauté de communes du Tursan, celui-ci est concerné par un certain nombre de zones humides caractérisées essentiellement par la ripisylve, il en est de même pour la zone 2 d'épandage.

En conclusion, il n'y a pas de contre-indication de nature hydrogéologique au projet de l'Eurl des Collines. Toutefois compte tenu de la nature perméable du sous-sol sur la zone d'épandage les périodes d'épandage conseillées et les doses préconisées devront être scrupuleusement respectées.

- Le milieu biologique (cf. zonages environnementaux en annexe)

Zone 1 : Elevage

L'occupation du sol se répartit entre la forêt (composée essentiellement de chênes et de robiniers), localisée sur les versants les plus abrupts, et les cultures, situées sur les plateaux et dans les vallées. Le maïs est la principale culture. Les prairies occupent le plus souvent des parcelles en pente. Elles sont utilisées pour l'élevage des bovins viandes et des volailles en plein air.

Zone 2 : Epandage

La plupart des terrains sont cultivés. Le maïs est la principale culture mais on trouve aussi des cultures légumières (haricots verts). Les parcelles sont en majorité bordées par la forêt de pins.

Sur les 2 zones les parties boisées sont des refuges naturels pour les espèces locales d'intérêt patrimonial ou non

D'une façon générale, les espèces fréquentant cette unité font partie du cortège classique des espèces de plaine : petits carnivores, micro-mammifères, Lapin, Lièvre, Perdrix, Caille des blés *Coturnix coturnix*, Rapaces de plaine (Buse variable *Buteo buteo*, ...). Le Pigeon ramier *Palumbus columbus* y fait des haltes migratoires et tend de plus en plus à hiverner ; le Vanneau huppé *Vanellus vanellus* y hiverne. Le Sanglier et le Chevreuil sont très présents, le Vison d'Europe fréquente le réseau hydrographique associé au bahu.

La configuration des parcelles agricoles permet à ces espèces de se déplacer grâce aux corridors existants. Néanmoins le contrôle, le repeuplement et la protection y sont indispensables pour maintenir la faune à un niveau intéressant.

Des zones naturelles, situées à proximité des zones d'épandage, bénéficient de mesures de protection. L'ensemble des zones ainsi concernées a été recensé.

- Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (Z.N.I.E.F.F.)

Il s'agit des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (Z.N.I.E.F.F.). Ces inventaires existent dans chacune des régions françaises. Il s'agit en fait de zones connues pour leur intérêt écologique, dont la localisation et la justification sont officiellement portées à la connaissance du public. La conception et la mise en place des mesures accompagnatrices de tout projet pouvant porter atteinte aux milieux et aux espèces qu'ils abritent, doivent tenir compte de ces inventaires.

S'il n'existe aucune contrainte réglementaire au sens strict sur ces espaces, leur prise en compte est obligatoire au cours de l'étude d'impact. Au-delà de l'aspect strictement juridique, ces inventaires sont de précieuses indications sur la qualité des milieux naturels.

Concernant les Z.N.I.E.F.F. il en existe 2 types :

Les Z.N.I.E.F.F. de type I : Ce sont des zones de superficie limitée avec un intérêt biologique remarquable,

Les Z.N.I.E.F.F. de type II : Ce sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les Z.N.I.E.F.F. de type I sont souvent englobées dans les Z.N.I.E.F.F. de type II.

- Directive habitats

La directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de faune (biologie) et de la flore sauvage, plus généralement appelée directive Habitats Faune Flore (ou encore directive Habitats) est une mesure prise par l'Union européenne afin de promouvoir la protection et la gestion des espaces naturels et des espèces de faune et de flore à valeur patrimoniale que comportent ses États membres, dans le respect des exigences économiques, sociales et culturelles.

Elle s'appuie pour cela sur un réseau cohérent de sites écologiques protégés, le réseau Natura 2000.

- Natura 2000

C'est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent.

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

Les objectifs de protection des espèces et des habitats des sites "Natura 2000" à prendre en compte lors de l'évaluation des impacts d'une activité sont fixés dans des "documents d'objectifs" (DOCOB). Ceux-ci planifient pour 6 ans, la gestion de chacun des futurs sites Natura 2000.

- Zones importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Il s'agit là de zones d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance européenne.

**Sur les zones d'étude, on recense les zonages suivants
(cf. carte zonage environnementaux en annexe).**

Site 1 : Elevage

Un seul site Natura 2000 se trouve sur le territoire communal de Miramont-Sensacq. Il s'agit des coteaux du Tursan.

La parcelle où seront implantés les bâtiments se situe à 2 km 800 de cette zone.

Site 2 : Epanchage

Sur le territoire de la commune de Lesperon, une ZNIEFF de type 2 est présente. Il s'agit de « l'ancien étang de Lit et Mixe et le courant de Contis ».

Sur la commune de Rion des Landes on trouve également une ZNIEFF de type 2 : vallée du ruisseau de Larretjon.

Les ilots d'épandage se situent à environ 4 km du zonage le plus proche de cette ZNIEFF.

Un seul site Natura 2000 se trouve sur le territoire communal de Lesperon. Il s'agit du site de « la zone humide de l'ancien étang de Lit et Mixe (FR7200715).

L'îlot d'épandage le plus proche se trouve à environ 3.8 km de ce site (voir notice et carte en annexe).

Les parcelles (élevage et épandage) concernées par le projet de l'Earl des collines, ne sont pas des habitats d'intérêt communautaire au sein des sites Natura 2000.

Même si elles présentent un intérêt pour la faune et notamment l'avifaune, les activités d'élevage et d'épandage n'auront pas d'incidence sur les habitats et les espèces.

Cf. notice d'incidence Natura 2000 jointe au dossier

- Le milieu humain

Zone 1 : Elevage

Les installations d'élevage sont situées sur la commune de MIRAMONT-SENSACQ à 1,750 km du centre de la localité.

Miramont-Sensacq est rattachée à la communauté de communes du Tursan.

Les dernières statistiques démographiques pour la commune de Miramont Sensacq ont été fixées en 2009 et publiées en 2012.

Il ressort que la mairie de Miramont Sensacq administre une population totale de 380 personnes, avec une densité de 15,01 personnes par km².

A cela il faut soustraire les résidences secondaires (11 personnes) pour constater que la population permanente sur la commune de Miramont Sensacq est de 369 habitants.

Le code Insee du village est le 40185. Son code postal le 40320.

La superficie de Miramont-Sensacq est de 2532 hectares (25.32 km²) avec une altitude minimum de 111 mètres et un maximum de 221 mètres.

Les villages les plus proches sont : Lauret (40320), Sarron (40800), Sorbets (40320), Saint Agnet (40800).

Zone 2 : Epandage

L'épandage des effluents (fumier compact de litière accumulée) sera réalisé sur la commune de Lesperon, commune rattachée à la communauté des communes de Mimizan, et du SCOT de la haute Lande.

La population est de 1032 habitants pour 103,74 km² soit 10 habitants par km².

L'altitude minimale est de 37 m et l'altitude maximale de 99 m.

2.3 Hydrographie - Pollution de l'eau

Zone 1 : Elevage

De nombreux cours d'eau traversent l'ensemble du territoire de la communauté de communes. Les milieux décrits ci-après ne sont donc rencontrés qu'au niveau des rives de ces cours d'eau et ne concernent que les neuf communes de la communauté de communes : Arboucave, Castelnau-Tursan, Bats, Clèdes, Pimbo, Urgons, Miramont-Sensacq, Samadet et Sorbets. La forêt alluviale se retrouve par quasiment tout le long du linéaire des cours d'eau sur la communauté de communes même si elle est discontinue, fractionnée et pas systématiquement présente sur les deux rives des cours d'eau. Elle forme cependant des patches suffisamment grands pour abriter des espèces qui lui sont propres. Les milieux n'occupent qu'une part réduite par rapport à l'ensemble du territoire de la communauté de communes mais ils n'en restent pas moins des milieux remarquables abritant une richesse floristique et faunistique intéressante.

Le territoire communal où seront implantés les bâtiments appartient au bassin versant du Bahu.

La commune contient environ 11 km de cours d'eau, comprenant principalement :

- Le Bahu
- Le Bas
- Ruisseau Du Broussau
- Le Lourden

Certaines de ces masses d'eau de surface sont définies par le SDAGE Adour Garonne :

Nom de la masse d'eau	Code	Etat écologique	Etat Chimique*	Objectif d'état écologique	Objectif d'état chimique
Le Bahus du barrage de Miramont-Sensacq au confluent de l'Adou	FRFR327A	Moyen	Bon	Bon état 2027	Bon état 2015
Le Bahus de sa source au barrage de Miramont-Sensacq	FRFR327B	Moyen	NC	Bon état 2027	Bon état 2015
Le Bas	FRFR239_2	Moyen	NC	Bon état 2027	Bon état 2015

Les caractéristiques du projet (type d'élevage, organisation) n'altéreront pas l'atteinte des objectifs définis par le SDAGE.

Zone 2 : épandage

Le réseau hydrographique sur la zone d'étude est assez développé. Plusieurs cours d'eau traversent le territoire de la commune :

- Ruisseau de Vignacq (ou courant de Contis)
- Ruisseau de la Palue
- Ruisseau du Braou de Lasserre
- Ruisseau de la fontaine Pécoume
- Ruisseau de Harencin
- Ruisseau de Charbonnier
- Ruisseau de Capcos

Certaines de ces masses d'eau de surface sont définies par le SDAGE Adour Garonne :

Nom de la masse d'eau	Code	Etat écologique	Etat Chimique*	Objectif d'état écologique	Objectif d'état chimique
La Palue de sa source au confluent des forges	FRFR644	Médiocre	NC	Bon état 2027	Bon état 2015
Le Vignacq de sa source au confluent de l'Onesse	FRFR646	Bon	NC	Bon état 2015	Bon état 2015
Ruisseau du Braou de Lasserre	FRFR232-1	Bon	Bon	Bon état 2015	Bon état 2015
Ruisseau de Harencin	FRFR281-4	Moyen	Bon	Bon état 2021	Bon état 2015

* NC : Non Classé

Aucun cours d'eau ne passe à proximité immédiate des parcelles d'épandage.

De par la nature de l'effluent, la parcellaire retenue dans le plan d'épandage et l'organisation du réseau hydrographique autour de ces parcelles, le projet d'épandage du fumier sec de l'Earl des Collines n'altérera pas l'atteinte des objectifs définis par le SDAGE Adour Garonne.

Zone vulnérable

La commune de MIRAMONT-SENSACQ où se situe l'élevage est classée en zone vulnérable dans le cadre de la directive nitrates.

La commune de LESPERON où seront réalisées les opérations d'épandage n'est pas située en zone Vulnérable.

Adduction en eau potable

Dans un rayon de 3 km autour des zones d'élevage et d'épandage, il n'existe pas de forage pour l'alimentation en eau potable connu par les services de la DDCSPP.

Zone inondable

Il n'existe pas de zone inondable sur le secteur concerné.

Pisciculture

On ne trouve pas de pisciculture dans la zone considérée.

2.4 Pollution de l'air

Dans ces milieux ruraux, les risques de pollution de l'air sont pratiquement nuls car ils n'existent pas à proximité immédiate, d'usine ou d'agglomération émettant des poussières ou des fumées. Seule la papèterie de Tartas relâche des fumées odorantes.

Des nuisances olfactives peuvent néanmoins être perçues aux périodes d'épandage des effluents d'élevage. Ces nuisances restent limitées.

2.5 Bruits - Vibrations

Dans la zone d'étude analysée, les bruits proviennent pour l'essentiel du trafic routier. Il s'agit des véhicules des habitants du secteur ainsi que les transporteurs de marchandises diverses provenant pour l'essentiel de l'activité agricole.

Des agglomérations, éloignées de l'élevage, il ne parvient aucun bruit sensible. Dans les zones concernées par l'élevage et l'épandage, on ne trouve aucun voisinage spécialement sensible au bruit, à proximité (école, hôpitaux, bureaux).

2.6 Les effluents d'élevage

La totalité de la production d'effluent sera gérée par épandage sur les terres agricoles mises à disposition par un prêteur.

2.7 Déchets

Le ramassage des ordures ménagères de l'élevage est réalisé par le SIETOM CHALOSSE dont le centre de traitement se situe à Caupenne.

Un ramassage sélectif a été mis en place sur la commune (carton, verre).

Pour les cadavres d'animaux, l'enlèvement dans les différents élevages du secteur est réalisé par la Atemax (entreprise spécialisée), voir détail paragraphe 5.5.

2.8 Transports - Approvisionnements - Risques

Sur les voies départementales situées à proximité de l'élevage, le trafic est dû, pour l'essentiel, aux agriculteurs et habitants du secteur. Les transports de marchandises concernent surtout les productions végétales et animales.

III - PRESENTATION DE L'INSTALLATION D'ELEVAGE

3.1 Historique de l'élevage

En mars 2014, M. MOUNET Jordan s'est installé en créant l'EARL des Collines, sur la commune de MIRAMONT-SENSACQ. Au moment de son installation, il a monté sa salle de gavage sur le site d'élevage situé au lieu-dit Loustau à 1,2 km du site du projet (Récépissé de Déclaration ICPE n°04295 du 2 août 2013 joint en annexe).

Il souhaite maintenant agrandir son exploitation et se diversifier en se lançant dans l'élevage de cailles et de poulets type claustration et souhaite monter deux bâtiments d'élevage de 1200 m² chacun sur un site bien distinct du premier.

Ce dossier a pour objectif de présenter le projet de M. MOUNET et de régulariser sa situation vis à vis des ICPE avant la mise en place de ses bâtiments d'élevage.

3.2 Volume d'activité et systèmes de production

- La production annuelle des ateliers

M. MOUNET possédera 2 bâtiments au sol sur litière accumulée de copeaux de 1200 m² chacun, pour l'élevage de volailles type claustration (cailles, poulets).

L'exploitant s'approvisionnera en volailles auprès d'un groupement. Les bâtiments seront remplis en fonction du planning mis en place avec le groupement.

Il est prévu d'élever

Nbre de bandes	Vf1	Vf2	Total
Cailles	3	4	7
Poulets	4	3	7

Le bâtiment Vf1 permettra l'élevage de 3 bandes de 108 000 cailles par an et de 4 bandes de 27 000 poulets par an. Le bâtiment Vf2 quant à lui permettra l'élevage de 4 bandes de 108 000 cailles par an et de 3 bandes de 27 000 poulets par an.

A chaque fin de bande, les bâtiments seront nettoyés, désinfectés et maintenus en vide sanitaire pendant 10 jours.

Le tableau ci-après donne le volume prévisionnel d'animaux produits par bâtiment de 1200 m². Il servira de base aux calculs.

	Vf1	Vf2	Total
Cailles	324 000	432 000	756 000
Poulets	108 000	81 000	189 000

- Critères de production :

	Caille	Poulet
Nombre de bandes / an (/type)	7	6,5
Durée d'élevage	35 jours	35 jours
Durée du vide sanitaire	10 jours	10 jours
Poids à l'abattage	0 kg 320	1 kg 700
Mortalité	6 %	4 %
Consommation d'aliment	0 kg 800	3 kg 400

Les résultats techniques seront fonction des souches mises en place.

Conformément à l'arrêté du 28 juin 2010, établissant les normes minimales relatives à la production de poulets destinés à la production de viande, M. MOUNET s'engage à ne pas dépasser une densité supérieure à 39 kg de poids vif par m².

- Stockage de chairs, cadavres, débris ou issus d'origine animale

Les pertes sur l'élevage représenteront annuellement environ **4 à 6 %**. La quantité de cadavres stockée sur l'exploitation ne dépassera pas 300 kg / semaine.

L'activité de dépôt de déchet sur l'exploitation n'est donc pas soumise à autorisation dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

3.3 Nomenclature des installations classées

- Activité d'élevage

Le régime auquel est soumis l'élevage de l'exploitation est défini par le nombre maximum d'animaux susceptibles d'être présents simultanément sur l'exploitation.

Compte tenu des fluctuations du marché, il se peut que les 2 bâtiments soient remplis en poulets, en cailles ou en cailles et poulets.

Ces effectifs sont récapitulés dans le tableau suivant :

Nbre de bandes	Vf1	Vf2	Emplacements	Ax équivalents
Cailles - Cailles	108 000	108 000	216 000	27 000
Poulets - Poulets	27 000	27 000	54 000	54 000
Poulets - Cailles	27 000	108 000	135 000	40 500

Rubrique 3660 : Élevage Intensif de volailles et de porcs

- a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles : Autorisation
- b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de + 30 kg : Autorisation
- c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies : Autorisation

Rubrique 2111 : Volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, vente, etc.)

2111-1 : Installations dont les activités sont classées au titre de la **rubrique 3660 : Atelier soumis à Autorisation**

2111-2 : Autres installations que celles visées au 1 et détenant un nombre d'emplacements pour les volailles et gibier à plumes supérieur à 30 000 : Atelier soumis à **Enregistrement**

2111.3 : Autres installations que celles visées au 1 et 2 et détenant un nombre d'animaux équivalents supérieur à 5 000 : Atelier soumis à **déclaration**

Avec un effectif de 216 000 emplacements volailles le projet de M. Mounet est une installation dont les activités sont classées au titre de la **rubrique 3660 : Élevage intensif de volailles**. Cet établissement est classé sous la rubrique 2111-1 de la nomenclature des Installations Classées soumis à autorisation.

L'ensemble des prescriptions techniques auquel est soumis l'Earl des collines est donné en annexe (arrêté du 27 décembre 2013).

Prévention et réduction intégrées de la pollution dite Directive IED Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10

La présente directive énonce des règles concernant la prévention et la réduction intégrées de la pollution due aux activités industrielles et agricoles. Elle réunit en un seul texte sept directives préexistantes distinctes relatives aux émissions industrielles. Elle prévoit également des règles visant à éviter ou, lorsque cela s'avère impossible, à réduire les émissions dans l'air, l'eau et le sol, et à empêcher la production de déchets, afin d'atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement considéré dans son ensemble.

Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD),
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation,
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui décrit dans un « rapport de base » qui décrit l'état du sol et des eaux souterraines avant la mise en service.

Plan de Masse - échelle 1/2500

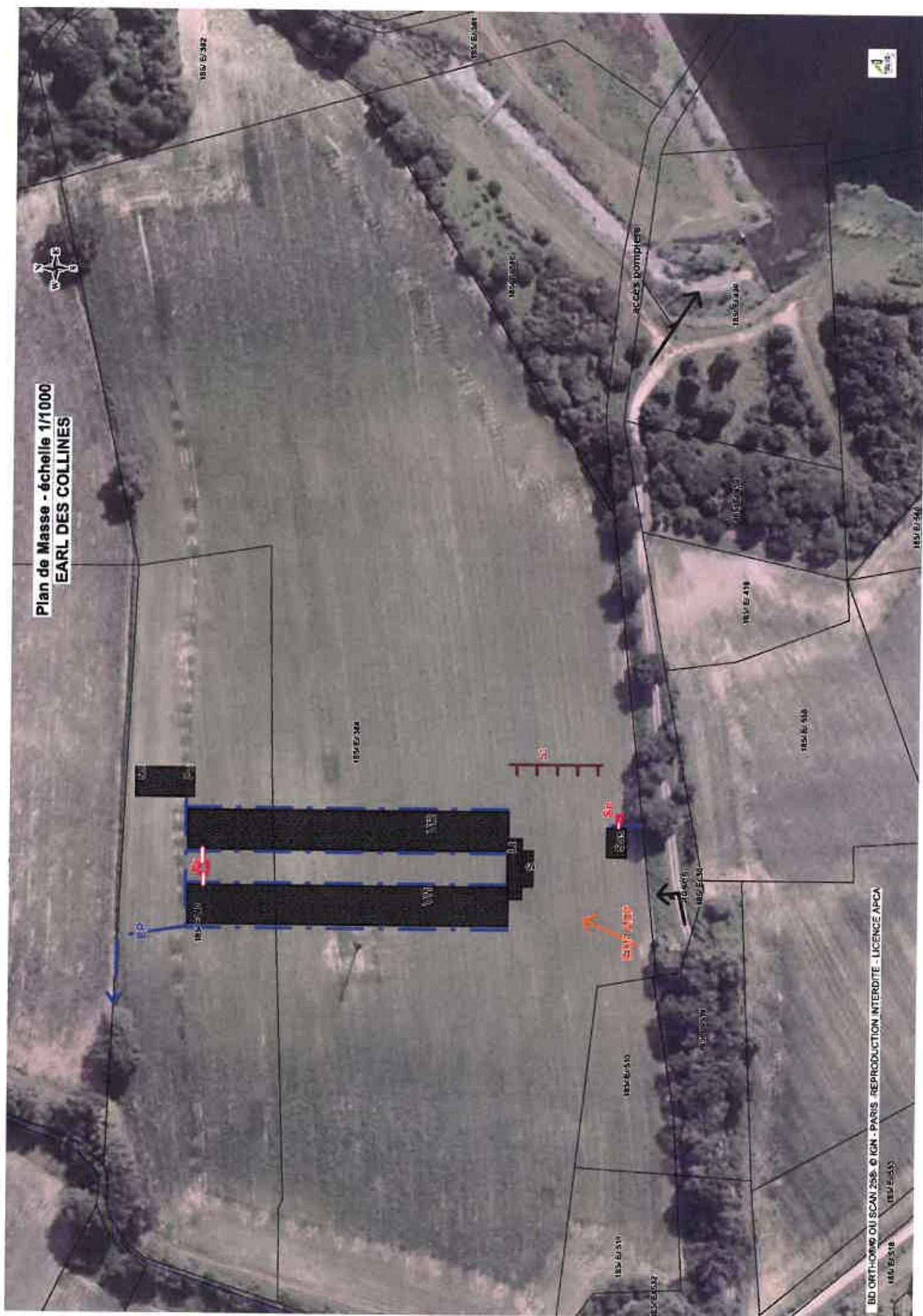


EARL DES COLLINES

Zone 1 - Elevage



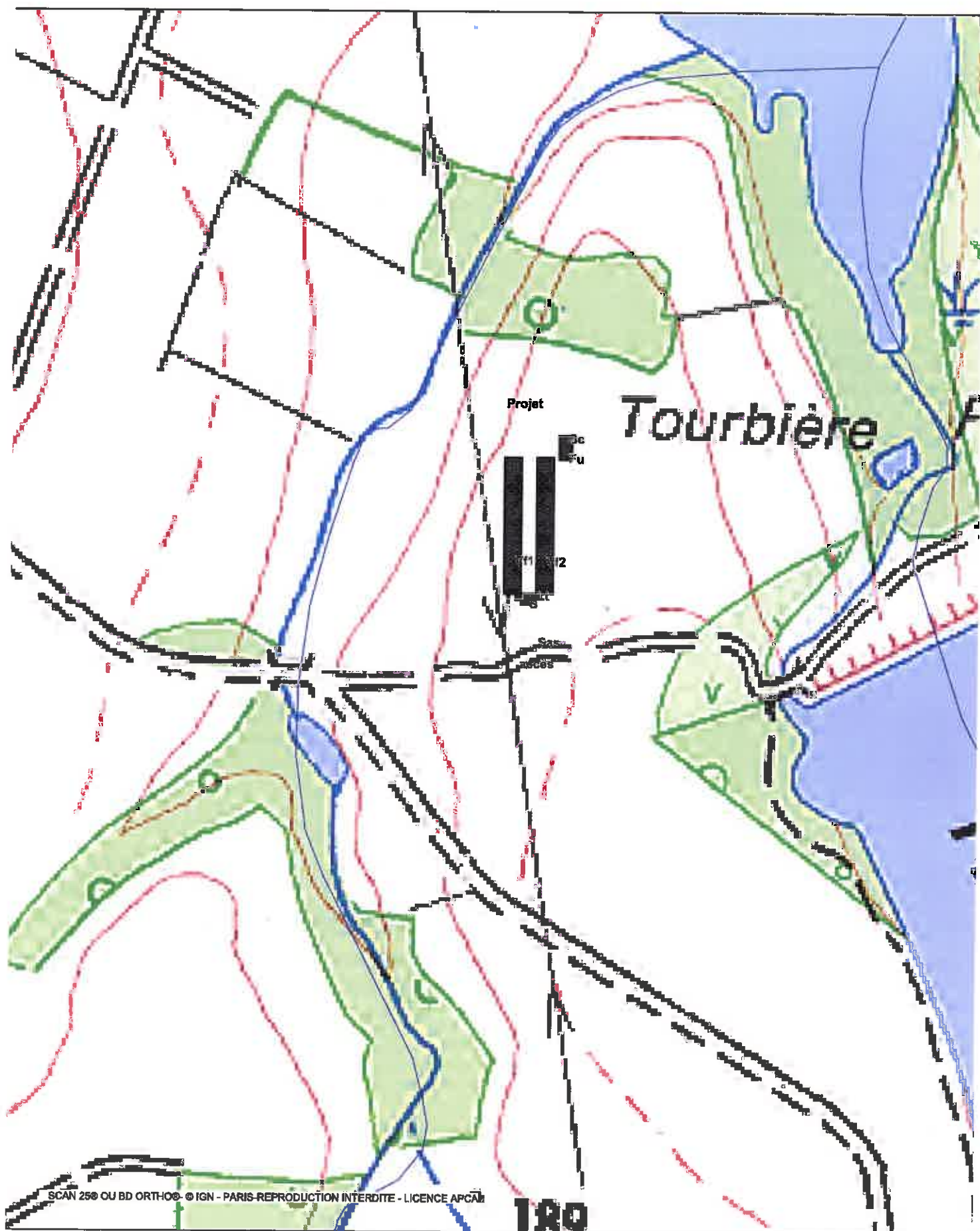
Plan de Masse - échelle 1/1000
EARL DES COLLINES



Plan de Masse - échelle 1/2500

EARL DES COLLINES

Zone 1 - Elevage



3.4 Emplacement des installations

Un plan de situation, à l'échelle 1 / 25 000^{ème} (voir page 2), représente l'environnement dans un rayon de 3 km des installations d'élevage.

Un plan de masse, à l'échelle 1 / 2 500^{ème} (voir page ci-contre), représente l'environnement dans un rayon de 300 mètres autour des bâtiments et installations d'élevage.

Un plan de masse à l'échelle 1 / 1000^{ème} Sur ce plan sont indiqués tous les bâtiments existants avec leur affectation précise.

EARL LES COLLINES – M. MOUNET Jordan	
Vf1 :	Bâtiment d'élevage 1200 m ² (Litière accumulée)
Vf2 :	Bâtiment d'élevage 1200 m ² (Litière accumulée)
Sas :	Sas sanitaire
Se	Station de traitement des eaux sanitaires
Fu :	Fumière couverte (108 m ²)
Sc :	Stockage litière (54 m ²)
Lt :	local technique
s :	Silo aliment
x :	Cuve gaz
St :	Stationnement
- - -	Circuit Eaux Pluviales (EP)
Fr	Fosse réception Eaux de lavage
= = =	Circuit Eaux de lavage

Les bâtiments d'élevage se situeront à plus de 100 m des tiers et 35 m des cours d'eau conformément à la réglementation en vigueur.

Ces éléments seront étudiés lors de l'instruction du permis de construire par les services de l'administration.

3.5 Description des installations

- La conception des bâtiments d'élevage

La conception des bâtiments d'élevage est la suivante :

N° Bâtiment	Soubassement		Mur en Elévation	Charpente	Couverture	Menuiserie
	Dalle	Mur				
Vf1	Béton isolé chauffé	Longrine béton isolé	Panneaux sandwich	Bois	Bac acier	PVC
Vf2	Béton isolé chauffé	Longrine béton isolé	Panneaux sandwich	Bois	Bac acier	PVC

Pour localiser les bâtiments suivant la numérotation, se reporter au plan de situation présenté au paragraphe 3.4.

- Système de ventilation et d'évacuation des effluents

La ventilation sera gérée par automate.

Bâtiment	Système ventilation	Type d'effluent	Type de sol Evacuation
Vf1	Dynamique	Fumier	litière raclée en fin de bande
Vf2	Dynamique	Fumier	litière raclée en fin de bande

- Système d'alimentation et d'approvisionnement en eau

La totalité de l'alimentation sera achetée chez des fournisseurs extérieurs (Maisadour). Il n'existe pas d'activité de fabrique d'aliment sur l'exploitation (broyage...) ni de séchage de céréales.

Catégorie d'animaux	Nature de l'alimentation	Mode de distribution	Abreuvement des animaux	Approvisionnement en eau Abreuvement Lavage	
Volailles	Aliment complet	Chaîne d'alimentation	Pipette	Réseau	Réseau

Comme prévu par la réglementation (arrêté du 27 décembre 2013), un compteur d'eau volumétrique sera installé sur les conduites d'alimentation en eau de l'élevage.

3.6 Description de la filière de gestion des effluents

- Mode de collecte et de stockage des effluents

Un seul type d'effluent sera produit sur l'exploitation : du fumier de litière accumulée issu des bâtiments d'élevage (Vf1, Vf2 : 2 x 1 200 m²). En fin de bande le fumier extrait des bâtiments sera stocké sur la fumière couverte Fu de 108 m² permettant l'équivalent de stockage de 2 bandes.

Les eaux de lavage seront générées par le nettoyage des bâtiments. La majeure partie des eaux de lavage sera récupérée sur la litière avant enlèvement de celle-ci, les eaux de rinçage seront quant à elles collectées dans une fosse de 6 000 l et épandues sur le fumier sec (Cf plan de masse).

- Valorisation des effluents

La valorisation des effluents sera effectuée par épandage sur les terres cultivées en utilisant la capacité épuratrice du sol. Ces apports viendront se substituer à une partie des engrais minéraux.

Dans le cas de l'EARL des COLLINES, les terres utilisées pour l'épandage sont les terres mises à disposition par deux prêteurs (cf. convention d'épandage dans le dossier plan d'épandage).

- Caractéristiques quantitatives et qualitatives des effluents produits

Azote - Phosphore : Quantité produite (Technique alternative - MTD 24)

Animaux	Effectif annuel	Azote maîtrisable		P2O5 maîtrisable	
		/ animal (kg)	Total	/ animal (kg)	Total
Poulets std	189 000	0,028	5 292	0,015	2 835

Cailles Standard	756 000	0,008	6 048	0,006	4 536
TOTAL :		11 340		7371	

Référence ITAVI 2013

Fumier : Quantité produite

Compte tenu du planning, la quantité de fumier produite annuellement sur l'exploitation est estimée 0.15 t par m² de bâtiment (source ITAVI) soit pour 2400 m² : **360 tonnes.**

M. Mounet envisage de mettre en place un système de chauffage type plancher chauffant. Cette technique, encore peu développée, permettrait de réduire considérablement le volume de litière.

- Synthèse des éléments fertilisants maîtrisables produits

	Quantité à gérer	Azote maîtrisable	Teneur en Azote	Phosphore maîtrisable	Teneur en Phosphore
Fumier	360 t	11 340	31,5 kg N / t	7 371	20,5 kg P ₂ O ₅ / t

IV - ANALYSE DE L'ORIGINE, LA NATURE ET LA GRAVITE DES INCONVENIENTS SUSCEPTIBLES DE RESULTER DE L'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION

4.1 Intégration dans le paysage ou le site

Le site d'élevage sera situé en périphérie du bourg de MIRAMONT-SENSACQ, en bordure d'une voie communale (permis de construire en annexe).



Parcelle d'implantation



Chemin d'accès

Les installations en projet ne semblent pas devoir modifier de façon notable les caractéristiques paysagères du secteur.

4.2 Impact sur les écosystèmes

- Impact sur la faune et la flore

Les terrains utilisés pour l'élevage ou l'épandage sont situés au cœur d'une zone à vocation agricole dont la surface est en majorité mise en culture. Quelques bosquets subsistent néanmoins sur les pentes ou le long des cours d'eau. L'activité d'élevage, et la réalisation d'épandages sur les terres en cultures, dans le respect des préconisations, ne risquent pas de modifier les caractéristiques du milieu et donc de remettre en cause la faune et la flore présentes.

- Impact sur les milieux naturels

L'impact possible de l'activité d'élevage sur le secteur est lié à l'apport au sol d'éléments fertilisants (sous forme d'épandage de fumier en particulier). Ces apports d'effluents, sans une gestion raisonnée, seraient susceptibles d'engendrer une pollution des cours d'eau par 2 mécanismes différents :

- Pollution des cours d'eau, via la nappe alluviale suite au lessivage d'éléments fertilisants épandus sur des terres ou en parcours, en zone alluviale.
- Pollution des cours d'eau par transfert direct des éléments polluants vers les cours d'eau suite à des phénomènes de ruissellement (phénomènes plus probables sur des zones en pente et présentant des sols limoneux).

Une gestion raisonnée des épandages permettra de limiter ces impacts sur le milieu.

4.3 Impact sur la santé humaine

- Effets possibles sur la santé humaine : variables selon les risques considérés

Pour une pollution accidentelle de l'eau, la zone à prendre en compte comprend les populations situées en aval des points de pollution. La zone englobe donc les ruisseaux proches du site d'exploitation mais également les ruisseaux à proximité immédiate des surfaces d'épandage.

La pollution de l'air peut intervenir sur les zones d'habitat peu éloignées du site d'élevage et des surfaces d'épandage et situées sous les vents dominants.

La pollution sonore concerne les habitations les plus proches de l'élevage.

- Les différents effets possibles sur la santé humaine :

- Pollution de l'eau :

Lors de l'épandage, des transferts d'éléments polluants tels que les nitrates, le phosphore ou des germes pathogènes, pourraient avoir lieu vers les eaux superficielles par ruissellement ou vers les nappes phréatiques par lessivage.

La consommation de cette eau contaminée pourrait constituer un risque pour la santé humaine :

Les nitrates, lorsqu'ils sont réduits en nitrites suite à une contamination par des bactéries nitrato réductrices, sont susceptibles de provoquer des méthémoglobinémies (cyanoses, en particulier chez le nourrisson). Ce risque apparaîtrait lorsque l'eau présente une teneur de l'ordre de 100 mg / l.

Le phosphore sous forme de pyro ou métaphosphates, en excès, peut provoquer des nausées, des hémorragies gastro intestinales, des atteintes rénales et hépatiques.

Les micro-organismes pathogènes rendent l'eau impropre à la consommation, leur présence étant responsable d'infections telles que des gastro entérites.

La mise en place et le respect de différentes mesures permettront de limiter fortement ces risques d'impact sur la santé humaine. En effet, les risques de ruissellement vers les eaux superficielles seront évités en respectant les distances de sécurité par rapport aux cours d'eau, en évitant tout contact des eaux souillées avec les eaux pluviales et en réalisant un enfouissement très rapidement après l'épandage. Le respect des périodes d'épandage en évitant les pluies hivernales limitera également les risques de ruissellement et de lessivage. Le plan d'épandage est suffisamment dimensionné pour permettre une gestion raisonnée de la fertilisation, et éviter des excès d'éléments fertilisants et donc leur lessivage vers la nappe.

- Pollution de l'air :

L'activité d'élevage pourrait entraîner une pollution de l'air essentiellement par la concentration de poussières et leur propagation et des émissions gazeuses d'ammoniac ou de méthane.

L'incidence sur la santé humaine d'un tel air contaminé peut aller du sentiment d'inconfort au niveau physique et mental en raison de nuisances olfactives jusqu'à des effets irritants dus à la présence d'ammoniac, à partir d'une certaine concentration.

Pour les nuisances olfactives il n'existe pas de seuils repères car la perception et les conséquences sont très variables selon les individus (simple sentiment de gêne voire réactions physiologiques telles que des maux de tête, des troubles du sommeil ou perte d'appétit...).

En revanche, les seuils de concentration de l'ammoniac à partir desquels on observe des effets sur l'homme, sont mieux connus (GAAD, 1993) :

Seuil de détection de l'odeur	5 ppm
Irritation des yeux, toux	6 à 20 ppm
Maux de tête, Nausées, perte d'appétit, irritation de la gorge et du nez	40 ppm
Larmolement, fermeture de paupières, respiration difficile	50 ppm

Soulignons que les véritables troubles apparaissent à partir de 40 ppm et que dans un élevage porcin, les concentrations moyennes observées varient entre 1 et 24 ppm (ITP, Odeurs et Environnement, 1998). De plus, différentes mesures prises par l'éleveur réduiront les risques de pollution de l'air : tant au niveau de l'épandage (enfouissement rapide après l'épandage, respect des distances par rapport aux tiers...) qu'au niveau de l'élevage lui-même (bonne ventilation des bâtiments, propreté assurée régulièrement, réduction des émanations à la source en utilisant une alimentation adaptée aux différents stades physiologiques et en mettant à disposition une nourriture de qualité pour favoriser l'ingestion...).

- Pollution sonore :

Les sources de bruit liées à l'activité d'élevage sont très variées (chaîne d'alimentation, matériel agricole, bruit des animaux,...). La perception du bruit et donc son impact sur la santé humaine est difficile à déterminer car elle est fonction de nombreux facteurs physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive) et psychologiques (répétition, durée, soudaineté...). On peut néanmoins se référer aux seuils définis par le Ministère de l'Environnement (1993) qui précise que les nuisances sonores peuvent entraîner une fatigue à partir de 60 dB, des troubles de l'audition à partir de 85 dB et une douleur à partir de 120 dB.

Les différentes sources de bruit sont détaillées dans le paragraphe 5.4 et le bruit résultant a été calculé et estimé à partir de mesures faites dans des élevages similaires. Il en ressort que le bruit résultant lorsque toutes les sources sont combinées, est de 53 dB ce qui reste en dessous du seuil qui pourrait avoir une incidence sur la santé humaine.

L'ensemble des risques de pollutions occasionnés par l'activité de l'élevage ne semble donc pas pouvoir engendrer des effets notoires sur la santé humaine, soit en raison de la faible ampleur des effets soit en raison des mesures prises qui limitent les risques (pas de voisinage dans un rayon de 300 m).

4.4 Impact sur la protection des biens et du patrimoine culturel

Il n'existe pas, aux alentours des sites d'élevage ou des parcelles d'épandage, de monuments (Eglise, châteaux...) risquant d'être gênés par la présence et l'activité de l'élevage ou par l'activité d'épandage.

Concernant les biens des particuliers, toutes les solutions techniques souscrites dans cette étude concrétisent la volonté de M. MOUNET de mettre en place des installations aux normes environnementales en vigueur et de réduire les impacts de l'élevage sur l'environnement et particulièrement d'améliorer l'environnement même des sites.

L'ensemble des terrains jouxtant l'élevage ne subit pas de dépréciation due au fonctionnement de ce dernier.

4.5 Impact sur la qualité de l'eau

Les activités d'élevage développées sur l'exploitation seront à la fois consommatrices d'eau et productrices d'effluents. Les effets néfastes sur la qualité des eaux peuvent avoir plusieurs causes :

- * la mauvaise gestion des eaux usées au niveau des bâtiments,
- * le stockage des effluents,
- * des pratiques d'épandages inadaptées.

- Origine de l'eau utilisée

La totalité de l'eau utilisée pour l'activité d'élevage ainsi que pour l'alimentation en eau potable proviendra du réseau (Syndicat Intercommunal des Eaux du Tursan).

Le Syndicat des Eaux du Tursan assure ainsi la production et la distribution d'eau potable sur l'ensemble des seize communes. Le Syndicat assure également la compétence assainissement, collectif et non collectif.

- Points de consommation d'eau

Les principaux points de consommation d'eau sont :

- l'abreuvement des animaux en bâtiment ($1.8 \times \text{Quantité aliment}$ - source ITAVI),
- le lavage du matériel et des bâtiments. Les données ITAVI donnent une consommation d'eau pour le lavage d'un bâtiment (élevage au sol) de $2,5 \text{ L/m}^2/\text{bande}$ soit $6 \text{ m}^3/\text{bande}$,

La consommation globale de l'exploitation (lavage : 42 m^3 + abreuvement : 2250 m^3) sera de l'ordre de 2292 m^3 par an. La plus grande partie de l'eau consommée servira à la nutrition des volailles.

- Risques liés à l'implantation des bâtiments d'élevage

Tous les bâtiments d'élevage seront implantés à plus de 35 m des cours d'eau.

- Risques de pollution de l'eau liés au stockage des effluents

A la sortie des bâtiments, le fumier sera stocké sur la fumière couverte (Fu).

Les risques de pollution lors du stockage seront limités d'une part en raison de la nature du fumier : fumier sec, du temps de stockage réduit, et d'autre part du fait que les conditions suivantes de stockage seront respectées :

- stockage sur **fumière couverte**,
- distances réglementaires (100 m) vis-à-vis des tiers et des cours d'eau,
- absence de tout écoulement susceptible de contaminer les eaux superficielles.

Durant les périodes d'épandage (printemps - automne), le fumier sera transporté sur les parcelles d'épandage (commune de Lesperon), le fumier sec sera temporairement stocké au champ avant épandage en respectant la réglementation en vigueur.

- Risques de pollution de l'eau liés à l'épandage des effluents

Les risques de pollution de l'eau lors de l'épandage des effluents sont de deux ordres :

Un risque de **pollution des eaux souterraines** par la lixiviation des éléments fertilisants non utilisés par les plantes.

Ces risques sont déterminés par :

- la quantité d'effluents apportée : la quantité d'azote apportée par les effluents ne doit pas dépasser les besoins de la plante,
- la période de l'apport : des apports avant des périodes de pluies importantes seront plus facilement lessivés,
- les caractéristiques du milieu. Ces risques concernent essentiellement la nappe alluviale, les aquifères plus profonds étant protégés par d'épaisses couches d'argile et ne présentant pas de liaison directe avec la nappe alluviale ou la surface.

Il faut souligner que les risques de pollution par lessivage de la nappe alluviale restent de faible ampleur étant donné la nature peu filtrante des alluvions.

Un risque de **pollution des eaux superficielles** : outre les risques de pollution via la nappe alluviale, les cours d'eau présentent également un risque de pollution par transfert direct des éléments polluants par ruissellement. Les matières fertilisantes (azote et phosphore) contenues dans les effluents sont susceptibles d'engendrer une eutrophisation des cours d'eau si elles sont entraînées hors de la parcelle par des ruissellements d'eau en surface.

Ce risque est déterminé par :

- les quantités épandues : elles doivent être cohérentes avec la capacité d'absorption du sol, les pratiques d'épandage : un enfouissement rapide limite le ruissellement des matières polluantes en surface,
- les périodes d'épandage,
- les caractéristiques de la parcelle (forte pente, proximité des cours d'eau et nature du sol).

Le plan d'épandage, en déterminant les parcelles épandables ainsi que les préconisations en termes de doses, de périodes et de pratiques d'épandage, permet de limiter ces risques de pollution des eaux.

- Risques de pollutions accidentelles

Les pollutions accidentelles pourront provenir :

- *de l'utilisation de produits chimiques*

Les risques liés à l'utilisation de produits chimiques restent minimes

- *les désinfectants*

Ces produits utilisés pour le nettoyage des bâtiments et du matériel se retrouveront très fortement dilués.

- *les hydrocarbures*

Les quantités stockées sur l'exploitation seront les suivantes :

- fuel : une cuve de 300 litres.
- gaz : 2 cuves de 1 750 Kg à proximité des bâtiments Vf1 - Vf2

Ce gaz est nécessaire pour assurer le chauffage des volailles au démarrage, le fuel pour le générateur d'électricité.

- Risques liés à la gestion des eaux de lavage du matériel et des bâtiments

Les eaux de lavage du matériel et des bâtiments seront chargées en nutriments, plumes, poussières diverses. Elles peuvent donc constituer un risque de pollution du milieu par apport de matières organiques.

Les eaux de lavage des bâtiments et du matériel seront collectées principalement sur litière compte tenu des pratiques de lavage. En effet, les bâtiments sur litière seront dépoussiérés et lavés avant évacuation de la bande. Les eaux de lavage des bâtiments, en quantité très faible (2,5 l / m²), seront facilement absorbées par la litière et évacuées avec celle-ci. Seules les eaux de rinçage seront collectées dans une fosse de 6 m³ (cf. plan de masse) puis épandu sur la litière.

Les pratiques de lavage n'entraînent donc pas de risques de pollution de l'eau car il n'existera pas de fuite d'eau souillée vers le milieu extérieur (cf. plan de masse).

Le respect de toutes ces règles (soufflage, balayage, aspiration) n'entraînera pas de risques de pollution car il n'y aura pas de fuite d'effluents vers le milieu extérieur.

- Risques liés à la gestion des eaux pluviales

Ils proviennent de la possibilité d'un mélange entre les eaux pluviales et les eaux ou les aires souillées (effluents, eaux de lavage), les eaux pluviales devenant alors vecteurs de pollution dans le milieu. Ces risques sont très faibles sur l'exploitation car les bâtiments seront équipés de gouttières et les animaux n'auront pas accès à l'extérieur.

Ces eaux seront collectées et rejoindront le milieu naturel (cf. plan de masse). Il n'y aura en aucun cas mélange avec les effluents d'élevage et fuite vers le milieu extérieur.

4.6 Impact sur la qualité de l'air

Les **pertes gazeuses** représentent plus de la moitié des intrants de l'élevage. L'essentiel de ces pertes a lieu sous forme de vapeur d'eau (H₂O) ou de dioxyde de carbone (CO₂). Ces deux gaz participent au recyclage des éléments, quelles que soient les quantités émises, et ne sont donc pas considérés comme polluants. De même, lorsque l'azote est émis sous forme de diazote (N₂), l'émission n'est pas polluante. Par contre, pour les autres composés gazeux (méthane : CH₄, ammoniac : NH₃, protoxyde d'azote : N₂O, oxyde d'azote : NO, NO₂), l'émission présente un risque pour l'environnement. Ce risque augmente avec la quantité émise par animal, en relation avec le mode d'élevage choisi et le nombre d'animaux présents.

L'impact des gaz à effet de serre (GES) est global à l'échelle de la planète et plusieurs gaz (CO₂, CH₄, N₂O) produits par les activités d'élevage y participent. Généralement les concentrations observées en élevage sont très faibles.

Dans l'air, les composés émis peuvent agir à proximité du lieu d'émission ou à des échelles géographiques beaucoup plus larges, jusqu'à l'ensemble de la planète. Ainsi, les retombées d'ammoniac (NH₃) contribuent à un apport supplémentaire d'azote au sol dans les régions d'élevage, à l'eutrophisation des milieux sensibles et à l'acidification des sols. Le protoxyde d'azote (N₂O) et le méthane (CH₄) contribuent à l'enrichissement de l'atmosphère en gaz à effet de serre. Les odeurs et poussières contribuent aux nuisances de proximité. En fonction de l'écosystème considéré ou de l'élément retenu pour définir un seuil acceptable d'impact, le flux maximal de déjections pourra donc varier de façon importante, d'autant plus que les flux relatifs des différents éléments dépendent largement de la conduite d'élevage et du mode de gestion des effluents (alimentation, logement, traitement...).

Les **émissions nationales** sont comptabilisées par le CITEPA pour 26 gaz et par secteur d'activité. D'après le CITEPA (2002), l'agriculture contribue à 98 % des émissions nationales d'ammoniac (dont 78 % pour l'élevage) et à 76 % des émissions de protoxyde d'azote (hors comptage des puits de carbone dont la contribution serait équivalente aux émissions). Le CITEPA estime que l'élevage avicole correspond à 21 % de la part d'ammoniac d'origine agricole. La contribution de l'élevage aux pertes sous forme de N₂O est faible (3,5 % du total environ) et on peut estimer que la production avicole contribue pour une petite fraction aux émissions totales de N₂O. Selon une étude réalisée par le CEMAGREF (Gac et al, 2006) l'aviculture est responsable de 9 % des émissions de méthane, 6 % des émissions de protoxyde d'azote et 15 % des émissions d'ammoniac liées à l'élevage.

- Évaluation des pertes en fonction du mode de gestion des effluents

Les quantités d'azote "épandables" diffèrent des quantités excrétées en raison des pertes par volatilisation qui ont lieu dans le bâtiment et au stockage. Les pertes par volatilisation détaillées ci-après concernent tout particulièrement la fraction azotée des effluents.

Leur importance varie en fonction de l'espèce, du logement des animaux, de la nature des déjections (fumier et lisier), du mode de collecte et de stockage de celles-ci, et du climat.

Actuellement, nous ne disposons que de très peu de données nationales concernant les pertes gazeuses des élevages avicoles notamment à cause de la très grande variabilité des systèmes et des conduites d'élevage. Les quelques mesures d'émission disponibles concernent essentiellement l'ammoniac et ont été acquises soit en stations expérimentales, soit sur le terrain.

Gestion sous forme de fumier

Pour cette filière, la forme ammoniacale est majoritaire. Différentes mesures et divers essais réalisés montrent que les pertes globales d'azote en bâtiment sont comprises entre 18 % (poulets) et 37 % (dindes) en conditions de terrain et autour de 30 % pour les deux espèces en conditions expérimentales. Par calcul, on obtient des pertes en bâtiment égales à 2,3 kg NH₃/m²/an pour les élevages de poulets et 1,6 kg NH₃/m²/an pour les dindes. Pour tenir compte de variabilité des résultats obtenus au niveau international (Guiziou et Béline, 2004), (Elvinger et Svensson, 1996), (Demmers et al., 1999), (Groot Koerkamp et Ueng, 1997) et de la variabilité de conduite de litière et de climat, on retiendra un facteur d'émission d'ammoniac égal à 30 % de l'azote excrété (± 15 %, ce qui devrait permettre de couvrir la plupart des situations pouvant être rencontrées) pour les élevages de poulets standards (Anonyme - 2002).

D'autres expériences réalisées en conditions contrôlées sur un élevage ont montré que les pertes d'ammoniac en bâtiment litière correspondent à environ 20 % de l'azote excrété. L'émission de NH₃ des systèmes litière est fortement dépendante de l'entretien de la surface de la litière. Des ajouts fréquents de litière permettent d'éviter une augmentation du taux d'humidité de la litière et des émissions d'ammoniac. En ce qui concerne les émissions de N₂O également mesurées lors de cette étude, elles sont dix fois inférieures aux émissions de NH₃. En ce qui concerne le stockage et le compostage du fumier, les phénomènes sont voisins de ceux observés dans les bâtiments à l'exception de l'absence d'apport continu de déjections et d'actions des animaux sur la litière. L'émission azotée au cours du stockage dépend des conditions de mise en tas du fumier (importance de la porosité à l'air du tas, du carbone disponible, présence d'une couverture et diffusion gazeuse de celle-ci, température et pluie). Un fumier simplement stocké à l'abri perd 15 à 20 % de son azote (essentiellement sous forme ammoniacale). En cas de compostage, avec trois retournements les pertes se situent généralement autour de 30-40 % de l'azote présent au départ mais peuvent atteindre, si les retournements sont très fréquents, 50 à 60 % (Sciences et Techniques Avicoles, hors-série 2001). Pour l'épandage des fumiers, on considère que la volatilisation est plus faible qu'avec les lisiers du fait de la faible teneur en azote ammoniacal de ces produits. On peut donc considérer que les pertes azotées à l'épandage représentent 10 % de l'azote apporté.

Par souci de simplification et pour englober toutes les situations susceptibles d'être rencontrées, les niveaux de pertes d'azote utilisés dans le calcul des références sont ceux figurant dans le tableau suivant.

Niveaux des pertes d'azote utilisés dans les calculs

			Dans le bâtiment (% du N excrété)	Lors du stockage (en % du N sorti bâtiment)	Lors de l'épandage (en % du N épandu)	Azote utilisable (en % de l'azote excrété)
FUMIER	Claustration		30 %	15 %	10 %	54 %
	Avec parcours	Volailles de chair (*)	40 %	15 %		46 %
		Canards et oies PAG(*)	50 %	15 %		38 %
	Reproducteurs		55 %	15 %		34 %
LISIER			50 %	20 %	20 %	32 %
FIENTES	Préséchage + stockage sous hangar		30 %	30 %	10 %	44 %
	Séchage		25 %	25 %		51 %
	Fosse profonde		60 %	15 %		29 %

(*) et 60 % sur les parcours

- Déclaration annuelle des émissions polluantes

L'annexe 1 de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets impose la déclaration annuelle de polluants aux établissements d'élevage de plus de 40 000 animaux équivalents pour les volailles.

Pour répondre à ce besoin, le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie (MEDDE) élabore un registre des rejets et transferts de polluants. Il s'agit d'une base de données environnementales répertoriant des substances chimiques et/ou des polluants potentiellement dangereux rejetés dans l'air, l'eau et le sol, ou transférés hors site pour traitement ou élimination, par les installations pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'annexe 2 du même arrêté liste les seuils de rejets dans l'air soumis à déclaration par polluants :

- Méthane (CH₄) : 100 000 kg par an ;
- Protoxyde d'azote (N₂O) : 10 000 kg par an ;
- Ammoniac (NH₃) : 10 000 kg par an ;
- Poussières totales (TSP) : 100 000 kg par an ;
- Particules (inférieures à 10 microns : PM₁₀) : 50 000 kg par an.

Les exploitations concernées déclarent en ligne chaque année à l'adresse suivante : <https://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gerep/>.

Cet outil a pour vocation d'aider les déclarants à quantifier les émissions de CH₄, N₂O, NH₃, TSP et PM₁₀ au titre de la directive IED. Ces données une fois collectées et vérifiées par les services d'inspection permettent au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie de répondre à plusieurs exigences onusiennes, européennes et nationales.

Une estimation de ces rejets sur la base des effectifs en projet est donnée en annexe.

- Les odeurs

Les émanations odorantes perceptibles aux abords des bâtiments d'élevage correspondront à l'odeur dégagée par les animaux et leurs déjections. L'éventuelle fermentation du fumier peut produire des odeurs surtout en période chaude.

Les mesures d'hygiène utilisées par les exploitants permettront de limiter fortement les émanations malodorantes.

La mise en mouvement de cet effluent au moment du chantier d'épandage sera susceptible d'accentuer le dégazage. Les risques de nuisances olfactives sont alors un peu plus importants.

L'enfouissement systématique de l'effluent dans les 24 heures qui suivent l'épandage devrait limiter cette nuisance.

4.7 Impact sur les sols

L'utilisation des effluents d'élevage en agriculture trouve son intérêt dans la valorisation des éléments fertilisants qu'elles contiennent.

L'épandage des effluents (fumier) fournit en effet à la culture de l'azote, du phosphore, du potassium, du calcium, et certains oligo-éléments indispensables à la croissance de la plante.

Les principaux éléments contenus dans les effluents et intervenant dans la fertilisation des cultures restent l'azote, le phosphore :

- ✓ L'azote, essentiellement sous forme minérale, est libéré progressivement (contrairement à la majorité des engrais de synthèse) : environ 70 % la première année, puis le reste les années suivantes, en fonction de la période d'apport, des conditions climatiques et pédologiques ainsi que des pratiques culturales. La forme organique de cet azote limite les possibilités de lessivage immédiat du produit sous forme initiale.
- ✓ Le phosphore : sa minéralisation, et donc sa disponibilité pour les plantes, est de l'ordre de 60 % la première année.
- ✓ Le potassium et le calcium sont rapidement et en quasi-totalité disponibles pour les plantes.
- ✓ Les oligo-éléments (cuivre, zinc...) : l'efficacité de ces éléments dépend plus de leur forme d'apport que de leur abondance. Néanmoins, selon l'INRA, les oligo-éléments des effluents seraient facilement utilisables par les plantes.
- ✓ La matière organique : Le sol par l'intermédiaire de sa flore microbienne, dégrade la matière organique des effluents et met à disposition des cultures les éléments minéraux qui découlent de cette dégradation.

- Au niveau de l'exploitation

Les risques de pollution des sols à proximité de l'élevage ne pourront être qu'accidentels. Il n'existe pas sur l'exploitation, de stockage de produits chimiques dangereux, en volume suffisant pour pouvoir entraîner une pollution irréversible des sols. Il n'existe pas de puits utilisé pour l'alimentation en eau potable, à proximité immédiate du site d'élevage. Les captages AEP sont situés à plus de 3 km.

- Au niveau du plan d'épandage

Les effluents épandus ne contiennent pas d'éléments susceptibles d'engendrer une pollution irréversible des sols. Il s'agit d'un apport d'engrais sous forme organique, bénéfique pour le sol puisqu'il contribue au maintien de sa structure et de sa richesse en éléments fertilisants (N, P, K et oligo-éléments). Le risque réside en des apports excessifs qui ne seraient pas valorisés par les plantes (excès d'azote risquant d'être lessivé, enrichissement du sol en phosphore).

Le respect des préconisations des doses d'épandage limitera ce risque.

4.8 Impact cumulé

Le Décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements prévoit dans son article 1, sous-section 3, que l'étude d'impact comprenne « Une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus ».

Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact ont fait l'objet :

- d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 et d'une enquête publique;
- d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public. »

La DREAL Aquitaine met en ligne les avis de l'autorité environnementale et/ou d'enquêtes publiques publiés sous : <http://www.donnees.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/DREAL>.

D'après le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs des Landes, a été recensé sur la commune de Miramont-Sensacq le risque technologique suivant : Rupture de barrage.

D'après la base des installations classées, 12 établissements classés sont répertoriés sur la commune de Miramont-Sensacq et 2 sur la commune de Lesperon.

4.9 Le bruit et les vibrations

Il n'y aura pas de fabrique d'aliment sur l'exploitation. Les sources de bruit sur l'exploitation se limiteront donc à des sources ponctuelles dans le temps telles que le groupe électrogène, les moteurs du tracteur et moins fréquemment des camions pour l'approvisionnement en aliment ou pour le transport des animaux.

Aucun appareillage ne produira de vibrations suffisantes pour être captées dans le voisinage de l'exploitation.

4.10 Déchets

Les déchets produits sur l'exploitation ont différentes origines :

- Cadavres d'animaux

Ils sont issus de l'activité d'élevage où environ 5 % des effectifs de volailles présents seront perdus en cours d'élevage (principalement dans les 3 premières semaines d'élevage) ce qui représente environ 2,7 tonnes par an soit 52 kg par semaine.

Les animaux morts en cours d'élevage seront stockés dans un congélateur situé dans le local technique (Lt) puis enlevés régulièrement par la société Atemax. Cette organisation offre des avantages sanitaires évidents : conservation hygiénique des cadavres, diminution du nombre de passages de l'équarrisseur.

- Les déchets cartons, papiers

Ils proviennent des emballages en carton, papier, plastique, accompagnant certains produits : vétérinaires, matériel entretien. La quantité de ce type de déchet reste néanmoins limitée du fait que les aliments sont livrés en vrac. Ces produits sont gérés avec le reste des ordures ménagères qui sont prises en charge par le SIETOM de Chalosse dont l'usine de traitement se situe à Caupenne.

- Les déchets verre

Ils sont également en quantité très limitée et gérés par dépôt à la déchetterie se trouvant à Geaune ou dans les containers réservés à cet usage sur la commune.

La quantité de ces deux derniers types de déchets peut être estimée à 2 x 50 l / semaine.

Cette entreprise produisant moins de 1100 l de déchets d'emballage par semaine, elle n'est pas soumise à l'obligation de recyclage ou réemploi des emballages (décret n° 94-609 du 13/07/1994). Elle peut donc utiliser le service de traitements des communes.

4.11 Transports et approvisionnements

L'accès à l'élevage se fait par une route départementale. Le trafic lié à l'activité d'élevage de M. Mounet correspond à la livraison et au départ des volailles, à la livraison des aliments. Ce trafic reste néanmoins faible de l'ordre de un camion par semaine.

4.12 Rongeurs et insectes

Les aliments dans les bâtiments peuvent attirer les rongeurs. Le stockage étant entièrement effectué en silos, il est moins susceptible d'attirer les rongeurs.

Le stockage temporaire des effluents sur le site d'élevage peut favoriser le développement des insectes.

Une lutte efficace devra donc être mise en place pour contrôler la prolifération de ces animaux. On évitera ainsi toute nuisance pour le voisinage direct de l'exploitation et on maintiendra un niveau sanitaire satisfaisant indispensable à toute activité d'élevage (voir paragraphe 5.10).

4.13 Impact lié aux travaux nécessaires à la mise en exploitation

L'ensemble des bâtiments en projet sera construit sur un terrain en propriété de M. MOUNET. L'impact de la mise en place des différents bâtiments sera pris en compte par les services de la Direction Départementale des territoires et de la mer (DDTM) lors de l'attribution du permis de construire (permis joint en annexe).

La création d'une activité d'élevage nécessite :

- d'amener une ligne électrique d'une puissance plus importante.
- Le branchement au réseau public de distribution de l'eau
- les travaux nécessaires à toute construction (terrassement, construction...)

V - MESURES ENVISAGEES POUR SUPPRIMER, LIMITER OU COMPENSER LES INCONVENIENTS DE L'INSTALLATION.

5.1 Intégration dans le paysage ou le site

Compte tenu des caractéristiques paysagères décrites précédemment, l'impact essentiel des installations de l'exploitation sur le paysage concernera la vue depuis les voies d'accès, une voie communale faiblement fréquentée.

Afin de limiter l'incidence paysagère, l'exploitant a volontairement aménagé le site sur une parcelle agricole et laissera les haies naturelles existantes.



5.2 Ecosystèmes

Il a été montré précédemment que, compte-tenu de la localisation de l'exploitation au cœur d'une zone à vocation agricole marquée, il était peu probable que l'activité de l'élevage ait une incidence nouvelle sur la faune et la flore du milieu environnant.

Un impact possible sur des éléments déterminants pour la faune et la flore, pourrait intervenir suite à une pollution des cours d'eau qui modifierait les caractéristiques du milieu. Cependant, les exploitants mettent en œuvre les moyens nécessaires pour éviter ce genre de pollution (mesures détaillées dans le paragraphe 5.4).

5.3 La protection des biens et du patrimoine culturel

Il n'a pas été identifié de risque concernant la protection des biens ou du patrimoine culturel, il ne sera donc pas mis en œuvre de mesure spécifique pour ce point.

5.4 Pollution de l'eau

Les effets néfastes pour la qualité des eaux peuvent avoir plusieurs causes :

- la mauvaise gestion des eaux usées au niveau des bâtiments,
- le stockage d'effluents dans de mauvaises conditions,
- des pratiques d'épandage inadaptées.

De nombreuses dispositions sont prévues pour assurer la protection des eaux :

5.4.1 Dispositions concernant la gestion des effluents

La filière de gestion des effluents retenue (fumier) permettra de gérer la totalité des effluents de l'élevage sur un plan d'épandage suffisamment dimensionné.

Elle comprend les étapes suivantes :

- stockage sur la fumière couverte (Fu),
- transfert vers les parcelles d'épandages avec stockage au champ,
- épandage à l'automne ou au printemps suivi d'une façon superficielle pour assurer un enfouissement dans les 24 heures.

L'ensemble des opérations d'épandages sera suivi par la tenue à jour d'un cahier d'épandage ou d'un bordereau de livraison d'effluent pour les terres mises à disposition (exemple fourni en annexe).

5.4.1.1 Stockage et transfert des effluents :

- Stockage des effluents

Des risques de fuites et de ruissellements fortement limités par un stockage de courte durée

En fin de bande, le fumier des bâtiments sera en fonction de la disponibilité des parcelles d'épandage soit épandu directement, soit stocké sur la fumière couverte.

Un stockage au champ de courte durée (1 mois) sera réalisé sur la parcelle d'épandage qui recevra l'épandage l'année considérée.

Le stockage du fumier au champ sera réalisé en respectant les prescriptions suivantes :

- Distances réglementaires (100 m minimum) vis-à-vis des tiers et des cours d'eau,
- Emplacement utilisé pendant une période maximale de 12 mois suivie d'une remise en culture,
- Absence de tout écoulement susceptible de contaminer les eaux superficielles.

- Transport des effluents sur les sites d'épandage :

Le transport des effluents du site d'élevage vers le site d'épandage se fera par semi-remorques. Compte-tenu du type d'effluent (litière sèche), il ne devrait y avoir aucun risque de fuites vers le milieu lors du transport.

Les risques de pollution de l'eau liés à ces modes de transport se limiteront à un accident de la circulation qui provoquerait un retournement de la benne à proximité d'un fossé en eau ou d'un cours d'eau.

Néanmoins, ce risque de nature imprévisible restera assez faible. Les parcelles sont, pour l'essentiel, desservies par des voies départementales ou communales, donc de taille suffisante.

5.4.1.2 Epandage des effluents :

- Rappel sur les caractéristiques et quantité d'effluents à gérer

Compte-tenu des caractéristiques du système de production et des normes retenues, les caractéristiques des effluents à gérer peuvent être évaluées de la façon suivante :

	Quantité à gérer	Azote maitrisable	Teneur en Azote	Phosphore maitrisable	Teneur en Phosphore
Fumier	360 t	11 340	31,5 kg N / t	7 371	20,5 kg P ₂ O ₅ / t

- Le plan d'épandage

La surface d'épandage est constituée des terres mises à disposition par 2 prêteurs (Cf. Convention d'épandage dans la partie plan d'épandage en fin du document).

Exploitation	Nom	Commune	N° ilot	Surf. Mise à Disposition
SCEA LAGRAVE	M. Lamothe	Lesperon	1L - 2L	157 Ha 46
SARL LAMOTHE		Lesperon	2 LA	1 Ha 33

Toutes les parcelles proposées pour la surface d'épandage ont été cartographiées à partir de l'orthophoto PAC. Le plan d'épandage est présenté dans la partie « plan d'épandage » présentée à la fin de ce document ; les surfaces exclues y ont été reportées. La liste des références des parcelles est également fournie. Un plan d'ensemble des îlots de l'exploitation est présenté en début de document (plan de situation de l'ensemble des parcelles).

Les parcelles mises à disposition ne recevront, par épandage, que les effluents de l'Earl des collines. L'Earl est responsable de l'utilisation des déjections qu'elle exporte.

L'exploitant devra disposer :

- de contrats d'épandage,
- des bordereaux de livraisons cosignés par lui-même et le prêteur de terres.

La surface du plan d'épandage se répartit de la façon suivante :

Exploitant	Surface Mise à Disposition	Surface Potentielle d'Epandage
SARL LAMOTHE	1 Ha 33	1 Ha 33
SCEA LAGRAVE	157 Ha 46	156 Ha 94
TOTAL MIs à Disposition	158 Ha 79	158 Ha 27

- Les distances réglementaires d'épandage

Les distances réglementaires d'épandage sont fixées dans le Journal Officiel : Ministère de l'Environnement - Arrêté du 27 décembre 2013.

Installations Classées soumises à Déclaration	Vis-à-vis des tiers – Stades – Campings agréés sauf campings à la ferme		
	Sur terres nues	Délai maximal d'enfouissement	Sur cultures, prairies Enfouissement non imposé

Autres Fumier Bovin Porcin - Fumier de volailles après stockage minimum 2 mois	> 50 m	12 H	> 50 m
--	--------	------	--------

	Vis-à-vis de la ressource en eau				
	Prélèvement eau de consommation	Berges, cours d'eau, puits, sources, forages		Lieux de baignade	Pisciculteurs
		Bande enherbée ou boisée	(cas général)		
FUMIER, LISIER	> 50 m	10 m	> 35 m	> 200 m	> 500 m

Conformément à l'arrêté du 27 décembre 2013, la surface d'épandage a été délimitée en respectant une distance de :

- ✓ 35 m vis-à-vis des cours d'eau
- ✓ 50 m vis-à-vis des tiers

Ces distances sont à respecter de façon impérative, un enfouissement est obligatoire dans les 12 heures qui suivent l'épandage.

- Caractéristiques de la surface potentielle d'épandage (SPE) :

La Surface Potentiellement Epandable correspond à la surface mise à disposition, déduction faite des exclusions définitives induites par la réglementation (distances par rapport aux tiers ou aux cours d'eau, surfaces non cultivables, pentes fortes....). Elle peut comprendre des surfaces qui, du fait de leur mise en valeur, ne sont pas épandables pour une campagne donnée, mais pourront le devenir sur les campagnes suivantes (par exemple des parcelles en gel).

L'état récapitulatif détaillé des parcelles d'épandage est donné dans le dossier plan d'épandage.

- Caractéristiques pédologiques

D'un point de vue pédologique, les sols concernés par l'épandage des effluents (fumier de litière accumulée de volaille) sont classés dans les **sables noirs de la lande humide** et les **sables noirs de la lande sèche**.

Les sables noirs de la lande sèche :

Ces sols issus de l'évolution pédologique des sables quartzeux des landes, sont d'origine éolienne récente et reposent sur un substratum d'alluvions anciennes argilo-sablo-caillouteuses en profondeur. Ce sont des sols bien drainés, la nappe phréatique étant rabattue en profondeur par la proximité des ruisseaux. Ces sols sont à l'origine très pauvres chimiquement avec 90 % de sables, très acides avec des pH autour de 4,5. En pratique, ce sont des sols qui ont un pouvoir alimentaire faible. Leur capacité à stocker les eaux et les éléments nutritifs est médiocre. Ils sont filtrants et leur réserve utile est faible. Ces sols présentent l'avantage d'un excellent ressuyage et sont praticables quasiment toute l'année.

Les sables noirs de la lande humide :

Le relief souvent très plat, le substratum quaternaire plus ou moins imperméable, le manque d'exutoires, provoquent avec le climat humide, l'existence d'une nappe d'eau dont les battements se produisent à des rythmes variés au sein des sols. Le processus pédogénétique est le même qu'en lande sèche mais l'humidité crée une biomasse plus élevée d'où un horizon A1 de 40 cm d'épaisseur riche en matière organique.

- Aptitude des sols à l'épandage

Il n'y a pas de risque de transfert direct car il n'existe pas, sur l'ensemble de la zone d'épandage, de forage agricole sollicitant une nappe profonde dans les couches calcaires. On peut donc considérer qu'en dehors des zones d'exclusions, ces parcelles ne présentent pas de contraintes spécifiques à l'épandage.

Il est retenu que ces sols présentaient, pour les parcelles du plan d'épandage, **une bonne aptitude à l'épandage**.

- Les périodes d'épandage

La commune de Lesperon où se situe l'intégralité des parcelles d'épandage n'est pas classée en zone vulnérable. Néanmoins M. MOUNET s'efforcera de respecter les périodes préconisées par le code de bonne pratique agricole.

Ces périodes sont rappelées ci-dessous.

Avant et sur culture annuelle d'automne	Toute l'année
Avant et sur culture annuelle de printemps	De septembre à fin juin
Sur prairies de plus de 6 mois	Toute l'année

- Les doses d'épandage :

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture. En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

La quantité d'effluents à épandre est fonction :

- du type de culture envisagée
- du type de sol et de son humidité
- de la fréquence des apports

Le calcul de la dose à épandre prend en compte trois critères essentiels :

les besoins en fertilisants des cultures, (Valeur de référence maïs consommation Chambre d'Agriculture 40)

Maïs grain	Besoin Azote	Besoin P ₂ O ₅
------------	--------------	--------------------------------------

120 Qx / ha	242 u	70 u
-------------	-------	------

les teneurs en éléments fertilisants du fumier

	Quantité à gérer	Azote maitrisable	Teneur en Azote	Phosphore maitrisable	Teneur en Phosphore
Fumier	360 t	11 340	31,5 kg N / t	7 371	20,5 kg P ₂ O ₅ / t

la biodisponibilité des différents éléments

	N	P ₂ O ₅
Besoins en fumure d'entretien (kg/ha)	242	70
Eléments fertilisants apportés par l'effluent (kg/t de produit brut)	Fumier volaille	
	31,5	20,5
Quantités <u>théoriques</u> d'effluent à apporter (t /ha)	7,68	3,41
Coefficient de disponibilité des éléments	30 %	65 %
Eléments disponibles (kg/t de produit brut)	9,4	13,3
Quantités d'effluent à apporter après prise en compte du coefficient de disponibilité (t /ha)	25,7	5,3

* Besoins pour un maïs consommation avec un rendement de 120 qtx/ha

Pour ne pas sur-doser la fertilisation en aucun élément, on considère la quantité la plus faible comme étant la dose à épandre, soit le phosphore dans notre cas. Pour les éléments déficitaires, on apportera une fertilisation complémentaire.

Afin de valoriser au mieux les effluents et compte tenu des possibilités techniques d'épandage, **il est préconisé un apport de fumier de 8 - 10 T / ha tous les 2 ans.**

- Les apports au sol d'effluents :

Les effluents provenant de l'activité élevage de l'Earl des Collines représenteront annuellement un apport azoté de **11 340 kg N** et de **7 371 kg P₂O₅**.

La surface moyenne épandable sous condition d'enfouissement sous 12 h est de **158,27 ha**.

En tenant compte de l'assolement, la pression moyenne en azote et en phosphore liée à l'épandage des effluents sera donc de **71,7 kg N / ha** et de **46,5 kg P₂O₅ / ha**.

Les apports d'effluents constitueront la seule source de matière organique sur ces parcelles.

La dose moyenne d'azote maitrisable à l'hectare sur la surface épandable est donc bien inférieure à la dose maximum recommandée dans le code des bonnes pratiques agricoles de 170 kg N d'origine organique / ha.

- Calendrier d'épandage

De façon à valoriser au mieux les effluents nous proposons le calendrier suivant dont l'objectif est d'épandre le maximum d'effluents au printemps, avant l'implantation du maïs.

Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	-----	-----	-----

age	<i>Epandage du fumier avant implantation du maïs</i>	<i>Stockage</i>	<i>Epandage avant implantation d'un couvert végétal (cipan, dérobé)</i>	<i>Stock</i>
------------	---	------------------------	--	---------------------

Un bilan équilibré de la fertilisation azotée et phosphatée

Dans la pratique, l'agriculteur devra chercher à ajuster l'ensemble de leurs apports en fonction des exportations en azote et en phosphore par les cultures. Le bilan global à l'échelle de l'exploitation, prenant en compte les entrées et les sorties d'azote et de phosphore, sera un outil permettant d'apprécier cet équilibre.

En tenant compte de la surface épandable de 158 Ha 27, le bilan est le suivant :

	AZOTE (kg)	PHOSPHORE (kg)
A : Apport aux sols effluents animaux	11 340	7 371
B : Exportation pour les récoltes	28 488	13 295
Solde 1 : A - B avant apport engrais minéraux		
Global	- 17 148	- 5 924
par ha	- 108	- 37
Solde 2 : après apport minéraux de	17 148 kg N	5 924 kg P
Global	0	70
par ha	0	0.8

Le bilan met en évidence que les quantités d'azote apportées par les effluents ne sont pas suffisantes pour couvrir la totalité des exportations des plantes (et à fortiori les besoins). Les apports d'engrais azotés minéraux devront donc être diminués pour prendre en compte l'apport des effluents, mais ils ne seront pas totalement supprimés.

La bonne prise en compte des contributions des effluents permettra d'obtenir un bilan équilibré de la fertilisation azotée, évitant ainsi des apports excessifs non valorisés par la plante et donc potentiellement polluants pour le milieu.

L'amélioration des pratiques d'épandage sera facilitée par :

- l'établissement de prévisions d'épandage par un plan de fertilisation,

- le suivi des pratiques d'épandage par un cahier d'épandage,
- l'analyse des pratiques agricoles en vue d'établir un bilan de fertilisation et de définir un plan prévisionnel de fumure.

5.4.2 Dispositions concernant la gestion des eaux usées et des eaux pluviales :

- Gestion des eaux pluviales

Il a été mis en évidence que les eaux pluviales ne présentaient pas de risque de transfert de polluants dans le milieu puisque les eaux pluviales non polluées seront séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et seront évacuées vers le milieu naturel.

- Gestion des eaux de lavage

Les eaux de lavage des bâtiments d'élevage seront entièrement collectées et gérées avec le fumier, elles ne constituent donc pas, en tant que telles, de risque pour le milieu.

5.5 Utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau

5.5.1 Energie

- Rappel sur les énergies utilisées

Dans la filière avicole, les sources d'énergies directes utilisées au niveau des bâtiments sont :

- **Gaz propane** pour le chauffage des bâtiments. Ce poste est très important, notamment en volaille de chair,
- **Electricité** pour l'éclairage, la ventilation, l'abreuvement, l'alimentation...
- **Fuel** pour les travaux de curage et autres matériels motorisés

- Utilisation rationnelle de l'énergie

Celle-ci consiste en premier lieu à réduire la consommation de l'énergie en appliquant de bonnes pratiques d'élevage, notamment lors de la conception des bâtiments d'élevage (cf. paragraphe 3), le choix des équipements notamment par le chauffage innovant par le sol, l'entretien.

Des économies seront réalisées en optimisant les réglages des postes chauffage et ventilation :

- Vérification des capteurs de température et d'hygrométrie.
- Renouvellement d'air minimum pour maintenir une litière sèche et des bonnes conditions d'hygrométrie et d'ambiance dans le bâtiment.

L'ensemble de ces bonnes pratiques permet ainsi d'éviter toute dérive de consommation de gaz ou d'électricité liée à un mauvais fonctionnement.

5.5.2 Eau

Dans les élevages de volailles, l'eau est principalement utilisée pour :

- l'abreuvement des animaux ($1.8 \times \text{Quantité aliment}$ - source ITAVI)
- le nettoyage des bâtiments et du matériel ($2,5 \text{ l/m}^2$)

En premier lieu le suivi de l'élevage (présence d'un compteur d'eau), la détection des fuites et leur réparation, permettra de limiter le gaspillage de l'eau.

Concernant l'abreuvement, M. MOUNET utilisera du matériel adapté à ce type de production : Pipette. Ce système d'abreuvement permettra une réduction des consommations notamment par un moindre gaspillage.

Pour le nettoyage, l'exploitant utilisera un nettoyeur haute pression à la fin de chaque bande. Ce matériel permet de limiter les quantités d'eau.

5.6 Pollution de l'air

Les mesures prises pour atténuer au maximum les émissions gazeuses seront :

- Au niveau des bâtiments

L'hygiène et la propreté des locaux ainsi que le respect des recommandations techniques sont des règles essentielles pour lutter contre les émissions gazeuses.

Les bâtiments seront maintenus en parfait état. Les salles sont nettoyées et désinfectées après chaque départ d'animaux et un vide sanitaire est respecté avant toute nouvelle entrée d'animaux.

Les déchets d'aliments, cadavres, sont évacués rapidement hors des bâtiments.

Il faut souligner que l'élevage est mené sur litière. Ce choix permet de limiter les nuisances olfactives.

- Au niveau de l'épandage

Les pratiques mises en œuvre par les exploitants limitent les risques au moment de l'épandage : fertilisation raisonnée, enfouissement dans les 12 h qui suivent l'épandage.

De plus, les exploitants éviteront au maximum les épandages pendant les week-ends et les jours fériés (pas d'obligation réglementaire, mais mesures de bon sens).

5.7 Sols

- Au niveau de l'exploitation

Les risques de pollution des sols à proximité du site d'élevage ne pourront être qu'accidentels, si un ouvrage de stockage venait à se rompre (fuel). La vérification et l'entretien des bâtiments et plus particulièrement des ouvrages de stockage permettront de minimiser ce risque d'accident. Un bac de rétention sera mis en place autour de la cuve à fuel pour limiter les risques de pollution en cas de fuite au niveau des cuves.

- Au niveau du plan d'épandage

Au niveau du plan d'épandage, le risque de pollution réside en des apports excessifs qui ne seraient pas valorisés par les plantes (excès d'azote risquant d'être lessivé, enrichissement du sol en phosphore).

Le respect des préconisations des doses d'épandage limitera ce risque. La préconisation d'un apport de fumier ne dépassant pas 8 - 10t / ha, doit permettre d'éviter les risques de ruissellement en surface. Afin de ne pas détruire la structure du sol avec les matériels, les épandages ne seront pas réalisés sur les sols détrempés ou par de fortes pluies.

5.8 Bruit et vibrations

- Le bruit

Les sources de bruit sur l'exploitation seront limitées aux moteurs des tracteurs et camions ainsi qu'à la ventilation dynamique. Les limites imposées par la réglementation ne seront pas atteintes et il n'est pas prévu d'effectuer des travaux supplémentaires.

- Les vibrations

Aucun appareillage, ne produisant de vibrations suffisantes pour être captées dans le voisinage de l'exploitation, ne sera installé. Il n'est pas nécessaire de mettre en œuvre des mesures spécifiques.

5.9 Déchets

Les filières de traitement des déchets utilisées seront les suivantes :

Cadavres d'animaux

Les animaux morts en cours d'élevage seront évacués rapidement hors des bâtiments puis stockés à température négative dans un congélateur se trouvant dans le local technique en attendant le passage de l'équarrisseur. Cette organisation offre des avantages sanitaires évidents : conservation hygiénique des cadavres, diminution du nombre de passages de l'équarrisseur.

Les déchets cartons, papiers

Ces produits (en faible quantité) seront collectés par le réseau de ramassage des ordures.

Les déchets verre

Après utilisation des produits, les bouteilles, les flacons sont récupérés et portés dans les conteneurs communaux réservés à la récupération des verres.

5.10 Transport - Approvisionnement

Le trafic lié à l'élevage ne constitue qu'une faible part du trafic habituel de cette zone agricole : de l'ordre de 1 camion par semaine correspondant aux camions qui assurent l'approvisionnement et l'enlèvement des volailles, la livraison d'intrants tels que l'aliment et le gaz, le transport des effluents vers les parcelles d'épandage. Ces camions seront conduits par un personnel possédant la formation appropriée, ce qui limite les risques d'accident.

5.11 Rongeurs et insectes

La dératisation sera assurée par l'éleveur qui mettra en œuvre des actions préventives et curatives. L'éleveur réalisera également des traitements insecticides au moment de la désinfection des bâtiments.

Au départ des animaux et après le lavage, les produits de lutte seront appliqués selon les prescriptions du fabricant.

Ces opérations seront réalisées avec des produits homologués, aux doses préconisées.

5.12 Travaux nécessaires

Les travaux nécessaires pour la mise en exploitation seront réalisés lors de la création de l'atelier (cf. étude technico économique en annexe).

- Dossier administratif (étude, permis)	16 000 €
- Achat parcelle	30 000 €
- Raccordement réseau (eau, électricité)	11 000 €
- Sondage sol	3 000 €
- Terrassement – Fondation – Béton	230 000 €
- Bâtiments local technique stockage effluent	325 000 €
- Equipement intérieur ventilation / brumisation	135 000 €
- Equipement intérieur eau alimentation	125 000 €

- Les coûts liés à l'épandage des effluents comprennent, le transport les coûts de fonctionnement et les charges de main d'œuvre.

Les coûts annuels sont estimés : 360 t x 30 €/t soit 10 800 €.

5.13 Remise en état du site

Après exploitation du site, tous les bâtiments seront vidés et nettoyés, les constructions sans fondations seront démontées et les parcelles seront mises en culture sur la totalité de la surface. Les bâtiments d'élevage non démontables seront réaffectés à un autre usage agricole (stockage matériel...) ou pourront être démolis après avoir effectué au préalable une déclaration de démolition auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).

VI - JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS :

Meilleure technique disponible (MTD) en matière de prévention et de réduction des pollutions

Les Meilleures techniques disponibles (MTD) pour prévenir et réduire les pollutions ont été décrites dans les paragraphes précédents. Elles sont rappelées ci-après :

6.1 MTD : Conduite générale et entretien de l'exploitation – MTD 1 / 2 / 29

Les bonnes pratiques agricoles sont une partie essentielle des MTD. Bien qu'il soit difficile de quantifier les bénéfices environnementaux en termes de réduction des émissions ou de réduction de la consommation d'énergie et d'eau, la gestion consciencieuse du site d'élevage de l'Earl des Collines contribuera à améliorer les performances environnementales.

La MTD est la réalisation de l'ensemble des éléments suivants :

- la mise en œuvre de programmes de suivi, la formation de l'exploitant (formation biosécurité, BTSA ACSE)
- la tenue de registres (consommations d'eau MTD 5, quantités d'aliments pour les animaux, des déchets produits, des cessions d'effluents) et de l'épandage d'effluents d'élevage
- les procédures d'urgence pour intervenir en cas d'émission imprévue ou d'incident
- la mise en œuvre d'un programme de réparation et d'entretien permettant de garantir le bon fonctionnement et la propreté des installations
- de contrats d'entretien avec des prestataires de service (gaz, électricité)
- la planification correcte des activités, telles que les livraisons, le retrait des produits et des déchets

6.2 MTD : Technique nutritionnelle – MTD 3 / 4

La gestion nutritionnelle vise à faire correspondre plus étroitement l'alimentation des animaux avec leurs besoins aux différents stades de la production, de façon à réduire l'excrétion inutile d'éléments fertilisants dans les effluents.

Parmi les mesures alimentaires, mises en œuvre par l'Earl les Collines on compte :

- Pesage de l'aliment distribué
- l'alimentation multi-phase par l'ajustement des niveaux protéiques et de calcium dans les différents stades de production (3 aliments)
- l'utilisation d'acides aminés de synthèse
- distribution de l'aliment par une chaîne spéciale caille qui permet de réduire le gaspillage et de contrôler les consommations.

6.3 MTD : Utilisation efficace de l'eau – MTD 5 / 6 / 7

La réduction de la consommation d'eau est une question de prise de conscience et essentiellement de gestion de l'exploitation.

Les MTD mises en œuvre par l'Earl afin de réduire la consommation en eau sont les suivantes :

- Surveillance et relevé des quantités d'eau utilisées au moyen de compteur d'eau
- Nettoyage des bâtiments d'élevage et du matériel à l'eau chaude avec des nettoyeurs à haute pression à eau chaude, faiblement consommateurs d'eau
- Détection et réparation des fuites
- Matériel de distribution de l'eau adapté aux cailles
- Collecte des eaux usées vers un ouvrage dédié.

6.4 MTD : Utilisation efficace de l'énergie – MTD 8

La MTD consiste à réduire la consommation d'énergie en appliquant de bonnes pratiques d'élevage. De nombreuses mesures peuvent être intégrées à la routine quotidienne pour réduire la quantité d'énergie nécessaire notamment au chauffage et à la ventilation. Dans le cas de l'Earl les Collines les MTD consistent à réduire la consommation d'énergie en mettant en œuvre dès la conception des bâtiments les mesures suivantes :

- Isolation renforcée des bâtiments (épaisseur 60 mm)
- Conception des bâtiments d'élevage
- Optimisation de la ventilation et de la régulation (boitier sonde...) pour assurer la maîtrise optimale de la température et atteindre des débits de ventilation adaptés
- Inspection et nettoyage fréquents des ventilateurs, des capteurs
- Eclairage basse consommation (led)
- Utilisation de cellules photoélectriques permettant de profiter de l'éclairement naturel
- Chauffage par plancher chauffant permettant une gestion de l'ambiance sur le taux de CO2 et non pas sur l'hygrométrie (cf. notice en annexe).

6.5 MTD : Gestion des effluents

Du fait de la nature et des volumes produits, l'Earl les Collines a opté pour une gestion rationnelle de ses effluents par la mise en place des MTD suivantes :

- Stockage sur fumière couverte (sol imperméable) correctement ventilée
- Epandage par matériel adapté : Epandeur à fumier à hérissos horizontaux muni d'une table d'épandage permettant un épandage de faible quantité (5 t /Ha) et assurant une bonne répartition
- Enfouissement sous 12 h des effluents épandus

Toutes les solutions techniques proposées dans cette étude concrétisent la volonté de l'Earl les Collines de mettre en place des installations aux normes environnementales en vigueur et de réduire leurs impacts sur l'environnement.

VII - ESTIMATION DES COUTS ASSOCIES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET ECHEANCIER DE MISE EN PLACE

Les mesures envisagées pour supprimer, limiter ou compenser les inconvénients des installations d'élevage induisent des surcoûts; Ces surcoûts sont mis en œuvre tout au long de l'année par l'entretien des sites et la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles.

Il faut également tenir compte des coûts liés au transport et à l'épandage des effluents qui comprennent l'amortissement du matériel, les coûts de fonctionnement et les charges de main d'œuvre (Cf. paragraphe 5.12).

VIII - CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

M. Mounet Jordan est titulaire d'un BTSA ACSE et d'une expérience dans le domaine agricole (parent agriculteur).

L'expertise comptable est assurée par le cabinet comptable CEF basé à Mérignac (voir attestation de capacité financière en annexe).

Cette exploitation dégage des marges brutes et des résultats nets satisfaisants. L'ensemble des ratios financiers sont globalement bons.

CONCLUSION

Cette étude concerne la création d'un atelier d'élevage avicole.

Les caractéristiques de cette exploitation agricole, ainsi que les dispositions prises, seront de nature à prévenir tout risque de pollution.

Cet élevage situé en zone agricole, disposera des moyens nécessaires pour ne pas affecter les caractéristiques de l'environnement général de la zone concernée.

M. MOUNET s'engage à mettre en œuvre les mesures détaillées dans cette étude pour respecter l'environnement et le milieu humain.

A MIRAMONT-SENSACQ

Le 25 janvier 2017

EARL DES COLLINES

M. MOUNET Jordan



EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan
« Le Mas »
40320 MIRAMONT-SENSACQ

Plan d'épandage

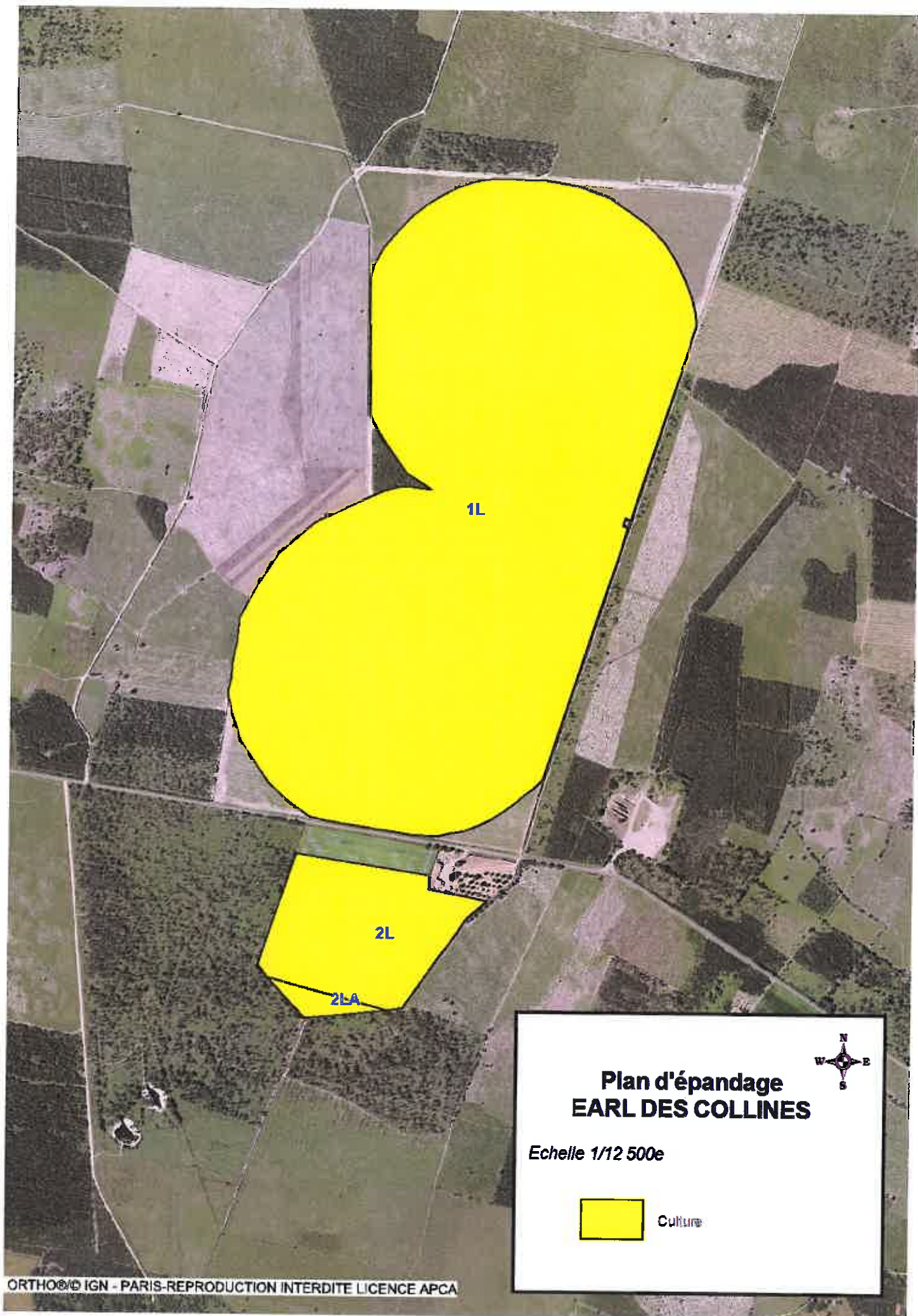
- Etat récapitulatif des parcelles d'épandage
- Cartographie des parcelles d'épandage
- Convention d'épandage (2)
- Bordereau de livraison d'effluent

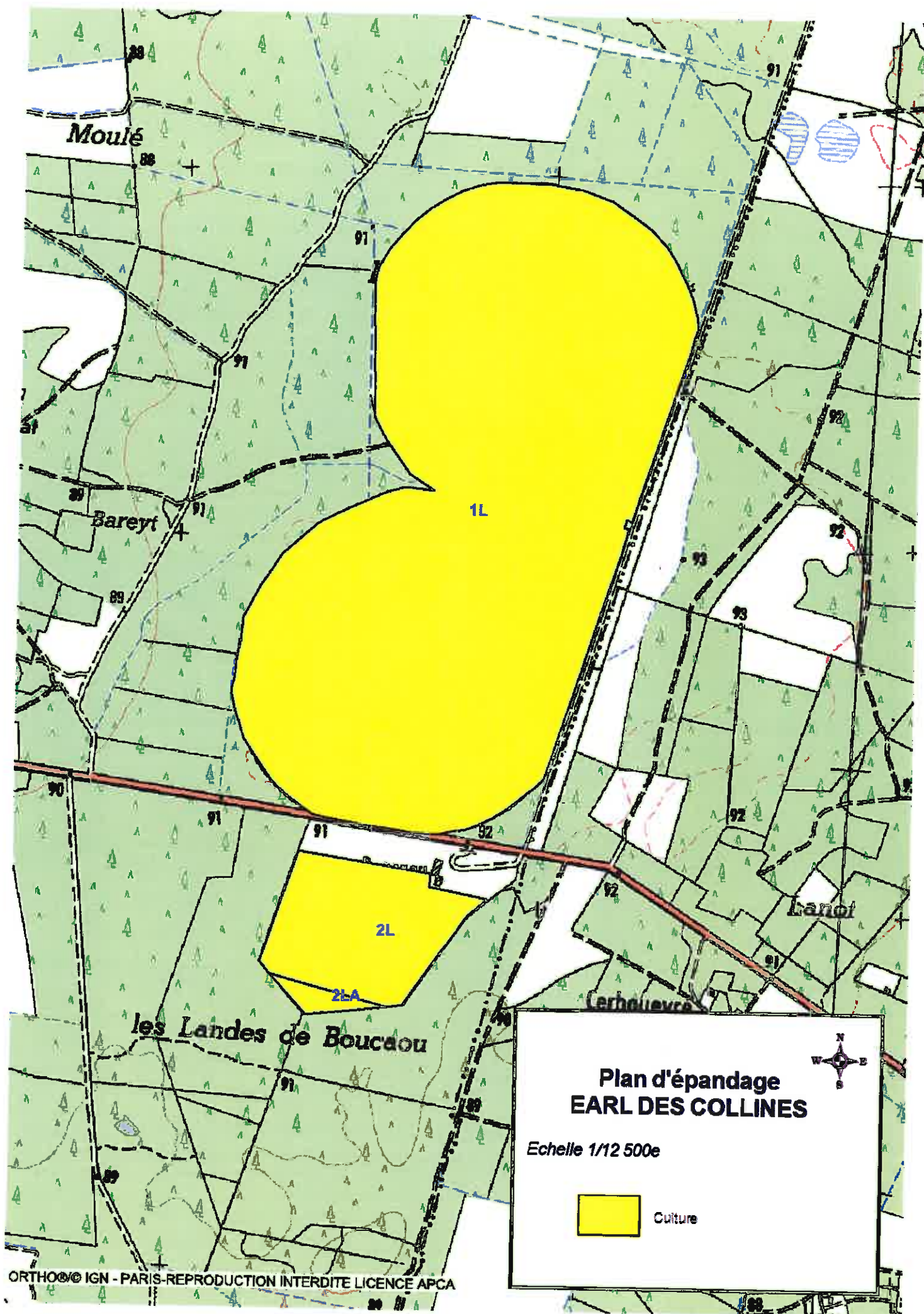
EARL LES COLLINES
319 route des Collines
40320 Miramont-sensacq

ETAT RECAPITULATIF DES PARCELLES D'EPANDAGE

Exploitant	îlot	Surface totale de l'îlot	Exclusion cours d'eau	Exclusion Eleveur (autre utilisation)	Exclusion tiers 50 m	SPE stricte	Occupation du sol	Surface exclue liée à l'occupation du sol	SPE de la campagne
SARL LAMOTHE	2LA	1,33	0,00	0,00	0,00	1,33	Culture Print	0,00	1,33
SCEA LAGRAVE	1L	140,95	0,00	0,44	0,00	140,51	Culture Print	0,00	140,51
SCEA LAGRAVE	2L	16,51	0,00	0,08	0,00	16,43	Culture Print	0,00	16,43
Total Mis à Disposition		158,79	0,00	0,52	0,00	158,27		0,00	158,27

Effluent : Fumier
SPE : Surface Potentiellement Epandable
Distance / tiers : 50 m
Distance / ruisseau : 35 m





Convention de mise à disposition de terrains pour l'épandage d'effluents d'élevage

Entre

Monsieur POUNET Jordan
Demeurant à Thurmannent
Représentant la société EARL DES BOUVES
Producteur de (1) Fumier
Et désigné dans ce qui suit par "le producteur"

Et

Monsieur LAMOTHE
Demeurant à MONTAUX
Représentant la société SARL LAMOTHE
Qui utilisera (1) Fumier
Et désigné dans ce qui suit par "le preneur"

AYANT ETE EXPOSE QUE

L'épandage s'effectue sous la responsabilité de l'éleveur (producteur) soumis à la réglementation des installations classées.

Le preneur accepte d'épandre ou de faire épandre (1) Fumier sur des terres qu'il exploite. Les terrains mis à disposition ne devront appartenir à aucun autre plan d'épandage. Il sera notamment impossible de prêter des parcelles déjà utilisées pour l'épandage de boue de station d'épuration ou d'effluents provenant d'élevage du preneur (2) ou tout autre agriculteur.

L'objectif de la présente convention est de parvenir à une valorisation agronomique optimale des effluents d'élevage. Cette convention précise la quantité d'effluents (Kg d'azote organique) mis à disposition par le producteur d'effluents au preneur en vue d'un épandage agricole.

(1) Préciser la nature de l'effluent : lisier, fumier etc...

(2) Dans le cas où le preneur possède un élevage les effectifs sont précisés en annexe.

Article 1 : objet de la convention

La présente convention porte sur l'épandage (1) *Fumier* produit par l'élevage de Monsieur *Daunet S.* le producteur, sur les parcelles exploitées par Monsieur *Camathu* le preneur et mises à disposition (voir liste ci-jointe). Ces parcelles mises à disposition font partie du plan d'épandage du producteur.

Monsieur *Camathu* le preneur atteste sur l'honneur que l'effectif animal détenu sur son exploitation produit *0* kg d'azote organique nécessitant *0* ha d'épandage à raison de *0* kg d'azote par ha.

La surface agricole d'épandage mise à disposition par le preneur est de *1.33* ha

L'exploitation recevra annuellement une quantité maximale de *200* Kg d'azote organique provenant de l'exploitation de M. *Daunet*

L'épandage de 170 kg d'azote organique/ha/an constitue un maximum.

Cependant le preneur s'attachera à respecter les préconisations données dans le plan d'épandage.

Article 2 : conditions d'épandage

Le preneur s'engage :

- à n'épandre que sur les parcelles ou parties de parcelles déclarées aptes à l'épandage ;
- à prendre en compte la valeur fertilisante de l'effluent (2) dans le raisonnement de sa fertilisation ;
- à fournir au producteur tous les renseignements nécessaires à la tenue du cahier d'épandage : date d'épandage, parcelles, surfaces, cultures implantées, quantités épandues (cf cahier épandage)

(1) Préciser la nature de l'effluent : lisier, fumier etc...

(2) Références CORPEN ou analyses réalisées par le producteur

Le producteur doit pouvoir justifier d'une destination correcte de l'effluent qu'il produit. Il s'engage donc :

- à fournir annuellement au maximum.....200.....kg d'azote organique provenant de l'installation classée au preneur ;
- à informer le preneur des prescriptions d'épandage ;
- à fournir au preneur toute donnée permettant une valorisation agronomique optimale de l'effluent ;
- à tenir le cahier d'épandage ;
- à trouver une surface agricole d'épandage équivalente (ou à mettre en place toute autre forme de traitements des effluents), dans le cas où la convention d'épandage serait résiliée par le preneur. Une nouvelle convention et une actualisation du plan d'épandage devront être communiquées au service des installations classées de la Préfecture.

Article 3 : organisation de l'épandage

Transport des effluents de l'ouvrage de stockage vers les parcelles d'épandage

- Réalisation parEARL des Collines.....
- Fourniture du matériel par⁴.....².....
- Prise en charge des frais par⁴.....².....

Epandage des effluents

- Réalisation parCURIA.....
- Fourniture du matériel parCURIA.....
- Prise en charge des frais par ...EARL des Collines.....

Enfouissement des effluents

- Réalisation parSARL LANTHE.....
- Fourniture du matériel par².....⁴.....
- Prise en charge des frais par⁴.....².....

Article 4 : Durée

La présente convention est établie pour une durée de 7 ans tacitement renouvelable.

Article 5 : Modification de la convention

Elle peut être résiliée en cours ou en fin de contrat, par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 12 mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle peut également être modifiée, après accord des 2 parties, sous forme d'avenant.

Toute modification ou résiliation devra être notifiée par le producteur à la Préfecture (service des Installations Classées).

Fait en deux exemplaires

A *Micromat - Senecey*
Le *21.12.2016*

Signature

Précédée de "lu et approuvé"

Le producteur,

"lu et approuvé"



Le preneur,

Lu et approuvé



Liste des parcelles mises à disposition

[illegible]

Convention de mise à disposition de terrains pour l'épandage d'effluents d'élevage

Entre

Monsieur POUNET JORJON
Demeurant à LE RAVIN T. de SEVERA
Représentant la société EARL DES COLINES
Producteur de (1) Fumier
Et désigné dans ce qui suit par "le producteur"

Et

Monsieur LAGOTHE
Demeurant à HOUTANX
Représentant la société SCEA LAGRAVE
Qui utilisera (1) du Fumier
Et désigné dans ce qui suit par "le preneur"

AYANT ETE EXPOSE QUE

L'épandage s'effectue sous la responsabilité de l'éleveur (producteur) soumis à la réglementation des installations classées.

Le preneur accepte d'épandre ou de faire épandre (1) du Fumier sur des terres qu'il exploite. Les terrains mis à disposition ne devront appartenir à aucun autre plan d'épandage. Il sera notamment impossible de prêter des parcelles déjà utilisées pour l'épandage de boue de station d'épuration ou d'effluents provenant d'élevage du preneur (2) ou tout autre agriculteur.

L'objectif de la présente convention est de parvenir à une valorisation agronomique optimale des effluents d'élevage. Cette convention précise la quantité d'effluents (Kg d'azote organique) mis à disposition par le producteur d'effluents au preneur en vue d'un épandage agricole.

(1) Préciser la nature de l'effluent : lisier, fumier etc...

(2) Dans le cas où le preneur possède un élevage les effectifs sont précisés en annexe.

Article 1 : objet de la convention

La présente convention porte sur l'épandage (1) Fumier produit par l'élevage de Monsieur POUJNET S le producteur, sur les parcelles exploitées par Monsieur LA NOTHE le preneur et mises à disposition (voir liste ci-jointe). Ces parcelles mises à disposition font partie du plan d'épandage du producteur.

Monsieur LA NOTHE le preneur atteste sur l'honneur que l'effectif animal détenu sur son exploitation produit 0 kg d'azote organique nécessitant 0 ha d'épandage à raison de 1 kg d'azote par ha.

La surface agricole d'épandage mise à disposition par le preneur est de 157 ha

L'exploitation recevra annuellement une quantité maximale de 11340 Kg d'azote organique provenant de l'exploitation de M. POUJNET

L'épandage de 170 kg d'azote organique/ha/an constitue un maximum.

Cependant le preneur s'attachera à respecter les préconisations données dans le plan d'épandage.

Article 2 : conditions d'épandage

Le preneur s'engage :

- à n'épandre que sur les parcelles ou parties de parcelles déclarées aptes à l'épandage ;
- à prendre en compte la valeur fertilisante de l'effluent (2) dans le raisonnement de sa fertilisation ;
- à fournir au producteur tous les renseignements nécessaires à la tenue du cahier d'épandage : date d'épandage, parcelles, surfaces, cultures implantées, quantités épandues (cf cahier épandage)

(1) Préciser la nature de l'effluent : lisier, fumier etc...

(2) Références CORPEN ou analyses réalisées par le producteur

Le producteur doit pouvoir justifier d'une destination correcte de l'effluent qu'il produit. Il s'engage donc :

- à fournir annuellement au maximum.....11340.....kg d'azote organique provenant de l'installation classée au preneur ;
- à informer le preneur des prescriptions d'épandage ;
- à fournir au preneur toute donnée permettant une valorisation agronomique optimale de l'effluent ;
- à tenir le cahier d'épandage ;
- à trouver une surface agricole d'épandage équivalente (ou à mettre en place toute autre forme de traitements des effluents), dans le cas où la convention d'épandage serait résiliée par le preneur. Une nouvelle convention et une actualisation du plan d'épandage devront être communiquées au service des installations classées de la Préfecture.

Article 3 : organisation de l'épandage

Transport des effluents de l'ouvrage de stockage vers les parcelles d'épandage

- Réalisation parEarl de Collin.....
- Fourniture du matériel par["].....["].....
- Prise en charge des frais par["].....["].....

Epandage des effluents

- Réalisation parCUMA.....
- Fourniture du matériel parCUMA.....
- Prise en charge des frais par ...Earl de Collin.....

Enfouissement des effluents

- Réalisation parSCEA LAGRAVE.....
- Fourniture du matériel par["].....["].....
- Prise en charge des frais par["].....["].....

Article 4 : Durée

La présente convention est établie pour une durée de 7 ans tacitement renouvelable.

Article 5 : Modification de la convention

Elle peut être résiliée en cours ou en fin de contrat, par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 12 mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle peut également être modifiée, après accord des 2 parties, sous forme d'avenant.

Toute modification ou résiliation devra être notifiée par le producteur à la Préfecture (service des Installations Classées).


Fait en deux exemplaires

A *Mirament - Senecey*
Le *21.12.16*


Signature

Précédée de "lu et approuvé"

Le producteur,

"lu et approuvé"


Le preneur,

lu et approuvé


Liste des parcelles mises à disposition

[illegible]

Bordereau de livraison de déjections animales

	Nom Exploitation	Nom/prénom agriculteur	Adresse
Exploitation productrice d'effluent			
Exploitation réceptrice d'effluent			

LIVRAISON					EPANDAGE				ENFOUISSEMENT	
Date	Nature du produit livré	Quantité (t ou m ³)	Teneur en azote	Quantité d'azote totale	Date	Parcelle(s) ou îlots(s) destiné(es) à l'épandage	Culture	Superficie épandue	Date	Mode

**Le Producteur
ET
le Receveur**

**doivent chacun garder
un exemplaire de ce bordereau
et le joindre à leur cahier d'épandage**

	Signature
Producteur	
Receveur	

EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan
« Le Mas »
40320 MIRAMONT-SENSACQ

**Autorisation d'exploiter
un élevage avicole**

Table des matières

<u>I – PREAMBULE.....</u>	<u>1</u>
1 - Risques internes liés à l'activité d'élevage.....	1
2 - Risques externes à l'élevage.....	1
<u>II – DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT.....</u>	<u>1</u>
<u>III – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET de leur FONCTIONNEMENT.....</u>	<u>1</u>
<u>IV – RISQUES D'ACCIDENTS et JUSTIFICATION DES MESURES RETENUES.....</u>	<u>1</u>
<u>V – METHODES ET MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT.....</u>	<u>3</u>
<u>VI – CONCLUSION.....</u>	<u>3</u>
<u>Hygiène et sécurité.....</u>	<u>4</u>

I - PREAMBULE

Cette étude décrit les dangers en cas d'accident et les mesures prises par l'Earl des Collines pour réduire les probabilités et les effets d'un accident.

En effet l'activité agricole comporte, du fait de son exploitation, un certain nombre de risques pour « l'environnement de l'exploitation ».

Ces risques sont de deux ordres :

1 - Risques internes liés à l'activité d'élevage

2 - Risques externes à l'élevage

1 - Risques internes liés à l'activité d'élevage

Dans le cas de l'activité d'élevage de l'Earl des Collines quatre dangers majeurs ont été mis en évidence :

- 1) Fuite accidentelle de liquide (effluent, combustible).
- 2) Incendie avec comme principale origine une défaillance du système électrique ou du chauffage au gaz.
- 3) Explosion : ce risque (rattaché au risque incendie) pourrait provenir principalement des cuves de gaz, voire des machines agricoles suite à un dysfonctionnement.
- 4) Accidents corporels qui peuvent être provoqués par :
 - les engins agricoles
 - le matériel électrique
 - l'explosion ou l'incendie d'un bâtiment agricole
 - l'asphyxie par des fermentations ou due au monoxyde de carbone généré, notamment, par une mauvaise combustion du gaz du système de chauffage ou une défaillance de la ventilation.

2 - Risques externes à l'élevage

Les risques identifiés sont essentiellement d'ordre climatique (inondation, foudre, tempête).

II – DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

Située sur la commune de Miramont-Sensacq, la zone 1 d'élevage se trouve dans la région du Tursan.

Localisée sur la commune de Lesperon, la zone 2 d'épandage est située dans la région de la Grande Lande, également appelée Haute Lande.

Le climat et les conditions géologiques ne constitueront pas des conditions aggravantes. Le site d'élevage sera installé dans un secteur où la culture de maïs prédomine. Cet environnement se compose de forêts de feuillus, d'îlots de terres cultivées en maïs, de voies communales qui longent les installations, de bâti épars.

Sur les deux Zones considérées, le relief est plat, l'altitude moyenne sur ces zones est de l'ordre de 100 m. Cette topographie peu marquée est entaillée par les vallées des ruisseaux.

Sur les deux zones d'élevage, les bâtiments sont installés à l'écart des populations dans des sites naturels.

Les intérêts à protéger seront donc le cours d'eau situé à proximité et en aval de l'exploitation, ainsi que les habitations proches du site d'élevage, les riverains et les utilisateurs de la voie communale menant au site d'élevage et les personnes situées à proximité des terrains d'épandage ainsi que les exploitants.

III – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET DE LEUR FONCTIONNEMENT

Le projet de l'Earl prévoit la construction de 2 bâtiments de 1200 m² afin d'élever des volailles et d'un hangar de stockage de la litière et du fumier.

Les activités d'élevage se tiendront sur le site de Miramont-Sensacq tandis que l'épandage sera réalisé sur des parcelles agricoles sur la commune de Lesperon. L'ensemble des installations et leur fonctionnement sont décrits dans l'étude d'impact (paragraphe 3).

Aucune habitation de tiers n'est recensée dans un rayon de 300 m autour des installations en projet.

Le fonctionnement de l'élevage nécessitera la mise en place d'électricité principalement pour l'éclairage, l'alimentation et la ventilation, l'installation de cuves de gaz (2 x 1750 kg) pour le chauffage des animaux, le branchement au réseau adduction en eau potable pour l'abreuvement des animaux et le lavage des installations et de 4 silos de 18 m³ pour le stockage de l'aliment.

Compte tenu des mesures de biosécurité, un sas sanitaire sera mis en place à l'entrée de l'élevage ; celui-ci sera équipé de sanitaire (douche – wc) et sera relié à une station autonome de traitement.

L'étude d'impact précise les quantités stockées et les moyen de lutte présents sur le site d'exploitation ainsi que l'approvisionnement qui correspond principalement aux livraisons des animaux et d'aliments. L'activité de l'élevage n'augmentera pas de façon significative l'intensité du trafic.

IV – RISQUES D'ACCIDENTS ET JUSTIFICATION DES MESURES RETENUES

• *Risques internes liés à l'activité d'élevage*

Dans le cas de l'activité d'élevage de l'Earl des Collines, quatre dangers majeurs ont été mis en évidence :

- **Fuite accidentelle** de liquide par rupture des cuves de fuel, ou de stockage des eaux de lavage, par débordement de celles-ci).

Les conséquences sont :

- Une pollution possible de l'eau et du sous-sol,
- Un incendie des cuves d'hydrocarbure ou du matériel agricole,
- Une atteinte à la santé des hommes et des animaux.

Les mesures prises par l'Earl des Collines (entretien du matériel, gestion d'effluent) permettent de limiter ces dangers. Le risque de *fuite accidentelle* est considéré comme faible compte tenu des dispositions prises par l'exploitant à savoir

- Emploi peu fréquent de produits dangereux (produit vétérinaire, désinfectant, hydrocarbure) stockés dans un local adapté,
- Stockage du fuel dans une cuve à fuel double paroi d'un faible volume (300 l)
- Gestion rationnelle des effluents (stockage sur fumière couverte, épandage à 35 m des ruisseaux).

- **L'incendie** : C'est le risque principal pour les élevages de volailles (80% des sinistres, source Groupama) avec comme principale origine une défaillance du système électrique ou du chauffage au gaz).

- **L'explosion** : ce risque (rattaché au risque incendie) pourrait provenir principalement des cuves de gaz, voire des machines agricoles suite à un dysfonctionnement.

Les conséquences seraient une destruction partielle voir totale des bâtiments en cause et de leur environnement immédiat (5 -10 m). Ce risque d'incendie est généralement associé à la production d'épaisse fumée pouvant s'avérer dangereuse par intoxication voire des brûlures et également générer une gêne vis à vis du voisinage.

Des produits inflammables seront stockés mais les risques sont faibles compte tenu que les stockages seront limités en nombre et de faible contenance (deux cuves de gaz de 1750 kg – une cuve double paroi de fuel de 300 l).

Ces différents stockages (gaz/fuel) seront installés selon les normes de sécurité et bénéficient d'un contrat de maintenance avec les différents prestataires. A noter que l'Earl des Collines a opté pour un chauffage des bâtiments par plancher chauffant. Ce système évite la mise en place de radiant gaz dans le bâtiment et réduit ainsi le risque d'incendie.

Pour faciliter la lutte contre un incendie, des espaces de circulation d'au moins 10 mètres sont prévus autour des bâtiments. Des extincteurs seront installés dans l'ensemble des bâtiments et notamment à proximité des sources probables d'incendie (cuve fuel, armoire électrique, chaudière, cuve de gaz). Ces extincteurs seront adaptés au type de feu à combattre.

Les mesures de prévention mises en œuvre par l'exploitant contre un incendie ou une explosion sont :

- Chauffage par plancher chauffant
- l'entretien du matériel et des abords
- l'affichage des consignes
- la dispersion des bâtiments
- la facilité d'accès au site
- la présence d'extincteurs sur l'exploitation
- contrat de maintenance des installations
- la présence de borne d'irrigation et de la retenue collinaire

- **Les accidents corporels** peuvent être provoqués par :

- les engins agricoles,
- le matériel électrique
- l'explosion ou l'incendie d'un bâtiment agricole
- l'asphyxie par des fermentations ou due au monoxyde de carbone généré, notamment, par une mauvaise combustion du gaz du système de chauffage ou une défaillance de la ventilation.

Les conséquences pour les exploitants sont des blessures ou des traumatismes plus ou moins graves.

Les mesures prises sont la sécurisation des installations électriques et de gaz, l'information des personnes sur les risques et les précautions à prendre par l'affichage des consignes.

- **Risques externes à l'élevage**

Les risques identifiés sont essentiellement d'ordre climatique :

- Inondation
- Foudre
- Tempête

Ces risques peuvent entraîner la destruction partielle ou totale des bâtiments mais également du cheptel. Dans le cas d'inondation elles peuvent entraîner des pollutions par débordement dans le milieu.

Dans la zone considérée, ces risques sont qualifiés de faibles.

V – METHODES ET MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

Le numéro de téléphone des centres de secours sera en évidence près du poste téléphonique.

- n° d'appel des sapeurs-pompiers : 18
- n° d'appel de la gendarmerie : 17
- n° d'appel du Samu : 15
- n° d'appel à partir d'un poste fixe : 112

Pendant les heures de travail, M. Mounet aura la possibilité d'intervenir rapidement pour limiter le sinistre. Les précautions requises seront mises en œuvre lors de la réalisation de travaux à point chaud (chalumeau, meuleuse ...).

En dehors des heures de travail, le site sera équipé d'alarme qui prévient l'exploitant. En effet l'ensemble des bâtiments d'élevage est sous régulation contrôlée, une élévation anormale de température déclenchera l'alarme sonore et le transmetteur téléphonique.

VI – CONCLUSION

Conscient des risques présents sur une installation d'élevage, l'Earl des Collines mettra en œuvre les mesures préventives efficaces pour d'éviter les risques d'accident afin de préserver son outil de travail.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL

Les personnes travaillant sur les sites de l'Earl des Collines sont M. Mounet, gérant de l'Earl, et un salarié. Ces personnes bénéficient d'un suivi médical dans le cadre de la Mutualité Sociale Agricole.

Pour une bonne hygiène et pour le confort du personnel, un local (Lt) est réservé sur le site d'exploitation pour le vestiaire, le réfectoire.

Des vêtements adaptés (cotes, bottes) seront utilisés pour les travaux pour garantir l'hygiène et la sécurité.

Lors des opérations de désinfection, les intervenants prendront les précautions nécessaires et manipuleront les produits avec des gants et des lunettes.

Des mesures sont prises pour garantir la sécurité vis à vis du stockage de fuel. Les rejets accidentels de fuel dans le milieu seront évités par la mise en place d'une cuve double paroi.

Les installations électriques seront mises en place par un installateur agréé EDF ; elles seront conformes aux normes en vigueur.

Les installations de gaz bénéficieront d'un contrat de maintenance par le fournisseur.

Dossier d'évaluation des incidences Natura 2000

Création d'un élevage de Cailles soumis à Autorisation au titre de la rubrique 3660



**EARL DES COLLINES
M. MOUNET Jordan
« Le Mas »
40320 MIRAMONT-SENSACQ**

Table des matières

Principe de l'étude d'incidences.....	3
I - Nature du projet.....	4
II - Situation du projet par rapport aux sites Natura 2000.....	4
III - Localisation des sites Natura 2000 Carte	5
IV - Identification des sites Natura 2000.....	5
Zone 1 : Elevage Appellation : Coteaux du Tursan	5
Zone 2 : Epandage Appellation : Zone humide de l'ancien étang de Lit et Mixe	6
V - Analyse des impacts du projet sur les sites Natural2000	7
VI - Mesures réductrices d'impact ou de prévention.....	8
VII - Conclusion	8

Principe de l'étude d'incidences

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels résultant de l'application de deux directives européennes : la directive « Habitats Faune Flore¹ » et la directive « Oiseaux² ». Ces sites naturels sont désignés pour la rareté, la fragilité ou le caractère remarquable des espèces (végétales et animales) ou des habitats naturels qu'ils abritent.

Ces sites sont définis par :

- un périmètre ;
- les habitats et les espèces qui ont motivé leur désignation, identifiés dans le Formulaire Standard de Données (FSD).

L'évaluation des incidences Natura 2000 consiste à vérifier que les aménagements réalisés dans un projet ou les pratiques ne portent pas atteinte à la conservation des habitats et espèces ayant justifié la désignation d'un ou plusieurs sites Natura 2000.

L'évaluation des incidences Natura 2000 repose sur une démarche itérative et intégrée où les enjeux de préservation de la biodiversité remarquable contribuent à la définition du projet. De fait, il importe d'entamer cette réflexion le plus en amont possible à un stade où les ajustements sont encore possibles.

Le dossier d'évaluation des incidences formalise et restitue cette réflexion. Proportionné à l'importance des impacts potentiels du projet et aux enjeux de conservation des sites Natura 2000, le contenu du dossier est progressif en fonction des incidences potentielles du projet :

- Une évaluation des incidences Natura 2000 **simplifiée** peut être suffisante lorsque la conclusion sur l'absence d'incidence sur les sites Natura 2000 est évidente.
- Une évaluation des incidences Natura 2000 **complète** reposant sur une analyse approfondie s'impose lorsque des impacts potentiels sont prévisibles.

A la différence de l'étude d'impact, l'évaluation des incidences Natura 2000 ne porte pas sur les effets du projet sur l'environnement dans son ensemble mais est ciblée sur l'analyse de ses effets sur les objectifs de conservation du site Natura 2000.

Ce dossier répond donc aux attentes des prescriptions de NATURA 2000 concernant l'évaluation des incidences du projet sur le milieu naturel. Il est basé sur une étude bibliographique et une première visite de terrain. Si cela doit s'avérer nécessaire, au vu des éléments bibliographiques, de la première visite de terrain et en fonction des enjeux environnementaux relevés, une nouvelle visite de terrain sera à prévoir.

Les ICPE élevage classées à autorisation figurent sur la liste nationale, elles sont de fait soumises à évaluation des incidences, qu'elles soient situées ou non en site Natura 2000 (art. R. 414-19-I, 3° du code de l'environnement).

Le dossier d'évaluation des incidences constitue une pièce à part entière du dossier de demande d'autorisation.

I - Nature du projet

Présentation du demandeur

Nom : EARL DES COLLINES
Administration de la société : M. MOUNET Jordan
Adresse : Le Mas – 40320 MIRAMONT-SENSACQ
Statut juridique : Exploitation A Responsabilité Limitée
N° de Registre du commerce : 794 726 794 RCS Mont de Marsan (09/08/2013)
Code APE : 0147 Z
Téléphone : 06 48 60 60 91

Le présent dossier concerne la création d'un atelier avicole (caille) par l'Earl des Collines. Cet atelier sera soumis à autorisation sous la rubrique 3660.

L'élevage des cailles sera réalisé dans 2 bâtiments de 1200 m² qui seront situés sur la commune de Miramont-Sensacq. La parcelle où seront implantés les bâtiments est une parcelle actuellement cultivée à faible potentiel agronomique.

Les techniques d'élevage seront celles d'un élevage de volailles en claustration. Le fumier issu de la litière accumulée sera préalablement stocké sur une fumière bétonnée couverte de 170 m² puis épandu sur la commune de Lesperon sur 158 hectares cultivés en maïs. Ces épandages auront lieu au printemps avant implantation d'un maïs, voire à l'automne avant l'implantation d'un couvert végétal.

Les surfaces étudiées dans le cadre de l'étude d'impact sont réparties sur deux zones distinctes qui correspondent :

- aux parcelles où sera localisée l'activité d'élevage (zone 1)
- aux parcelles d'épandage (zone 2)

II - Situation du projet par rapport aux sites Natura 2000

Les différentes communes concernées par le projet sont les suivantes :

Commune concernée par le site d'élevage	Communes concernées par le rayon d'action de 3 km (élevage)	Communes concernées par l'épandage des effluents	Communes concernées par le rayon de 3 km (épandage)
Zone 1		Zone 2	
MIRAMONT-SENSACQ	<u>Landes</u> MIRAMONT-SENSACQ LATRILLE LAURET SAINT AGNET SARRON <u>Pyrénées Atlantiques</u> BOUEILH BOUEILHO LASQUE GARLIN	LESPERON	LESPERON ONESSE ET LAHARIE RION DES LANDES GAROSSE SINDERES

Cf. localisation sur l'extrait de carte IGN présenté page ci-après.

Zone 1 : Elevage

Un seul site Natura 2000 se trouve sur le territoire communal de Miramont-Sensacq. Il s'agit de : **Coteaux du Tursan (FR7200771)**.

La parcelle où seront implantés les bâtiments se situe à 2 km 800 de cette zone.

Zone 2 : Epandage

Un seul site Natura 2000 se trouve sur le territoire communal de Lesperon. Il s'agit du site de : **zone humide de l'ancien étang de Lit et Mixe (FR7200715)**.

L'îlot d'épandage le plus proche se trouve à environ 3.8 km de ce site.

III - Localisation des sites Natura 2000

IV - Identification des sites Natura 2000

Zone 1 : Elevage

Appellation : Coteaux du Tursan

Code : FR7200771

Ce site est présent sur les communes de Castelnau Tursan, Clèdes, Geaune, Lauret, Mauries, Miramont-Sensacq, Payros Cazautets, Pimbo, Puyol Cazalet.



Caractéristiques du site

Situé dans le sud des Landes, le Tursan fait partie du piémont pyrénéen. Les coteaux de ce territoire, surplombant les vallées des ruisseaux du Gabas, du Bas et du Petit Bas, constituent le point culminant du département.

Les coteaux contrastent fortement au sein du paysage du Tursan, essentiellement dominé par la culture de maïs. Ils constituent une mosaïque d'habitats naturels, refuges pour tout un cortège d'espèces animales et végétales.

Le site Natura 2000 désigné comme Site d'Importance Communautaire (décision du 7 décembre 2004) s'étend sur 1000 hectares dont 120 de pelouses calcaires et 600 de boisement. Il est composé de 64 unités ou coteaux dont la superficie varie de 1,2 à 105 hectares, l'ensemble réparti sur 12 communes.

Qualité et importance

Les surfaces du système calcicole extensif (pelouse - ourlet - fourrés), ainsi que les mares constituent l'intérêt écologique principal du site. La pelouse méso-xérophile marnicole constitue un des enjeux majeurs en termes de conservation du patrimoine naturel du site.

Les zones de boisements feuillus (chênes principalement) constituent des habitats importants pour plusieurs espèces d'intérêt communautaire.

Vulnérabilité

Du point de vue de la conservation des espèces, seules celles qui présentent une forte amplitude écologique sont capables de s'adapter à l'évolution des pelouses calcaires vers des fourrés de genévriers. Les autres, inféodées aux pelouses, disparaîtront rapidement. L'évolution naturelle des pelouses calcaires constitue le facteur limitant qui détermine leur raréfaction dans le site. Les mares, de taille réduite dans le Tursan, sont très sensibles au phénomène de comblement. Elles n'ont d'ailleurs pu se maintenir que grâce à un entretien régulier par les éleveurs. La présence de mares est indispensable pour la reproduction de nombreuses espèces animales, dont plusieurs batraciens.

Liste des habitats (* Habitats prioritaires)

- 6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables) : 46 ha
- 3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à *Chara* spp. 1 ha
- 6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*) : 1 ha
- 5130 - Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires : 58,89 ha
- 9230 - Chênaies galicio-portugaises à *Quercus robur* et *Quercus pyrenaica* : 2,79 ha

Espèces Mentionnées à l'article 4 de la directive 79/409/CEE

- Mammifères visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE

- 1303 - *Rhinolophus hipposideros*
- 1308 - *Barbastella barbastellus*
- 1321 - *Myotis emarginatus*

- Invertébré visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE

- 1041 - *Oxygastra curtisii*
- 1044 - *Coenagrion mercuriale*
- 1060 - *Lycaena dispar*
- 1065 - *Euphydryas aurinia*
- 1083 - *Lucanus cervus*
- 1088 - *Cerambyx cerdo*

Zone 2 : Epan dage

Appellation : Zone humide de l'ancien étang de Lit et Mixe

Code : FR7200715



Caractéristique du site

Ce site Natura 2000 est constitué d'un réseau hydrographique, de zones humides et de milieux naturels associés, situés au centre d'un bassin versant côtier accueillant des activités traditionnelles (chasse et pêche), de loisir de plein air et socio-économiques (tourisme, agriculture, sylviculture). Les deux cours d'eau principaux, le Vignac et le Courlis, donnent naissance au courant de Contis, exutoire du bassin versant remanié au cours de l'Histoire.

D'une superficie de 2254 ha, le site est composé de nombreux habitats spécifiques de zones humides du domaine Atlantique et des espèces végétales et animales rares à l'échelle européenne.

Qualité et importance

Diversité des milieux boisés humides et présence d'habitats tourbeux.

Vulnérabilité

Colonisation progressive des milieux ouverts par les ligneux.

Liste des habitats (* Habitats prioritaires)

6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (175,04 ha)

4020 - Landes humides atlantiques tempérées à *Erica ciliaris* et *Erica tetralix* * (218,8 ha)

91E0 - Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) * (918,96 ha)

9230 - Chênaies galicio-portugaises à *Quercus robur* et *Quercus pyrenaica* (875,2 ha)

Espèces Mentionnées à l'article 4 de la directive 79/409/CEE

- Mammifères visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE

1355 - *Lutra lutra*

1356 - *Mustela lutreola*

- Reptiles visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

1220 - *Emys orbicularis*

- Invertébré visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

1044 - *Coenagrion mercuriale*

V - Analyse des impacts du projet sur les sites Natura 2000

Cette partie se base sur une étude bibliographique (différents zonages environnementaux, Documents d'objectifs des sites Natura 2000, résumés non technique) et une visite de terrain réalisée dans la journée du mercredi 10 juin 2016.

Les bâtiments qui vont être créés ainsi que les parcelles d'épandages se situent en dehors des sites Natura 2000 du territoire.

Les travaux d'aménagement du site vont entraîner des gênes durant la mise en œuvre du projet notamment par l'emprise au sol du projet, le dépôt temporaire de matériaux. Ces travaux pourraient également avoir des effets indirects comme la modification de la circulation des eaux souterraines. Il en est de même lors de l'exploitation du site d'élevage.

Les travaux d'épandage sur les parcelles concernées vont engendrer un léger tassement de sol. Le passage répété des engins agricoles est en effet à l'origine de pression sur la surface du sol ce qui peut provoquer, en terrain humide, une asphyxie du sol.

L'épandage du fumier peut également avoir un impact sur la qualité de l'eau du site Natura 2000. En effet le fumier contient des éléments minéraux et organiques qui peuvent par ruissellement ou lessivage entraîner des pollutions du milieu aquatique. Le tableau suivant récapitule les impacts engendrés par l'activité d'élevage et d'épandage du fumier de l'Eurl des collines sur les parcelles cultivées et sur les espèces présentes.

Milieu	Type de travaux	Nuisances
Sol	Tassement du sol	Indirect et temporaire
Milieu aquatique	Risque de pollution des cours d'eau	Indirect et temporaire
Habitat	Maintien de la mosaïque de culture	Direct et permanent
Faune -flore	Maintien de la mosaïque de culture	Direct et permanent
	Bruit	Direct et Temporaire
	Risque de pollution des cours d'eau	Indirect et temporaire

La nature du projet (bâtiment en claustration, effluent solide) et la distance d'implantation vis à vis des sites Natura 2000 font que les risques d'impact direct ou indirect sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire et sur l'atteinte des objectifs des sites Natura 2000 sont donc considérés comme nul.

VI - Mesures réductrices d'impact ou de prévention

Le tableau ci-dessus montre que les travaux n'auront à priori pas d'impacts négatifs importants sur les espèces d'intérêt communautaire. Quatre points sont à prendre en compte :

- **Tassement du sol** : travaux légers (suivent un cahier des charges strict) et temporaires.
- **Pollution des cours d'eau** : impact temporaire et quasi nul puisque les travaux suivent un cahier des charges strict qui interdit l'épandage à moins de 35 mètres d'un cours d'eau. Enfin, le plan d'épandage est établi selon des contraintes réglementaires spécifiques et les épandages sont organisés de sorte à respecter les doses agronomiques appropriées. Enfin, l'activité d'épandage sera privilégiée au cours du printemps et de l'automne juste avant la culture du maïs ou le semis d'un couvert végétal de type « piège à nitrates ». Le risque de pollution par lessivage sera donc **faible**. De plus, cette pratique ne doit pas se faire par temps de gel ni de pluie, le lessivage sera alors largement diminué.
- **Bruit occasionné par les engins agricoles** : très temporaire et qui plus est, les travaux auront lieu prioritairement hors période d'hivernation.
- **Maintien de la mosaïque de culture**. La mise en place de cette pratique ne génère aucune modification de l'occupation du sol. L'intérêt des parcelles de maïs notamment pour l'avifaune sera donc conservé et la mosaïque de culture indispensable au sein du site Natura 2000 restera inchangée.

VII - Conclusion

Les parcelles concernées par le projet de l'Earl des Collines (élevage et épandage), ne sont pas des habitats d'intérêt communautaire au sein des sites Natura 2000 « Coteaux du Tursan » et « zone humide de l'ancien étang de Lit et Mixe ».

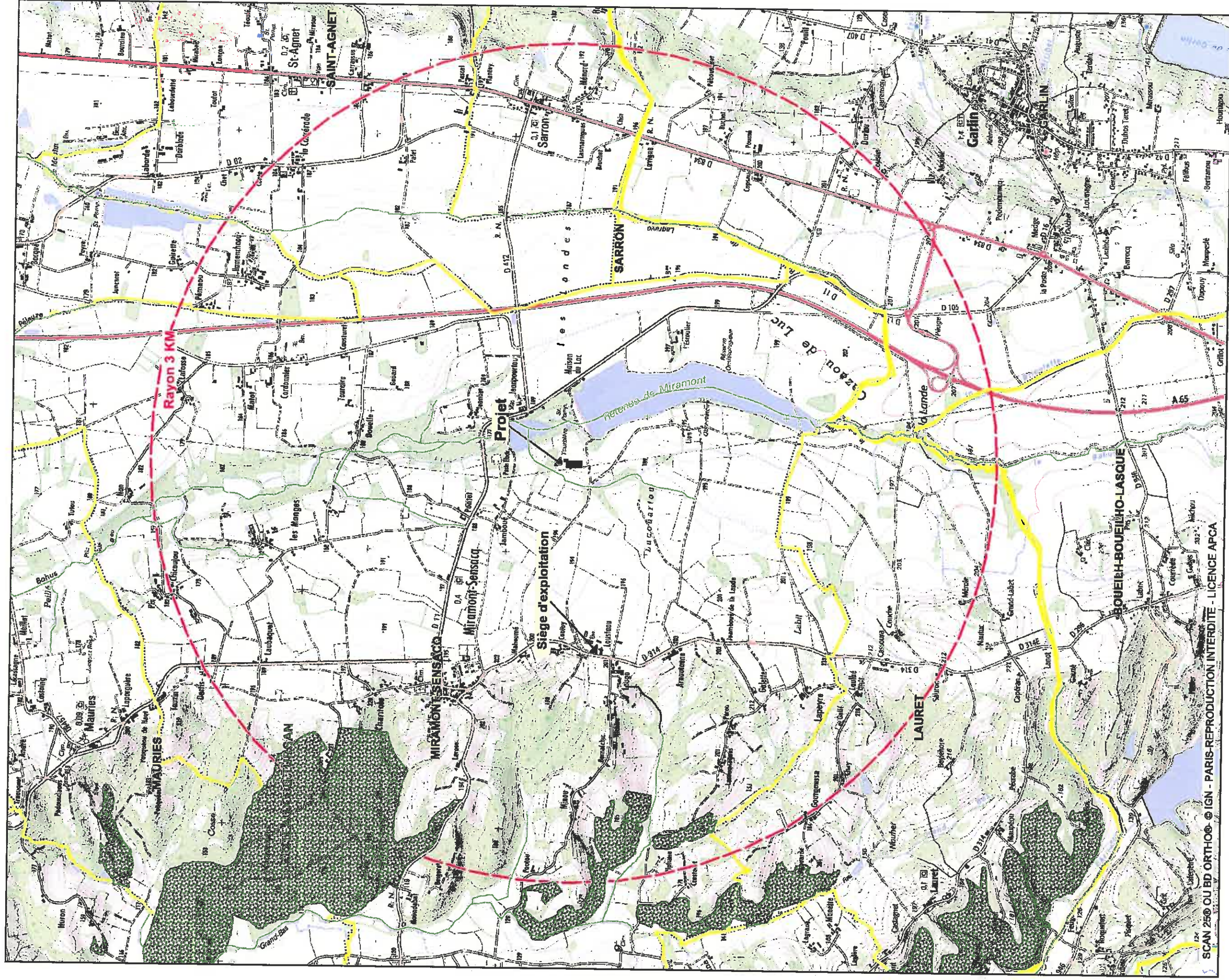
Même si elles présentent un intérêt pour la faune et l'avifaune, les activités d'élevage et d'épandage n'auront pas d'incidence sur les habitats et les espèces d'autant qu'elles respectent des exigences particulières (nature du projet, distances vis à vis des zones Natura 2000, respect des périodes, des doses et des règles d'épandage).

L'ensemble des conditions est ainsi réuni pour que ce projet apporte toutes les garanties vis à vis du milieu environnant.

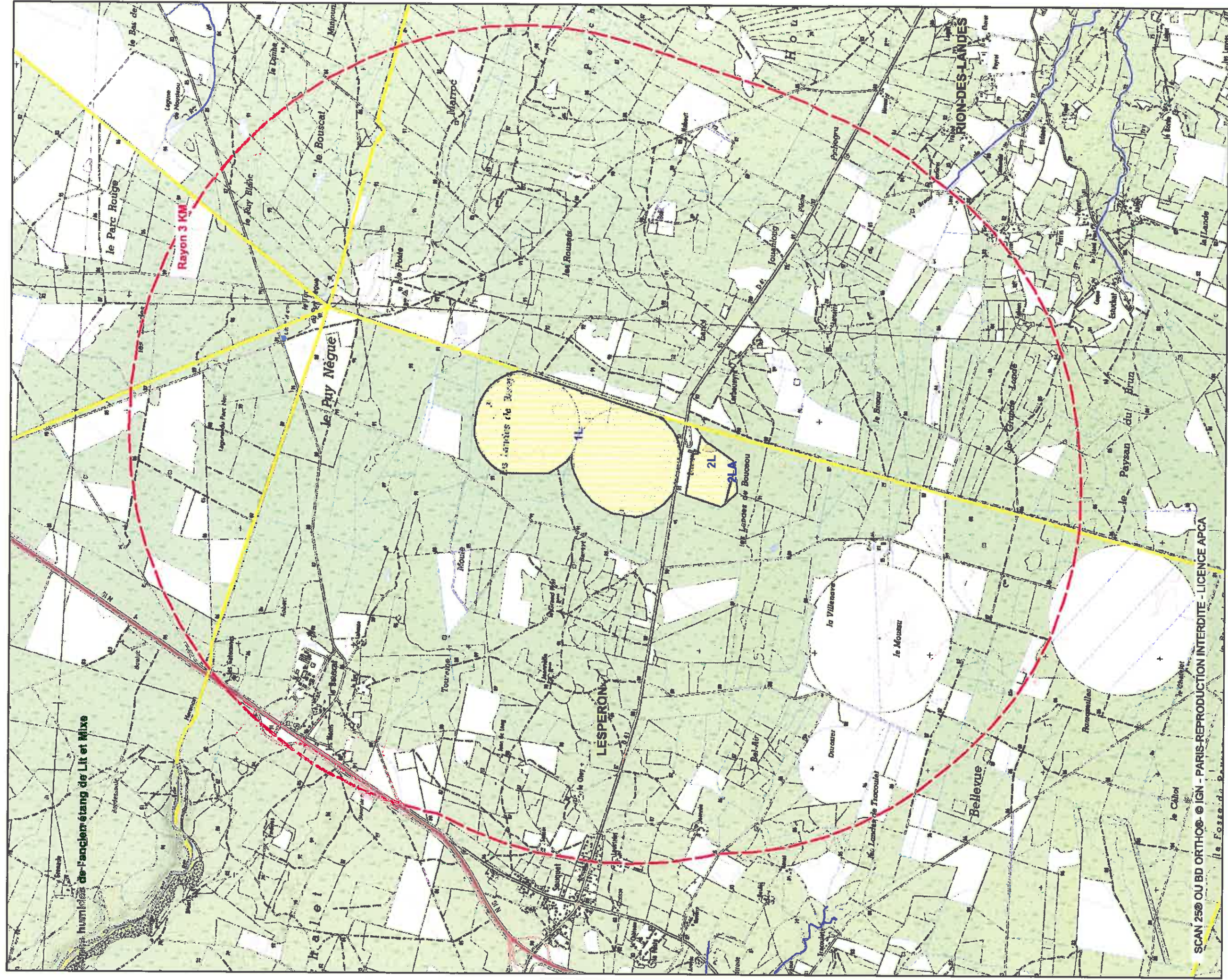
Zonage Natura 2000 - échelle 1/25000

EARL DES COLLINES

Zone 1 - Elevage



Zone 2 - Parcelles



Annexes

- I - Extrait du registre du commerce et des sociétés
- II - Récépissé de déclaration
- III - Estimation des rejets (GEREP)
- IV - Etude économique
- V - Attestation de capacité financière
- VI - Permis de construire
- VII - Diagnostic DexeI
- VIII - Notice chauffage par le sol
- IX - Zonage environnementaux

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
au 12 Août 2013

IDENTIFICATION

<i>Dénomination sociale</i>	EARL DES COLLINES
<i>Numéro d'immatriculation</i>	794 726 794 R.C.S. MONT DE MARSAN
<i>Date d'immatriculation</i>	09/08/2013

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

<i>Adresse du siège</i>	le Mas 40320 Miramont-Sensacq
<i>Forme juridique</i>	Exploitation agricole à responsabilité limitée
<i>Capital</i>	8 000,00 Euros
<i>Principales activités de l'entreprise</i>	La maîtrise et l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle et plus spécifiquement l'exercice de l'activité de gavage de canards
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 08/08/2112
<i>Constitution</i>	Au greffe du Tribunal de Commerce de MONT DE MARSAN le 09/08/2013
<i>Dépôt d'actes constitutifs</i>	N° 2013A1471 du 09/08/2013
<i>Journal d'annonces légales</i>	Les annonces landaises du 03/08/2013

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE

Gérant

<i>Nom / Prénoms</i>	MOUNET Jordan
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 07/03/1993 à Mont-de-Marsan (40)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Demeurant</i>	le Mas 40320 Miramont-Sensacq

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL ET A L'ACTIVITE

<i>Adresse de l'établissement principal</i>	le Mas 40320 Miramont-Sensacq
<i>SIRET - NAF</i>	794 726 794 00017 - 0149Z
<i>Activités exercées dans l'établissement</i>	Gavage de canards
<i>Date de début d'activité</i>	20/07/2013
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

PREFET DES LANDES

Direction de la réglementation et des
Libertés publiques
bureau des élections, de la réglementation et des
installations classées pour la protection de
l'environnement
Dossier suivi par B. LABAT

RECEPISSE N° 04295
DE DECLARATION D'INSTALLATIONS CLASSEES

LE PREFET DES LANDES,

VU le code de l'environnement,
VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les
élevages de bovins, de volailles et/ou gibier à plumes et de porcs soumis à déclaration au titre du livre V du
code de l'environnement,

DONNE RECEPISSE A

Monsieur Jordan MOUNET
EARL DES COLLINES
319 route des collines
40320 MIRAMONT SENSACQ

le récépissé n° 04295 du

- 2 AOUT 2013

relatif à la création d'un élevage avicole, situé sur le territoire de la commune de MIRAMONT SENSACQ

- relevant de la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique n° 2111-3 pour un élevage
comprenant 1 728 canards en gavage, soit 12 096 animaux équivalents.

AVIS IMPORTANT

Les activités soumises à simple déclaration n'appellent aucune autorisation administrative au titre
du code de l'environnement.

Le présent récépissé de déclaration n'a donc pas valeur d'autorisation et l'attention du déclarant est
attirée sur le fait qu'il doit solliciter toutes les autorisations prévues par les dispositions législatives ou
réglementaires particulières, notamment celles du code de l'urbanisme (permis de construire). En cas
d'installation dans des locaux existants, il devra vérifier si l'exercice de son activité est compatible avec les
documents d'urbanisme de la commune ou, éventuellement, le cahier des charges d'un lotissement.

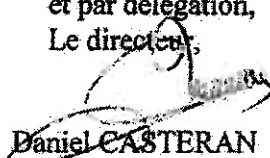
DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément au décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L 514-6 du code de
l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages travaux et
activités visés à l'article L 214-1 du code de l'environnement :

- un délai de deux mois est laissé à l'exploitant à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, pour déférer
cette décision auprès du tribunal administratif de PAU,
- un délai d'un an est laissé aux tiers à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision, pour la déférer
auprès du tribunal administratif de PAU ; il est prolongé de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci
n'est pas intervenue dans les six mois suivant la publication ou l'affichage de la décision.

Mont-de-Marsan, le
Pour le préfet,
et par délégation,
Le directeur,

- 2 AOUT 2013


Daniel CASTERAN

EARL DES COLLINES - DECLARATION GEREP ELEVAGE

Quel est le but de cet outil ?

Cet outil a pour vocation d'aider les déclarants à quantifier les émissions de CH₄, N₂O, NH₃, TSP et PM₁₀ des élevages de volailles soumis à déclaration des émissions dans l'air, au titre de la directive IED. Il s'accompagne d'un guide utilisateur, appelé : "Guide utilisateur pour le remplissage de l'outil de déclaration

L'outil a été développé de manière à refléter l'ensemble des situations possibles pour les élevages IED de volailles et de porcs et calcule les émissions en fonction des renseignements apportés par l'exploitant.

Que dois-je renseigner ?

L'outil a été construit de manière à ce que le déclarant n'ait qu'à remplir des éléments descriptifs concernant sa production et sa gestion des effluents. En principe, il n'y a aucun calcul à effectuer par le déclarant.

Le déclarant doit renseigner les informations pour tous ses bâtiments au sein de l'onglet "Exploitation".

animale de nature différente élevée au sein du même bâtiment. Exemple : si l'éleveur possède un bâtiment, au sein duquel il élève successivement une bande de poulets, puis une bande de pintades, puis de nouveau une bande de poulets, il devra déclarer deux catégories animales (appelées "productions" dans l'outil) : poulet et pintade.

A noter : L'outil permet de renseigner au maximum 5 productions différentes au sein d'un même bâtiment.

Le code couleur est le suivant :

Cellules à renseigner
Valeurs à sélectionner dans une liste
Donnée indicative, issue de moyennes sur la filière (non modifiable, à valeur informative)
Cellules à ne pas remplir

Quelques précautions

1. Assurez-vous de bien renseigner les cellules **de haut en bas** de la feuille. En effet, les listes déroulantes sont dépendantes des informations renseignées dans les cellules précédentes. Par exemple, les modalités de gestion des déjections que vous pouvez choisir sont dépendantes des types de sols.
2. Assurez-vous de bien remplir **toutes les cellules en jaunes et en rose**. Si vous ne choisissez pas de valeur pour une cellule rose (sauf si la liste apparaît vide), les calculs des émissions ne s'effectuent pas.
3. Cas particulier des productions réalisées dans plusieurs bâtiments successifs
Pour les catégories animales démarrées avec double densité, puis transférées partiellement (ou complètement) dans un autre bâtiment, il est possible de jouer sur le facteur d'excrétion azotée pour tenir

Renseigner
Sélectionner dans une liste
Données indicatives
à compléter

Tableau 1 : Caractéristiques de l'exploitation

Localisation de l'exploitation	Aquitaine
--------------------------------	-----------

Tableau 2 : Liste des bâtiments et caractéristiques associées

Nom du bâtiment	Caractéristiques des bâtiments						Nom du stockage des effluents associé au bâtiment (à renseigner une fois le tableau 2 complété)	
	Surface m²	Type de sol	Modellé de gestion des déjections	Gestion de l'aération	Traitement de l'air	Type d'effluent sortant du bâtiment	Fientes	Fumier
v1	1 200	Sol bétonné + litière	Litière accumulée (béton)	Ventilation mécanique	Non	Fumier		FU
v2	1 200	Sol bétonné + litière	Litière accumulée (béton)	Ventilation mécanique	Non	Fumier		FU

Tableau 3 : Types de productions et effectifs par bâtiment

Nom du bâtiment	Production 1				Production 2			
	Type de volaille 1	Type de production 1	Poules pondeuses Nombre de places Autres catégories Densité (animaux/m²)	Poules pondeuses Taux d'activité (0-100) Autres catégories Nombre de bandes par an	Type de volaille 2	Type de production 2	Poules pondeuses Nombre de places Autres catégories Densité (animaux/m²)	Poules pondeuses Taux d'activité (0-100) Autres catégories Nombre de bandes par an
v1	Cailles	Caille - Standard	90	3	Poulets de chair	Poulet léger (export) - Standard	22,5	4
v2	Poulets de chair	Poulet léger (export) - Standard	22,5	4	Cailles	Caille - Standard	90	3

Tableau 4 : Excréments azotés et part du temps passé au bâtiment

		Production 1			Production 2			
Nom du bâtiment	Type de production 1	Azote excrété kg/place/an		Part du temps passé au bâtiment (%)	Type de production 2	Azote excrété kg/place/an		Part du temps passé au bâtiment (%)
		Par défaut	Valeur spécifique			Par défaut	Valeur spécifique	
v1	Caille - Standard	0,014		100	Poulet léger (export) - Standard	0,04		100
v2	Poulet léger (export) - Standard	0,04		100	Caille - Standard	0,014		100

Tableau 5 : Liste des unités de stockage (ou de traitement) des fientes, fumiers et lisiers produits

Nom du stockage	Effluent entrant (ou avant traitement)	Type de stockage (ou traitement)	Forme de l'effluent sortant (ou après traitement)	Vérification (donc d'un égal à 100% une fois le tableau 6 rempli)
FU	Fumier	Lumière couverte	Solide	100%
				OK

Tableau 6 : Liste et caractérisation des épandages (fonction de la provenance de l'effluent, de sa forme et des modalités d'épandage)

Identification de l'épandage	Provenance des effluents	Forme de l'effluent	Dévenir de l'effluent	Modalité d'épandage	Part des effluents par provenance et par modalités d'épandage
TMD	F1	Solide	Épandage sur autres terres	Incorporation dans les 12h	100%

Synthèse des émissions (GEREP)
 EARL DES COLLINES - M. MOUNET Jordan

	NH3		N2O		CH4		TSP		PM10	
	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an
Batiment	4 010									
Stockage	1 753									
Epandage (sur terres en propre)	-									
Epandage (sur autres terres dans le cadre du plan d'épandage)	980									
Epandage (exportation d'effluents normalisés)	-									
Parcours	-									
Emissions totales (à l'exclusion des émissions des effluents normalisés exportés)	6 743	316	1 632	10 164	4 574					
Valeur seuil de déclaration des Emissions Polluantes (arrêté du 31 janvier 2008)	10 000	10 000	100 000	100 000	50 000					



ETUDE PREVISIONNELLE

Mounet Jordan

SOMMAIRE

- 1 Présentation
- 2 Marges brutes des productions hors-sol
- 3 Charges de structure
- 4 Investissements
- 5 Emprunts
- 6 Amortissements
- 7 Revenu disponible



Etude réalisée par :

Tél portable :

Tél bureau :

Fax :

ETUDE PREVISIONNELLE

EXPLOITANT

NOM Prénom : Mounet Jordan

Adresse :

CP Commune :

Téléphone :

Tél mobile :

e mail :

Date naissance :

Age :

Date d'installation :

Formation :

Stage 21h :

Stage PPP :

ENTREPRISE

Raison sociale : Mounet Jordan

Adresse :

CP Commune :

Tél fixe :

Tél mobile :

Nombre d'U.M.O. : 1,0

Année 1 = 2016

Zone : Plaine

SMI de la zone :

Descriptif du projet

PARTENAIRES

Banque :

Centre de gestion :

Assurance :

Commercialisation des produits

STOCKAGE DES EFFLUENTS D'ELEVAGE

Espèce	Régime ou réglementat°	Date	Effectif déclaré	Effectif actuel	Effectif prévisionnel

Capacités de stockage des effluents d'élevage

Une expertise récente de la capacité de stockage au regard du nombre d'animaux a été réalisée : ☐ Oui ☒ Non

Si le besoin d'une telle expertise apparaît, contacter le pôle Elevage de la Chambre d'Agriculture

Des travaux sont ☐ dans le cadre d'un dossier ☐
date du dossier ☐

Conclusion:

Travaux de mise aux normes à réaliser ☐

COMMENTAIRE GLOBAL

Marges brutes des ateliers hors-sol

1 Canard gras	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre achetés	37 997	37 997	37 997	37 997	37 997
Nombre vendus	37 002	37 002	37 002	37 002	37 002
Pertes %	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
PRODUITS en € par tête vendue					
Vente	18,28	18,28	18,28	18,28	18,28
Divers					
PRODUIT BRUT	18,28	18,28	18,28	18,28	18,28
CHARGES en € par tête vendue					
Achat animal	10,07	10,07	10,07	10,07	10,07
Achat aliment et céréales	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52
Maïs, céréales de l'exploitation					
Frais vétérinaires	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29
Transport, abattage, CIFO, ATM	1,82	1,82	1,82	1,82	1,82
Divers (transport PAG + eau+ élect)	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25
CHARGES OPERATIONNELLES	14,95	14,95	14,95	14,95	14,95
MARGE BRUTE	3,32	3,32	3,32	3,32	3,32

2 Poulet standard	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre achetés		184 800	184 800	184 800	184 800
Nombre vendus		181 104	181 104	181 104	181 104
Pertes %		2,0	2,0	2,0	2,0
PRODUITS en € par tête vendue					
Vente	0,00	1,82	1,82	1,82	1,82
Divers					
PRODUIT BRUT	0,00	1,82	1,82	1,82	1,82
CHARGES en € par tête vendue					
Achat animal		0,31	0,31	0,31	0,31
Achat aliment et céréales		1,13	1,13	1,13	1,13
Maïs, céréales de l'exploitation					
Frais vétérinaires		0,03	0,03	0,03	0,03
Chauffage		0,03	0,03	0,03	0,03
Divers		0,18	0,18	0,18	0,18
CHARGES Opérationnelles	0,00	1,68	1,68	1,68	1,68
MARGE BRUTE	0,00	0,14	0,14	0,14	0,14

3 Caille x 1000	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre achetés		880	880	880	880
Nombre vendus		862	862	862	862
Pertes %		2,0	2,0	2,0	2,0
PRODUITS en € par tête vendue					
Vente	0,00	540,00	540,00	540,00	540,00
Divers					
PRODUIT BRUT	0,00	540,00	540,00	540,00	540,00
CHARGES en € par tête vendue					
Achat animal		91,84	91,84	91,84	91,84
Achat aliment et céréales		255,10	255,10	255,10	255,10
Maïs, céréales de l'exploitation					
Frais vétérinaires					
Chauffage		8,16	8,16	8,16	8,16
Divers		28,99	28,99	28,99	28,99
CHARGES Opérationnelles	0,00	384,09	384,09	384,09	384,09
MARGE BRUTE	0,00	155,91	155,91	155,91	155,91

Marges brutes des ateliers hors-sol

TOTAL HORS-SOL	2016	2017	2018	2019	2020
Vente	676 229	1 471 534	1 471 534	1 471 534	1 471 534
Divers					
PRODUIT BRUT	676 229	1 471 534	1 471 534	1 471 534	1 471 534
Achat animal	372 716	507 356	507 356	507 356	507 356
Achat aliment et céréales	56 355	481 483	481 483	481 483	481 483
Maïs, céréales de l'exploitation					
Frais vétérinaires	10 760	16 304	16 304	16 304	16 304
Chauffage	67 251	80 205	80 205	80 205	80 205
Divers	46 131	103 734	103 734	103 734	103 734
CHARGES Opérationnelles	553 213	1 189 082	1 189 082	1 189 082	1 189 082
MARGE BRUTE	123 016	282 452	282 452	282 452	282 452

MARGES BRUTES

Canard gras	123016,08	123016,08	123016,08	123016,08	123016,08
Poulet standard	0	24977,568	24977,568	24977,568	24977,568
Caille x 1000	0	134458,72	134458,72	134458,72	134458,72
.....	0	0	0	0	0
.....	0	0	0	0	0

	2016	2017	2018	2019	2020
Carburants Lubrifiants					
Carburants (Essence, gasole)					
Entretien & réparations matériel	1 132	1 132	1 132	1 132	1 132
Petit équipement + CUMA enfouissement	8 727	8 727	8 727	8 727	8 727
Crédit bail					
Locations	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Amortissement matériel	50 503	55 724	113 026	112 574	111 741
TOTAL CHARGES DE MECANISATION	63 362	68 583	125 885	125 433	124 600
Entretien & réparations bâtiments					
Amortissement bâtiments					
TOTAL CHARGES DES BATIMENTS	0	0	0	0	0
Entretien & améliorations foncier	345	345	345	345	345
Fermages et charges locatives					
Impôts fonciers					
Amortissement foncier & plantations					
TOTAL CHARGES FONCIER & PLANTATIONS	345	345	345	345	345
Salaires & charges sociales	26 253	26 253	26 253	26 253	26 253
Rémunération associés d'exploitation					
Charges sociales des exploitants	7 125	7 125	7 125	7 125	7 125
TOTAL CHARGES MAIN D'OEUVRE	33 378	33 378	33 378	33 378	33 378
Frais financiers sur emprunts LMT	4 050	17 344	15 414	14 019	12 682
Frais financiers sur Court Terme					
TOTAL CHARGES FINANCIERES	4 050	17 344	15 414	14 019	12 682
Primes d'assurance (hors cultures)	3 148	3 148	3 148	3 148	3 148
PTT, Déplacements, Réceptions...	635	635	635	635	635
Eau, Electricité (hors irrigation)					
Intermédiaires & honoraires	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600
Autres services extérieurs	567	567	567	567	567
Cotisations professionnelles	605	605	605	605	605
Autres impôts & taxes					
Amortissements frais d'établissement					
TOTAL AUTRES CHARGES	7 555	7 555	7 555	7 555	7 555
TOTAL CHARGES DE STRUCTURE	108 690	127 204	182 576	180 730	178 560
Total en €/ha	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!

Tableau des Investissements

EMPLOIS		RESSOURCES				
année	Total H.T.	Subventions	Prêts M.T.S.	Autres prêts bancaires	Prêts familiaux	Auto-financemt
2016	0	50 000	0	1 017 660	0	110 746
2017	926 060					
2018	0					
2019	0					
2020	0					
	1 178 406			1 178 406		

An	Libellé	Montant H.T.	Subventions	Prêts M.T.S. code montant	Autres prêts bancaires	Prêts familiaux	Auto-financemt
2014	Batiments	252 346			141 600		110 746
						
2017	Terrain + terra	244 775			244 775		0
2017	Bâtiments	280 120	50 000		230 120		0
2017	Equipement +	381 165			381 165		0
2017	Dossier	20 000			20 000		0

Tableau
des emprunts

							2016	2017	2018	2019	2020
Total des annuités							74 699	186 547	117 140	110 868	105 237
dont capital							70 649	169 203	101 726	96 848	92 556
dont frais financiers							4 050	17 344	15 414	14 019	12 682
Capital restant dû							1 195 001	1 025 798	924 072	827 224	734 668

Libellé	Montant	Date 1ère échéance	période (mois)	nombre échéan	Diff.	Taux annuel %	A N N U I T E S				
							2016	2017	2018	2019	2020
Batiments	141 600	07/02/14	1	144		1,00	12 527	12 527	12 527	12 527	12 527
	39 540	11/07/14	1	60		1,00	8 111	8 111	8 111	4 055	-
	3 000	01/01/15	1	36		1,85	1 029	1 029	-	-	-
	12 968	24/07/15	1	36		1,65	4 434	4 434	2 217	-	-
Equipement + EDF	18 000	15/07/14	1	36		1,45	6 135	3 068	-	-	-
Fabrique	15 870	15/04/14	1	84		1,00	2 348	2 348	2 348	2 348	2 348
Equipements	52 680	21/05/14	1	108		1,00	6 123	6 123	6 123	6 123	6 123
Complément	23 000	07/02/14	1	144		3,80	2 390	2 390	2 390	2 390	2 390
.....	18 193	25/07/16	1	12		0,75	9 133	9 133	-	-	-
	10 000	31/01/14	1	72		1,00	1 718	1 718	1 718	1 718	143
	76 300	07/03/14	1	84		1,00	11 290	11 290	11 290	11 290	11 290
	18 193	01/12/15	1	24		3,80	9 461	8 673	-	-	-
	45 000	02/01/17	1	12		1,18	-	45 289	-	-	-
Terrains et terrassement	244 775	01/02/17	12	15		1,60	-	18 484	18 484	18 484	18 484
Batiments	230 120	01/02/17	12	15		1,60	-	17 378	17 378	17 378	17 378
Matériel	381 165	01/02/17	12	13		1,60	-	32 708	32 708	32 708	32 708
Dossier	20 000	01/02/17	12	12		1,60	-	1 845	1 845	1 845	1 845

Tableau des amortissements

					2016	2017	2018	2019	2020
Total des amortissements					50 503	55 724	113 026	112 574	111 741
M	Batiments	252 346	2014	12	24 755	24 755	24 755	24 755	24 755
M	Matériel de culture	18 078		12	2 992	2 992	2 868	2 697	2 303
M	Matériel élevage	144 245	2017	12	22 036	22 036	22 036	22 036	22 036
M	Frais	3 600	2014	12	5	720	720	439	
M									
M									
M									
M		0							
M									
M		0							
M		0		12	13				
M		0							
M		0							
M	Terres	244 775	2017	12	15	1 360	16 318	16 318	16 318
M	Batiments	230 120	2017	12	15	1 278	15 341	15 341	15 341
M	Matériel de culture	381 165	2017	12	13	2 443	29 320	29 320	29 320
M		20 000	2017	12	12	139	1 667	1 667	1 667
M									
M									
M									
M									
M									
M									
M									
M									

	2016	2017	2018	2019	2020
Marge brute des cultures	-	-	-	-	-
Marge brute des bovins	-	-	-	-	-
Marge brute hors-sol	123 016	282 452	282 452	282 452	282 452
MARGE BRUTE TOTALE	123 016	282 452	282 452	282 452	282 452
dont aides PAC couplées	-	-	-	-	-
+ Aides PAC découplées	-	-	-	-	-
Total des aides PAC	0	0	0	0	0
+ Aides diverses (Subventions, MAE ...)	-	-	-	-	-
+ Produits divers	200	200	200	200	200
- Charges de Structure	108 690	127 204	182 576	180 730	178 560
RESULTAT COURANT	14 526	155 448	100 076	101 922	104 093
+ Amortissements	50 503	55 724	113 026	112 574	111 741
+ Frais financiers	4 050	17 344	15 414	14 019	12 682
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	69 079	228 515	228 515	228 515	228 515
- Annuités	74 699	186 547	117 140	110 868	105 237
- Frais financiers court terme	-	-	-	-	-
+ rémunération des associés	-	-	-	-	-
+ fermages et mads versés aux associés	-	-	-	-	-
- impôts fonciers et assurances correspondants	-	-	-	-	-
- Annuités des associés	-	-	-	-	-
- Rému. du capital des associés non exploitants	-	-	-	-	-
REVENU DISPONIBLE	-5 620	41 968	111 376	117 648	123 278
Nombre d'UMO :	1	1	1	1	1
REVENU DISPONIBLE /U.M.O.	-5 620	41 968	111 376	117 648	123 278

Prélèvements privés

Capacité d'Autofinancement Nette	-5 620	41 968	111 376	117 648	123 278
---	---------------	---------------	----------------	----------------	----------------

REVENU DISPONIBLE

en % du smic
(13 632)

300 % →	308%	817%	863%	904%
100 % →	-41%			

RATIO DE RENTABILITE

E.B.E. / Produit brut
(EBE avant rémunération des associés)

Correct	33% →				
Faible	25% →				
Critique		10%	16%	16%	16%

RATIO D'ENDETTEMENT

Annuités / E.B.E.
(EBE avant rémunération des associés)

Critique	60% →	108%	82%		
Elevé				51%	49%
Correct	33% →				46%

SARL C E F

CABINET CEF

Société d'expertise comptable

ATTESTATION

Je soussigné, Eric DUMARTIN, Expert-Comptable et gérant du CABINET CEF

atteste que

LEARL DES COLLINES, dont le siège social est situé à Maison le Mas à MIRAMONT-SENSACQ (40320), est suivi comptablement par mon cabinet depuis sa création le 20/07/2013. Les 3 premiers bilans montrent une situation saine qui permet d'investir dans un nouveau projet.

Fait pour valoir ce que de droit,

A Mèrignac,

Le 8 décembre 2016.



SARL au capital de 40 000 € - RCS Bordeaux B 414 972 073
Société inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Aquitaine
Compote Jules Hétrel 32700 MÈRIGNAC

Tél. : 05 56 34 24 23 Fax : 05 56 34 20 53 Mail : eric.dumartin.ccf@orange.fr

**CONSTRUCTION DE DEUX
BATIMENTS A USAGE AGRICOLE
POULAILLER DYNAMIQUE
40320 MIRAMONT-SENSACQ**

MAÎTRE D'OUVRAGE

**EARL des Collines
319 Route des Collines
40320 MIRAMONT-SENSACQ**

ARCHITECTE

DANIEL LABENNE
ARCHITECTE DPLG
22 rue de la Vallée 40110
40320 MIRAMONT-SENSACQ
Tél : 05 55 79 37 27
Télécopie : 05 55 79 31 92
Courriel : contact@labenne.fr

PHASE

PC

DATE

**JANVIER
2016**

PLAN N°

1

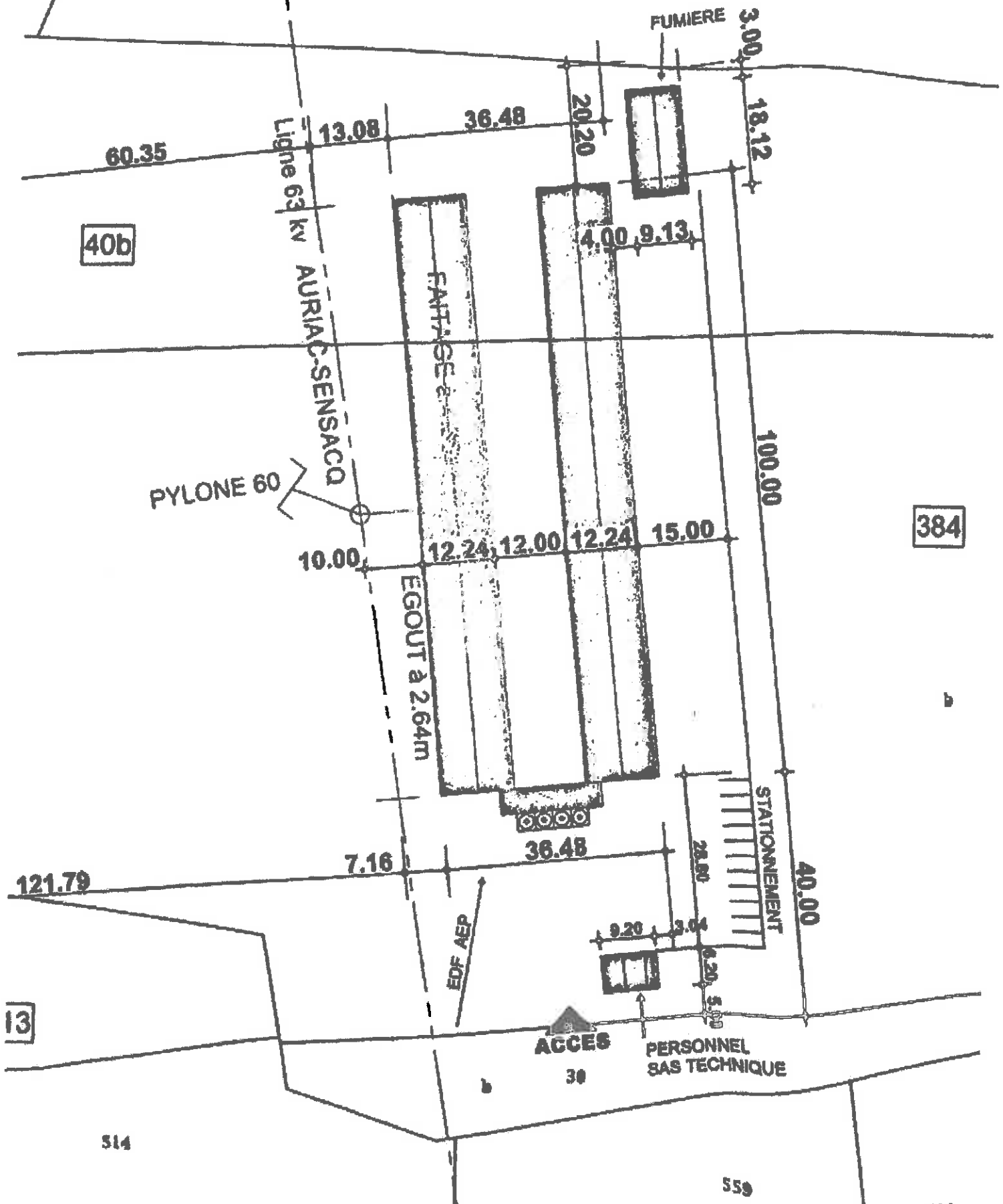
ECHELLES

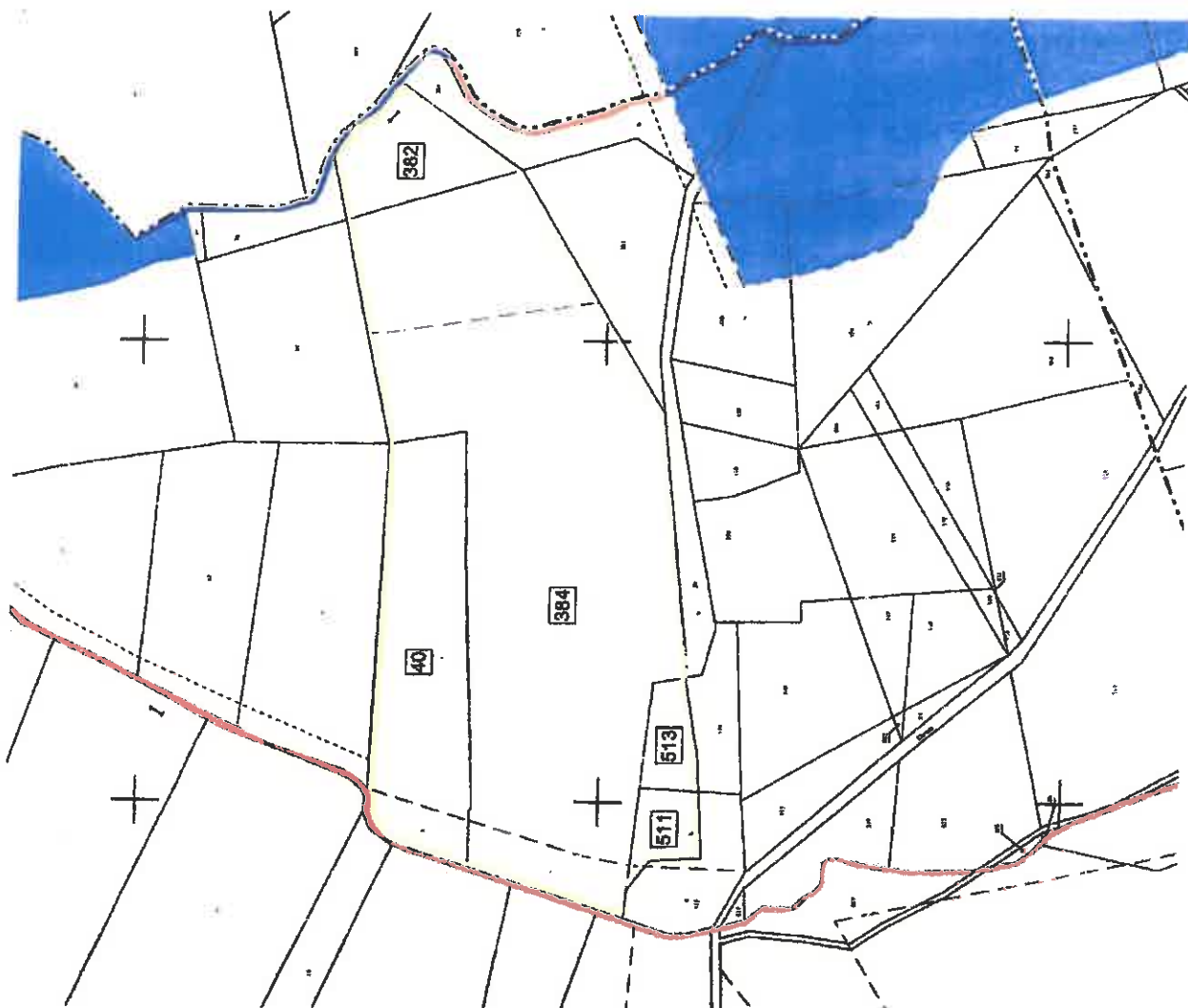
DOSSIER N°
15-1021

MODIFICATIONS

- PC1 PLAN DE SITUATION CADASTRAL
- PC2 PLAN DE MASSE
- PC3&4 COUPE TERRAIN & NOTICE
- PC6 INSERTION
- PC7&8 PHOTOGRAPHIES

1/25000
1/2000
1/1000





PC 1

PLAN DE SITUATION CADASTRAL

Janvier 2016

ETAT

1/25000

1/2500

DANIEL LARSEN
ARCHITECTE DPLG
223 Avenue du Tracé
BP 46
40 205 NANCY CEDEX
Tél : 03 83 29 51 52
Courriel : daniel.larsen@sepias.fr



PC 6		INSERTION	Janvier 2016	<div>DANIEL LABERGE ARCHITECTE DPLG 223 Avenue de Trévise BP 46 40 300 VASTRIMAU CÉDEX Tél : 06 88 72 33 32 Courriel : laberge.daniel@wanadoo.fr</div>



<div>PC 7&8</div>	<div>PHOTOGRAPHIES</div>		<div>Janvier 2016</div>	<div> <div> <div>DAMIEN LARSENIE</div> <div>ARCHITECTE DPLG</div> <div>225 Avenue de la République</div> <div>93 46</div> </div> <div> <div>40 705 HASTENAU CEDER</div> <div>Tel : 08 88 79 27 25</div> <div>Mail : damien.larsenie@mls-larsenie.fr</div> </div> </div>
-----------------------	--------------------------	--	-------------------------	---



DeXeL

Diagnostic Environnement
de l'eXploitation de l'ELevage



DOCUMENT DE RESTITUTION ET CALCULS

Diagnostic E nvironnement
de l'eX ploitation de l'EL evage

DeXeL



Exploitation et site(s) concernés par ce projet

EARL DES COLLINES
319 route des collines
Le Mas
Miramont Sensacq

Nom du site
Loucourtaou

Lieu dit

Commune

Organisme et technicien ayant réalisé ce projet

LARTIGAU Patrick
Chambre d'Agriculture des Landes

05/10/2016



149 rue de Bercy
75 595 PARIS Cedex 12

IDENTIFICATION DE L'EXPLOITATION

IDENTIFICATION DE L'EXPLOITATION DU DECLARANT

SIRET 794726794

N° PACAGE
N° CHEPTEL

Adresse du siège de l'exploitation : 319 route des collines

Lieu-dit : Le Mas

Tél : 064806091

Département : 40 - Landes

Code postal : 40320 Commune : Miramont Sensacq

Agence de l'eau de : Adour - Garonne

EXPLOITATION SOCIETAIRE OU INDIVIDUELLE

Dénomination sociale : EARL DES COLLINES

Forme juridique : EARL

Date de création de l'entité juridique :

Nom	Prénom	Date de naissance	Signature
MOUNET	Jordan	07/03/1993	

A lire par le ou les éleveurs : J'atteste l'exactitude des informations fournies pour l'élaboration de ce document et accepte leur transmission aux seuls organismes devant traiter le dossier qui en garantissent la confidentialité et, conformément à la loi du 06-01-1978 relative à l'informatique, aux fichiers, aux libertés, je dispose d'un droit d'accès et de rectification pour toute information me concernant.

Nom du technicien

LARTIGAU Patrick

Organisme

Chambre d'Agriculture des Landes

Date

06/10/2016

Signature

RENSEIGNEMENTS SUR L'EXPLOITATION

Nombre de sites : 1

Site(s) concernés par ce diagnostic :

Nom

Loucoursau

Lieu-dit

Commune

Coordonnées

Propriété des bâtiments : ☐ Locataire de l'ensemble
☐ Propriétaire en totalité
☐ Propriétaire en partie

Classe de l'exploitant : ☐ Jeune agriculteur
☐ + 55 ans

Installation :

Reprise d'exploitation : ☐ Oui ☐ Non ☐ Ne sait pas

INFORMATIONS RELATIVES A LA LOCALISATION DE L'EXPLOITATION

☒ Elevage situé dans une zone d'action prioritaire
☒ zone vulnérable zone B (petite région : Tursan)
☐ autre zone d'action prioritaire définie par arrêté préfectoral

Autres informations :

☐ zone d'action renforcée (ZAR)
☐ périmètre de captage
☐ zone de montagne

OPTIONS DE CALCUL DU DOSSIER

☒ Capacité réglementaire selon temps de présence des animaux

• Pluie mensuelle à stocker en mm /mois

station : Tursan

	sep	oct	nov	déc	jan	fév	mar	avr	mai	jun	jul	aoû
sur fosses	7	80	100	89	80	61	36	38	2	0	0	0
autres surfaces	37	60	100	89	80	61	40	56	46	29	21	30

LES PROJETS (troupeaux, surfaces, bâtiments, investissements, aides publiques sollicitées hors PMPOA...) :

Surface SAU : 0,00 ha

Surface Fourragère Principale (SFP) : 0,00 ha

Tab 1c - VOLAILLES OU LAPINS • BÂTIMENTS, PLEIN AIR

Repère de l'unité de fonctionnement	Unité de fonctionnement, mode de logement, surfaces existante estimées et nombre de places	Type d'animaux	Nombre d'animaux produits par an ou effectif présent	Densité animale	Nombre de bandes	Poids vifs moyens	kg totaux	kg totaux maîtrisables	Nature de la litière	Type de déjections à stocker	Périodicité de curage ou de racleage	Destination des déjections
1	V1 Litière seule (sans parcours) (1 200,0 m², 108000 places)	Cai Pt	324 000 108 000	90,0 22,5	3,00 4,00		5 616 kgN	5 616kgN		FSec	1/b	FU
2	V2 Litière seule (sans parcours) (1 200,0 m², 108000 places)	Cai Pt	432 000 81 000	90,0 22,5	4,00 3,00		5 724 kgN	5 724kgN		FSec	1/b	FU
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Volailles, Lapins	Total	Maîtrisable	Plein air
kgN/an	11 340	11 340	

Rejets selon références CORPEN 2006

Tab 1c - DESCRIPTION DES UNITÉS • VOLAILLES OU LAPINS

1 - V1		Litière seule (sans parcours)						
Animaux	Effectifs moy. Animaux prod.	Densité anx/m²	Nombre bandes	Poids vif kg	Eau l/an/ban	%Stock		
Caille	324 000	90,0	3,00			100,0 %		
Poulet standard	108 000	22,5	4,00			100,0 %		

Type de déjections à stocker	FU	...	...	...	Epand.	%Pertes	%kgN (100 %)	%Stock (100 %)	Nature de litière
FSec - Fumier sec sans écouler	100 %								

Quantité litière

Surface de l'unité

2 - V2		Litière seule (sans parcours)						
Animaux	Effectifs moy. Animaux prod.	Densité anx/m²	Nombre bandes	Poids vif kg	Eau l/an/ban	%Stock		
Caille	432 000	90,0	4,00			100,0 %		
Poulet standard	81 000	22,5	3,00			100,0 %		

Type de déjections à stocker	FU	...	...	...	Epand.	%Pertes	%kgN (100 %)	%Stock (100 %)	Nature de litière
FSec - Fumier sec sans écouler	100 %								

Quantité litière

Surface de l'unité

[illegible]

Toutes espèces	Total	Maîtrisable	Plein air	Pâturage
N/an	11 340	11 340		

--

A= fiente accumulée, F= fumier compact, M= fumier mou, L= lisier, P= purin, S= fientes sèches, H= fientes humides, B= boues, E= autres effluents

Tab 4. ESTIMATION DES QUANTITES D'AZOTE*Pour passer de P à P2O5 il faut multiplier par 2.29**Pour passer de K à K2O il faut multiplier par 1.20*

Production d'éléments fertilisants		N	P2O5	K2O
kg	Totaux (tab. 2)	11 340	7 371	10 962
	Par ha de SAU			
kg maîtrisables	Totaux (tab. 2)	11 340	7 371	10 962
	Par ha de SAU			

Tab 5 - SURFACE D'EPANDAGE EN PROPRE

Surface potentielle d'épandage (SPE)	=	<input type="text"/> ha
Surface directive "nitrates" SDN = SAU	=	<input type="text"/> ha

Tab 6 - IMPORT ET EXPORT DE DEJECTIONS ET EFFLUENTS

Types de produits : Liquide
A= lièvre accumulée, F= fumier compact, M= fumier mou, L= lisier, P= purin, S= fientes sèches, H= fientes humides, B= boues, E= autres effluents

Attention : L'import/export de déjections fait l'objet d'un bordereau de livraison cosigné, qui doit comporter les informations définies par l'arrêté en vigueur en zone vulnérable. Ces informations sont reportées dans le cahier de fertilisation

par : LARTIG.

Tab 7 - PRODUCTIONS VEGETALES, GESTION DES ILOTS CULTURAUX

[illegible]

par : LARTIGAU Patrick

	SAMO de explotación	0.00 ha	Fertilisation minerale totale en kgN
Type de produits : A= tierra azules, Fe fundir començ, Ma fundir men, L m hales, Os auto, O- fentes, ...			

SYNTHESES DU TABLEAU 7

Tab 7 - BILAN FOURRAGER

Fourrage consommé par le troupeau		UGB x 5 tonnes de Matière Sèche
Quantité de fourrages stockée consommée (hors herbe)		tMS (consommé = 80% produit)
Quantité d'herbe valorisée en fauche (ensilage + foin)		tMS (consommé = 80% produit)
Quantité de fourrages vendue (herbe)		
Quantité de fourrages achetée		
Quantité d'herbe valorisée au pâturage		tMS
Rendement moyen herbe valorisée au pâturage		tMS/ha de surface pâturée
Rendement moyen herbe valorisée pâturage + fauche		tMS/ha de surface en herbe

Tab 8 - REPARTITION DES SURFACES

	ha		
SAU	0,00	%	
Surface fourragère principale	0,00	0	%SAU
Cultures de printemps	79,00	0	%SAU
Sols nus en hiver	0,00	0	%SAU
Surface en herbe	0,00	0	%SFP

Tab 9 - BALANCE GLOBALE AZOTEE DE L'EXPLOITATION

	kgN	
	Total	/ha SAU
Effluents de l'élevage épanchés	0	0
+ Autres effluents importés	0	0
+ Restitutions pâturage et plein-air	0	0
= Total apports hors engrais minéraux	0	0
- Exportations des cultures	16 590	0
= Solde balance globale de fertilisation avant engrais minéraux	-16 590	0
+ Apports engrais minéraux	0	0
= Balance globale de fertilisation après engrais minéraux	-16 590	0

NB - La fixation d'azote sur les prairies permanentes ou temporaires associées à des graminées ne sont pas comptées.

- Dans les autres cas, la fixation d'azote correspond au niveau des exportations en azote pour les prairies artificielles (luzerne et trèfle violet en culture pure) et les protéagineux.

SYNTHESES DU TABLEAU 7

Tab 10 - REPERES DES QUANTITES EPANDUES DECLAREES ET ESTIMEES

TYPES DE SURFACE		EPANDAGES		
		Déclaration éleveur	Dexel: calcul d'après les productions sur les bâtiments et les ouvrages	
	Surfaces épandues	t ou m³ /ha	t ou m³ /ha	kgN /ha
Apports de solides surfaces ne recevant que des fumiers	79,00 ha	5 t /ha	5 t /ha	144 kgN /ha
Apports de liquides surfaces ne recevant que des lisiers, effluents, ...	0,00 ha	0 m³ /ha	0 m³ /ha	0 kgN /ha
Apports mixtes surfaces recevant fumiers, lisiers, effluents, ...	0,00 ha	0 t /ha 0 m³ /ha	0 t /ha 0 m³ /ha	0 kgN /ha

Tab 11 - RECAPITULATIF DES INDICATEURS AGRONOMIQUES

Indicateurs agronomiques		
Pression d'azote total issue des effluents d'élevage sur la SDN* de l'exploitation		0 kgN/ha
Pression de N minéral		0 kgN/ha de SAU
Balance globale azotée après apport N minéral		0 kgN/ha de SAU
% de sols nus en hiver sur la SAU		0 %
Surface annuellement épandue au sein de l'exploitation		0,00 ha
dont	- maïs	0,00 ha
	- prairies	0,00 ha
	- céréales	0,00 ha
	- autres cultures	0,00 ha

* SDN = SAU

Tab 12 - MATERIEL D'EPANDAGE ET DE CONDITIONNEMENT

Tonne à lster	Appareil 1	Appareil 2	Appareil 3
Capacité (m³)			
1 monobuse			
2 buses			
Rampe multibuses			
Rampe à pendillards			
Rampe à enfouisseurs	à disques à dents		
Rampe à injecteurs			
si rampe : broyeur répartiteur en sortie de tonne si rampe : système gravitaire en sortie de tonne			
Mode de propriété			
Quantité épandable minimale avec une répartition correcte (m³/ha)			
Jugement sur l'état et l'adaptation du matériel			

Epandeur à fumier	Appareil 1	Appareil 2	Appareil 3
Capacité (t)			
Hérissons horizontaux			
Hérissons verticaux			
Modèle composé par une	- porte hydraulique - hotte - table d'épandage		
Mode de propriété			
Quantité épandable minimale avec une répartition correcte (t/ha)			
Jugement sur l'état et l'adaptation du matériel			

Conditionnement des produits	Appareil 1	Appareil 2	Appareil 3
Brassage			
Broyeur dans la fosse			
Broyage au pompage			
Retourneur d'andains			
Mode de propriété			
Jugement sur l'état et l'adaptation du matériel			

Tab 13. REPERES DU CALCUL DES CAPACITES DE STOCKAGE FORFAITAIRES zone B

Prise en compte du temps de présence dans le calcul de la capacité réglementaire.																		
OUVRAGE DE STOCKAGE	Origine	Mode de logement	Mode d'alimentation	Quantité de paille	Périodicité de curage/racage	Type de produit	Catégorie animale	Nombre d'animaux, volailles de chair, m ² volailles de chair, m ² silo	Durée réglementaire temps présence si <	Durée(s) de référence	Durée(s) prod. lit. acc.	Capacité(s) utile(s) de référence et corrigée par animal	Répartition standard référence	Répartition sur l'aire de vie	Répartition lit ou égrutages	Selon poids, âge, aliment., production	Selon la hauteur de foinier	Capacité utile réglementaire
Capacité utile forfaitaire																		
FU Fumière conv. avec 3 murs																		
108 m ²																		
V1		Litière seule (sans parcours)			1/15	FSec	Cal Pt	1 200,0 m ²	0,0	0	0	0,00 m ²					0,60	0,0 m ²
V2		Litière seule (sans parcours)			1/15	FSec	Cal Pt	1 200,0 m ²	0,0	0	0	0,00 m ²					0,60	0,0 m ²

[illegible]

Types de produits : A= fûtre accumulée, F= fumier compact, M= fumier mou, L= lisier, P= purin, S= fientes sèches, H= fientes humides, B= boues, E= autres effluents
Attention : L'éleveur est responsable de l'utilisation des déjections qu'il exporte. Il doit disposer de contrats d'épandage et d'un cahier d'épandage avec des bordereaux.

par : LARTIGAU Patrick

Total	11 340	0
-------	--------	---

Il doit disposer de contrats d'épandage et d'un cahier d'épandage avec des bordereaux de livraisons consignés par lui-même et le prêteur

Degré C confort Pro

PROJET CHAUFFAGE ELEVAGE

**ELEVAGE
JORDAN MOUNET
40320 MIRAMONT SENSACQ**

Le 26/09/2016

106 Route de la Gare
44120 Vertou
Siret : 398 402 800 00047
Tel : 02 40 46 75 69

SITUATION ACTUELLE

1 bâtiment 1200 m² à 3.45

1 bâtiment 1200 m² à 3.45

Isolation

Plafond : 50 mm

Mur : 50 mm

Sol : 0

Production

Poulet -- Dinde -caille

Besoins

Départ 31° à 33°

Type de chauffage :

CHAUFFAGE AVEC UN RESEAU D'EAU PAR RAPPORT A DES RADIANTS OU CANON A GAZ

Combustion dans le bâtiment

a) 5 molécules de dioxygène pour une molécule de gaz

Il faut suffisamment d'oxygène pour la combustion \Rightarrow Ventilation
Si insuffisance d'O₂ = Production CO

b) Cela génère 4 molécules H₂O

3 CO₂

- 1 kg de gaz type propane produit 1.6L d'eau.
- 5g d'eau produit par kg de voilaille

Avantage Réseau d'eau

- \Rightarrow Ambiance plus sèche (voir à garder 15 points d'hydrométrie) (voir apport de brumisation)
- \Rightarrow Sanitaire
- \Rightarrow Mortalité en moins
- \Rightarrow Paillage en moins
- \Rightarrow Amélioration indice de consommation
- \Rightarrow Amélioration Marge Pa
- \Rightarrow Risque incendie en moins
- \Rightarrow Risque pour l'humain en moins
- \Rightarrow Temps de nettoyage

Diffusion

▲ Aérotherme

- Respect Vitesse d'air
0.3 m/seconde (voir 0.4 : -0.5) au sol
- Aérotherme pas trop bas

▲ Plancher Chauffant

- Sol isolé
- Sol bétonné
- Amélioration Confort et des résultats

RESULTATS ELEVAGES 2009 A FIN OCTOBRE 2015

Consommation gaz

Pas de différence significative malgré le séchage de dalle.
Si récupération = 37%

Consommation litière

0.5kg/m² au lieu de 4
Soit un écart de 3.5kg/m²/lot

Economie = 3.5kg/m²/lot
0.30 à 0.50 euros/m²/lot

Marge brute PA

- Elevage 2009 = +0.87/m²/lot
- Elevage 2012 = +1.02/B1 et B2
- Elevage 2014 = +0.90

Pododermatite

- 100% < à 30%
- Soit un écart de 62 centimes euros/m²/lot

SARL DEGRE CONFORT PRO
106 Route de la Gare
44120 VERTOU

Téléphone : 02 40 46 75 69

Fax : 02 40 56 13 89

Email : degreconfort@orange.fr

Société au Capital de 100 000,00 €

N° de Siret : 39840280000047

N° de TVA : FR20398402800

ELEVAGE JORDAN MOUNET
40320 MIRAMONT SENSACQ

Référence CHAUFFAGE BATIMENT 2 x 1200 M2

Devis N° 160022 du 26/09/2016

Page N° 1

Article	Désignation	Quantité unit.	Unité	P u. HT	Montant HT	Tva
	INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UN SYSTEME DE CHAUFFAGE SUR BATIMENTS D'ELEVAGE					
	<u>Local technique chaufferie</u>					
AR00253	2 Chaudières Gaz Propane GUILLOT VARMAX condensation chauffage seule modulante 140 kW, compris tubage et neutralisation des condensats		UNI	0,00	0,00	N7
D	2 circulateurs chaudiere MAGNA 32-60		UNI	0,00	0,00	N7
D	2 circulateurs reseau plancher MAGNA 50-80		UNI	0,00	0,00	N7
D	1 Bouteille de désaccouplement		UNI	0,00	0,00	N7
D	2 vannes 3 voies 0-10 volts		UNI	0,00	0,00	N7
D	Ensemble des vannes d'équilibrage, clapets anti- retour, filtre, dégazeurs, expansion, vannes, soupape de sécurité...		UNI	0,00	0,00	N7
D	Raccordement hydraulique par tube d'acier zingué, compris accessoires et isolation		UNI	0,00	0,00	N7
D	Automatisme, compris armoire, raccordement et reglage de l'installation	1.00	UNI	69 382,00	69 382,00	N7
	<u>Travaux non compris :</u> Terrassement et maçonnerie.					

SARL DEGRE CONFORT PRO
106 Route de la Gare
44120 VERTOU

Téléphone 02 40 46 75 69

Fax : 02 40 56 13 89

Email : degreconfort@orange.fr

Société au Capital de 100 000,00 €

N° de Siret : 39840280000047

N° de TVA : FR20398402800

ELEVAGE JORDAN MOUNET
40320 MIRAMONT SENSACQ

Référence CHAUFFAGE BATIMENT 2 x 1200 M2

Devis N° 160022 du 26/09/2016

Page N° 2

Article	Désignation	Quantité unit.	Unité	P.u. HT	Montant HT	Tva
	SOUS TOTAL	1,00		69 382,00	69 382,00	
	<i>Prix plancher 19€/m2 hors pose</i>					
	Plancher chauffant bâtiment 1200 127 kW					
D	Le reseau de chauffage basse température et réalisé avec un regime d'eau de 47-31.6°C. un pas de 16.5 cm. Le sol du bâtiment doit être uniforme et d'aplomb. L'installation et mise en pression à 6 bars pour essais et laissée sous pression à 3 bars pour le coulage de la dalle béton. Plaques R=1.25 ep 41. Bande peripherique en rouleau de 50 m. Tube PER diametre 20x1.6 . (débit de 6.4 m3/h et pression motrice de 2.1mCE par bâtiment). collecteurs de 10 circuits avec débitmètre, purgeur, vanne d'arrêt... raccords à compression. Cavaliers de fixation dalles .	1200,00	UNI	22,00	26 400,00	N7
D	Plancher chauffant bâtiment 1200 127 kW					
	Le reseau de chauffage basse température et réalisé avec un regime d'eau de 47-31.6°C. un pas de 16.5 cm. Le sol du bâtiment doit être uniforme et d'aplomb.	1200,00	UNI	22,00	26 400,00	N7

SARL DEGRE CONFORT PRO
106 Route de la Gare
44120 VERTOU

Téléphone : 02 40 46 75 69
Société au Capital de 100 000,00 €
N° de Siret : 39840280000047
N° de TVA : FR20398402800

Fax : 02 40 56 13 89

Email : degreconfort@orange.fr

ELEVAGE JORDAN MOUNET
40320 MIRAMONT SENSACQ

Reference : CHAUFFAGE BATIMENT 2 x 1200 M2

Devis N° 160022 du 26/09/2016

Page N° 3

Article	Désignation	Quantité unit.	Unité	P.u. HT	Montant HT	Tva
D	L'installation et mise en pression à 6 bars pour essais et laissée sous pression à 3 bars pour le coulage de la dalle béton. Plaques R=1.25 ep 41. Bande peripherique en rouleau de 50 m. Tube PER diametre 20x1.6 , (débit de 6.4 m3/h et pression motrice de 2.1mCE par bâtiment), collecteurs de 10 circuits avec débitmètre, purgeur, vanne d'arrêt., raccords a compression. Cavaliers de fixation dalles SOUS TOTAL	2400,00		22,00	52 800,00	
	Reseau de ditribution bâtiment					
	Tube isolé PEX DN 50 double, compris raccords a bride.	20,00	UNI	86,00	1 720,00	N7
	SOUS TOTAL	20,00		86,00	1 720,00	
Tva	Libellé	Taux	Base H.T.	Montant		
N7	TVA / encaissements 20,00 %	20,00	123 902,00	24 780,40	Total H.T.	123 902 00

Date d'échéance :

Mode de règlement :

Net H.T. 123 902,00

T.V.A. 24 780,40

Total T.T.C. 148 682,40

Nos factures sont payables par chèque, à réception, sans escompte.
En cas de défaut de règlement dans les délais stipulés, il sera appliqué à l'intégralité des sommes en cause, de plein droit et sans aucune mise en demeure préalable, un intérêt de retard équivalent à 3 fois le taux d'intérêt légal, sans préjudice de tout frais supplémentaires de recouvrement et de mise en exécution.
A compter du 1er janvier 2013, tout professionnel en situation de retard de paiement sera redevable envers son créancier d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros
Assurance Decennale TDCB 02859003 - Responsabilité civile TRCB 02859002 - Agence THELEM à VALLET

Net à payer 148 682,40 €

< Devis N° 160022 du 26/09/2016

Montant 148 682,40
Code client ELEVA10

Des producteurs de poulets de chair témoignent

Retour d'expérience sur les planchers chauffants

Un meilleur confort de travail, des frais de litière et d'assurance réduits, une amélioration des résultats technico-économiques, c'est le bilan que dressent les producteurs de poulets de chair qui ont investi dans un plancher chauffant (Degré Confort). Il faut néanmoins compter trois lots pour se faire la main et adapter la ventilation • Émeline Viénot



Depuis 2008, ce sont 30 000 m² de poulaillers qui ont été équipés d'un plancher chauffant par la société Degré Confort. Le 8 juillet, Gilles Humeau et Christophe Ségaud (Degré Confort) ont réuni les éleveurs concernés afin de faire un bilan après plusieurs années de fonctionnement pour certains. Le rendez-vous a eu lieu sur l'exploitation de Pascal Aubron à Gesté dans le Maine-et-Loire, qui a pour sa part franchi le pas au cours de l'hiver dernier (quatre bâtiments pour un total de 5 000 m²). Étaient présents ce jour-là, Dominique Grasset (49), Jean-Paul Chupin (49), Laurent Guillard (56) et Didier Gallais (44), dont le projet est en cours de réalisation. « Mis à part un éleveur de dindes installé dans la Sarthe avec 2 000 m², nous avons équipé quasi exclusivement des

producteurs de poulets, mais allant du poulet export au poulet lourd », constate Gilles Humeau. Et « tous ont opté pour une chaudière propane, même si le gaz naturel est environ 11 à 12 % moins cher hormis un éleveur qui fonctionne avec une chaudière à bois (déchiqueté) », précise-t-il.

Un vrai confort de travail

Revenant sur les motivations qui les ont poussés à investir dans un plancher chauffant, les éleveurs ont mis en priorité la réduction de la charge et de la pénibilité de travail : « C'est un confort de travail énorme, beaucoup moins de fatigue et de poussières (paillages, curage et nettoyage au vide sanitaire) ». Et Didier Gallais d'ajouter : « J'ai deux sites, dont l'un est amorti. Il faut aller de l'avant, surtout avec mon jeune qui

s'installe ». Quant à Pascal Aubron, son objectif était « de pouvoir faire l'économie d'un salarié et de pouvoir se débrouiller tout seul, tout en ne pénalisant pas ses performances ».

Pas d'économie de chauffage à attendre en revanche, excepté dans le cas de Jean-Paul Chupin, qui récupère une partie des calories dégagées lors de la phase de maturation de ses composts pour chauffer l'eau. La chaudière à condensation d'une puissance de 180 kW (De Dietrich) installée dans le local technique en bout de bâtiment assure quant à elle le complément de chauffage du bâtiment, notamment au démarrage.

Installé à proximité de la chaudière, un ballon d'une capacité de 1 000 litres collecte l'eau chaude en provenance de la station de compostage. En cas de nécessité, il sert de « cuve tampon et de mélange » entre l'eau émanant de la station de compostage et l'eau sortant de la chaudière. L'éleveur commence à laver les bâtiments la litière encore en place, ce qui permet au compost de bien monter en température (60-70 °C) et d'avoir de l'eau à 40-45 °C.

Adapter la ventilation

Pascal Aubron va d'ailleurs suivre son exemple : la station de compostage était en cours de construction lors de notre passage début juillet, et normalement tout devant être opérationnel pour la fin d'année. Deux chaudières à propane de 320 kW ont pris place dans le local technique et chauffent un réseau primaire, relayé par un système de distribution et une sous-station propre à chaque bâtiment. Indispensable sachant que 300 mètres séparent le local technique des deux bâtiments les plus récents.

Un autre avantage du plancher chauffant est qu'il faut beaucoup moins de litière à épandre dans les bâtiments en début de lot. « entre 500 g et 1 kg/m² », des quantités divisées par quatre voire plus selon les pratiques de chacun. Et les éleveurs n'ont pas non plus à repailler en cours de lot. Pascal Aubron utilise du copeau, Dominique Grasset, un mélange paille.

Le 8 juillet, lors de la réunion de bilan : Didier Gallais (44), Pascal Aubron (49), Laurent Guillard (56), Gilles Humeau (Degré Confort), Jean-Paul Chupin (49) et Christophe Ségaud (Degré Confort).

broyée/copeaux. Jean-Paul Chupin de la paille broyée et rebroyée, et Laurent Guillard, de la sciure humide, moyennant en quoi, il touche régulièrement sa prime « pododermatites ». « Au début, les éleveurs hésitent à réduire autant les quantités de litière mais le plancher ne chauffe pas sinon », met en garde Gilles Humeau.

Une autre conséquence du plancher chauffant est qu'il faut apprendre à piloter la ventilation différemment. « On travaille avec une consigne d'hygrométrie plus haute car la quantité d'eau retenue dans le sol est moindre, et l'on a moins besoin de ventiler pour éliminer les gaz de combustion au démarrage », explique Christophe Ségau. « À côté de cela, il n'y a pas de couche d'air chaud au plafond à déstratifier comme dans les bâtiments classiques », ajoute-t-il.

Des performances améliorées

De plus, une fois le plancher chauffant installé, il faut bien compter deux lots avant que le béton ne soit complètement sec (davantage en hiver), sachant que le béton est ici isolé. La quantité d'eau à extraire est ainsi plus importante les premiers temps.

Sur le plan financier, Laurent Guillard, qui depuis deux ans se trouve à la tête de 5 300 m² avec planchers chauffants, précise que le coût de son assurance a été réduit de 30 % (-5 000 €/an). Pour Pascal Aubron, la réduction a été de 23 % (1,30 €/m² contre 1,70 €/m² auparavant).

Sur l'exploitation de Pascal Aubron, deux chaudières à propane de 320 kW ont pris place dans le local technique et chauffent un réseau primaire, relayé par un système de distribution et une sous-station propre à chaque bâtiment, indispensable sachant que 300 mètres séparent le local technique des deux bâtiments les plus récents.

Enfin dernier avantage évoqué, et non des moindres, les éleveurs les plus expérimentés ont constaté une amélioration de leurs performances, notamment en termes d'IC, avec à la clé une hausse de leur marge PA de l'ordre de 80 à 85 centimes d'€/m².

Se rapprocher du biochar

Jean-Paul Chupin fait état de meilleurs démarrages, d'une amélioration de l'ambiance les 15 premiers jours, « la chaleur est moins étouffante à hauteur d'homme ». Après cela ne fait pas tout, commentent les éleveurs, « les conditions météorologiques, la qualité de l'aliment et des poussins jouent également ».

Compte tenu des données disponibles, le retour sur investissement est évalué entre six et huit ans selon les situations. « Nous cherchons aujourd'hui à affiner les réglages en termes de ventilation en fonction du type de bâtiment afin de conseiller au mieux les prochains investisseurs, et éviter de sur ou sous-ventiler », indique Gilles Humeau. Parallèlement, « l'on cherche en collaboration avec l'Irstea, à optimiser la récupération de chaleur sur les composts en maturation en fonction de l'emplacement des nœuds dans le tas, et à se rapprocher des caractéristiques du biochar (charbon de bois) en termes de produit fini (compost) », ajoute-t-il.





PLUMATECH®

DOIGTS DE PLUMEUSES

Le spécialiste mondial des doigts de plumeuses

Toutes volailles.
Toutes destinations.

☎ : 02 96 94 76 24
Fax : 02 96 94 76 25

www.plumatech.com
Email : plumatech@orange.fr



Produit en France

Zonages Environnementaux

dans le cadre du programme AREA

**EARL DES COLLINES
319 route des collines
40320 MIRAMONT SENSACQ**

Janvier 2017




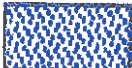








12/10/2016

EARL DES COLLINES

Zonages environnementaux

NUMERO	NOM	ZONAGE
Bat	Arrêté préfectoral du 16 janvier 2014	ZRE
Bat	Zones Vulnérables 2015	Zone Vulnérable

LEGENDE CARTES

	Cours d'eau à protéger
	Propriété du conservatoire du littoral
	Périmètre de captage d'eau potable
	Zone de répartition des eaux
	Réserve naturelle nationale
	Site classé
	Zones Znieff
	Zones vulnérables
	Zone Natura 2000
	Protection des Biotopes (APPB)
	Parcelle
	Limite commune des Landes

1. Conservatoire du littoral

Le Conservatoire est un établissement public national. Il a pour mission de sauvegarder, en partenariat avec les collectivités territoriales, les espaces naturels, côtiers ou lacustres, d'intérêt biologique et paysager.

2. Périmètre de captage d'eau potable

Selon la vulnérabilité du point de captage en eau potable, on attribue des périmètres de protection dits « Périmètre de captage ». On distingue 3 niveaux de protection :

- Périmètre de protection immédiate, de surface réduite (quelques mètres carrés à quelques centaines de mètres carrés). Toute activité à risque y est interdite.
- Périmètre de protection rapprochée. C'est une zone intermédiaire, qui accepte des activités sans risques pour la ressource et le captage, ou des activités diminuant le risque de pollution (enherbement et fauche)
- Périmètre de protection éloignée. Il est moins contraignant (et non obligatoire en France), mais une gestion de tous les risques liés aux activités humaines y est envisageable.

3. Zone de répartition des eaux ZRE

Zones hydrographiques où sont constatées une insuffisance, autre qu'exceptionnelle des ressources par rapport aux besoins. Elles sont définies afin de faciliter la conciliation des intérêts des différents utilisateurs de l'eau. Les seuils d'autorisation et de déclaration y sont plus contraignants. Dans chaque département concerné, la liste de communes incluses dans une zone de répartition des eaux est constatée par arrêté préfectoral.

4. Réserve naturelle nationale (RNN)

Tout ou partie du territoire d'une ou de plusieurs communes, dont la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière, ou qu'il est nécessaire de soustraire à toute intervention artificielle qui serait susceptible de les dégrader.

5. Sites et monuments naturels classés et inscrits

Cette législation s'intéresse aux monuments naturels et aux sites "dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général". L'objectif est de conserver les caractéristiques du site, l'esprit des lieux, et de les préserver de toutes atteintes graves.

6. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (Z.N.I.E.F.F.)

Il s'agit de zones connues pour leur intérêt écologique, dont la localisation et la justification sont officiellement portées à la connaissance du public. La conception et la mise en place des mesures accompagnatrices de tout projet pouvant porter atteinte aux milieux et aux espèces qu'ils abritent doivent tenir compte de ces inventaires.

S'il n'existe aucune contrainte réglementaire au sens strict sur ces espaces, leur prise en compte est obligatoire dans tout projet. Au-delà de l'aspect strictement juridique, ces inventaires sont de précieuses indications sur la qualité des milieux naturels.

Concernant les Z.N.I.E.F.F. il en existe 2 types :

- Les Z.N.I.E.F.F. de type I : Zones de superficie limitée avec un intérêt biologique remarquable
- Les Z.N.I.E.F.F. de type II : Grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les Z.N.I.E.F.F. de type I sont souvent englobées dans les Z.N.I.E.F.F. de type II.

7. Zone vulnérable

La délimitation des zones vulnérables comprend au moins les zones où les teneurs en nitrates sont élevées ou en croissance.

Ces zones concernent :

- les eaux atteintes par la pollution : eaux souterraines et eaux douces superficielles dont la teneur en nitrate est supérieure à 50 milligrammes par litre
- les eaux menacées par la pollution : eaux dont la teneur en nitrate est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre et montre une tendance à la hausse

Dans ces zones, sont définis des programmes d'action. Ces zones vulnérables sont révisées tous les 4 ans

8. Natura 2000

C'est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent.

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

Les objectifs de protection des espèces et des habitats des sites "Natura 2000" à prendre en compte lors de l'évaluation des impacts d'une activité sont fixés dans des "documents d'objectifs" (DOCOB). Ceux-ci planifient pour 6 ans, la gestion de chacun des futurs sites Natura 2000.

9. Protection des biotopes

La protection des biotopes, essentiels à la survie de certaines espèces animales et végétales, est assurée par des arrêtés préfectoraux

Les biotopes sont de aires géographiques protégées par des mesures réglementaires : arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB). Ces arrêtés ont pour objectif de prévenir la disparition d'espèces protégées. Les APPB ne relèvent pas d'une compétence nationale mais de celle du préfet. Chaque arrêté vise un biotope précis, dans la mesure où il est nécessaire à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de la ou des espèces concernées, et peut être de petite superficie ou englober un département entier. La réglementation instituée par l'arrêté consiste essentiellement en interdiction d'actions ou d'activités pouvant nuire à l'objectif de conservation du ou des biotopes (et non des espèces elles-mêmes).

Siège d'exploitation

Projet

**Zonages Environnementaux
EARL DES COLLINES**

Echelle 1/25000e



ZONE 2

1L

2L

2LA

**Zonages Environnementaux
EARL DES COLLINES**

Echelle 1/25000e

